

FD

FINANCES ET DÉVELOPPEMENT

JUIN 2017

Portrait de Robert
Gordon p. 28

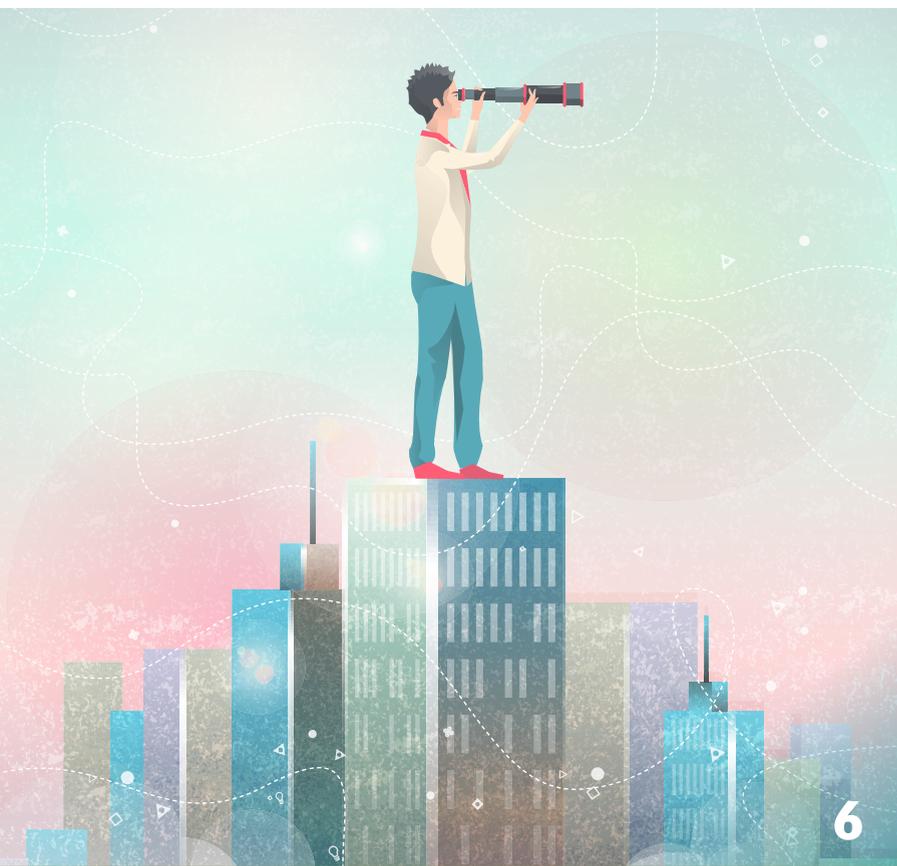
Espèces en voie
de disparition p. 32

Investissement
en berne p. 36



Les «millenials» et le nouveau monde du travail

Table des matières



De plus en plus de jeunes du millénaire mettent le cap sur l'économie de partage.

LES «MILLENNIALS» ET LE NOUVEAU MONDE DU TRAVAIL

4 Un avenir incertain

De nouvelles possibilités passionnantes s'offrent aux «millennials», mais ils devront aussi surmonter des obstacles inédits

Maureen Burke

6 L'avenir du travail

L'économie numérique altérera fortement les rapports traditionnels employeur-salarié

Arun Sundararajan

12 Entre nous : La voix des jeunes

S'adapter, s'ajuster et ne jamais cesser d'apprendre

Christine Lagarde

14 Le choc des retraites

Dans les pays avancés, les jeunes adultes doivent prendre des mesures pour améliorer leurs revenus à la retraite

Mauricio Soto

16 Une vie à apprendre

Les marchés du travail évoluent : la génération du millénaire doit s'y préparer et s'y adapter

Nagwa Riad

20 Course au rattrapage

La jeunesse actuelle accumule moins de patrimoine que ses aînés

Lisa Dettling et Joanne W. Hsu

24 Qu'en pensent-ils?

Les défis de la génération du millénaire vus par leurs membres

Niccole Braynen-Kimani et Maria Jovanović


48
AUSSI DANS CE NUMÉRO
32 Le liquide est mort, longue vie au liquide

Les paiements virtuels remplacent rapidement le liquide, mais pas totalement ni partout

Alan Wheatley

36 Investissement au ralenti

L'investissement est en berne depuis 2010 dans les pays émergents et en développement

M. Ayhan Kose, Franziska Ohnsorge et Lei Sandy Ye

40 Quand l'argent ne peut plus voyager

Les relations de correspondants bancaires, qui facilitent le commerce et l'activité économique, sont mises sous pression dans certains pays

Andreas Adriano

48 Derrière les gros titres

La migration en provenance d'Afrique subsaharienne a de profonds effets, tant dans le pays d'origine que dans le pays d'accueil

Jesus Gonzalez-Garcia et Montfort Mlachila

51 De la pénurie à l'excès

L'obésité et le diabète, deux défis majeurs pour les autorités des pays émergents

Eduardo J. Gómez

54 Lutte contre l'épidémie d'ébola

C'est en agissant prestement sur le front économique que l'on a pu surmonter cette crise sanitaire

Mehmet Cangul, Carlo Sdravovich et Inderjit Sian

51

RUBRIQUES
28 Paroles d'économistes
Le prophète du pessimisme

Chris Wellisz dresse le portrait de **Robert J. Gordon**, qui prévoit que le progrès économique pâtira d'un ralentissement de l'innovation

44 Pleins feux
Accélérer les réformes

Les réformes des subventions à l'énergie sont difficiles, mais avancent dans de nombreux pays

Maria Jovanović

46 En première ligne
Une fenêtre d'opportunité

Leszek Balcerowicz explique la nécessité d'agir rapidement quand la population est réceptive au changement

58 Notes de lecture

Trading Barriers: Immigration and the Remaking of Globalization, Margaret E. Peters

The First Serious Optimist: A. C. Pigou and the Birth of Welfare Economics, Ian Kumeckawa

60 Histoires d'argent
Des pesos très appréciés

La Colombie met sa culture à l'honneur dans ses nouveaux billets de banque

Nadya Saber


28



Le travail de demain

C'EST UN HEUREUX HASARD que notre nouveau format de magazine fasse sa une sur les «millennials» et l'avenir du travail. Mais si *Finances & Développement* a surtout changé de forme et pas de contenu, les jeunes adultes vont peut-être devoir s'adapter à des évolutions plus radicales pour satisfaire aux exigences des marchés du travail de demain.

Pour commencer, c'est la nature du travail lui-même qui évolue. Alors que les baby-boomers et la génération X pouvaient espérer décrocher un emploi à plein temps assorti de diverses prestations (congés payés, retraite généreuse, etc.), les jeunes d'aujourd'hui ont beaucoup plus de mal à y parvenir et travaillent plutôt dans ce que l'on appelle l'«économie du partage». Arun Sundararajan, professeur à l'université de New York, estime qu'aux États-Unis environ 40 % des travailleurs installés à leur compte sont des jeunes du millénaire.

Ensuite, force est de constater que cette génération est née à un très mauvais moment, puisqu'ils sont entrés dans la vie active pendant la crise économique la plus grave que le monde ait connue depuis la Grande Dépression. Dans de nombreux pays, le chômage des jeunes a culminé à plus de 20 % et reste obstinément élevé.

Quant aux technologies, elles sont à double tranchant : l'économie numérique a permis de créer des millions d'emplois, mais l'intelligence artificielle et la robotique pourraient bientôt remplacer des activités aussi complexes que la conduite automobile, les soins de santé ou le conseil juridique.

Comment interpréter tout cela? Nous avons interrogé la nouvelle génération un peu partout dans le monde. Kathy Gong, en Chine, a résumé la vision optimiste, doublée d'une détermination farouche à créer un monde meilleur, qui anime bon nombre de ses homologues : «Notre avenir dépend des jeunes, car ils sont la source même de la créativité, la force qui soutient les grandes innovations, les défenseurs d'une société plus juste et les moteurs de la croissance économique et du progrès sociétal». Génération X et baby-boomers, merci de laisser la place! **FD**

CAMILLA LUND ANDERSEN, Rédactrice en chef



EN COUVERTURE

Michael Waraksa est connu pour ses collages d'inspiration botanique et zoologique. En couverture de ce numéro au design nouveau, le premier depuis dix ans pour *F&D*, Waraksa dépeint les «millennials» comme des papillons qui explorent leurs débouchés dans un monde du travail au paysage changeant.



FINANCES & DÉVELOPPEMENT

Publication trimestrielle du Fonds monétaire international

RÉDACTRICE EN CHEF :

Camilla Lund Andersen

ÉDITRICE EN CHEF : Marina Primorac

RÉDACTEURS PRINCIPAUX :

Gita Bhatt	James L. Rowe, Jr.
Jacqueline Deslauriers	Rani Vedurumudi
Natalie Ramirez-Djumena	Chris Wellisz
Nagwa Riad	

RÉDACTRICE EN LIGNE : Marie Boursiquot

RÉDACTEURS :

Bob Ahmed	Bruce Edwards
Eszter Balázs	Maria Jovanović
Nicole Braynen-Kimani	Nadya Saber
Maureen Burke	

SPÉCIALISTE DE PRODUCTION MULTIMÉDIAS : Lijun Li

ASSISTANTES DE RÉDACTION :

Suzanne Alavi Aisha Shaikh

CORRECTRICE : Lucy Morales

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION :

Bernardin Akitoby	Thomas Helbling
Celine Allard	Tommaso Mancini Griffoli
Bas Bakker	Gian Maria Milesi-Ferretti
Steven Barnett	Inci Otker-Robe
Nicoletta Batini	Laura Papi
Helge Berger	Catriona Purfield
Paul Cashin	Uma Ramakrishnan
Adrienne Cheasty	Abdelhak Senhadji
Luis Cubeddu	Alison Stuart
Alfredo Cuevas	

© 2017 Fonds monétaire international. Tous droits réservés. Pour reproduire le contenu de ce numéro de *F&D*, quelle qu'en soit la forme, veuillez remplir en ligne le formulaire accessible à www.imf.org/external/terms.htm, ou envoyer votre demande à copyright@imf.org. L'autorisation de reproduction à des fins commerciales s'obtient en ligne auprès du Copyright Clearance Center (www.copyright.com) contre paiement d'une somme modique.

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

Abonnement, changement d'adresse et publicités :

IMF Publication Services
Finances & Développement
 PO Box 92780
 Washington, DC, 20090, USA
 Téléphone : (202) 623-7430
 Télécopie : (202) 623-7201
 Courriel : publications@imf.org

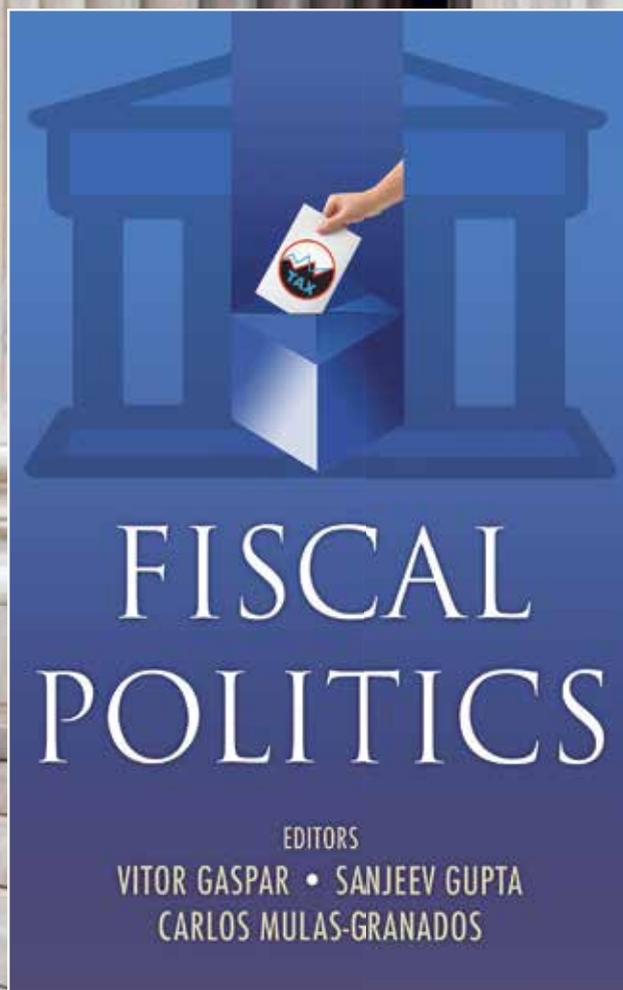
Postmaster: send changes of address to *Finance & Development*, International Monetary Fund, PO Box 92780, Washington, DC, 20090, USA. Periodicals postage is paid at Washington, DC, and at additional mailing offices.

The English edition is printed at Dartmouth Printing Company, Hanover, NH.

Finance & Development is published quarterly by the International Monetary Fund, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, in English, Arabic, Chinese, French, Russian, and Spanish. French edition ISSN 0430-473X



FSC FPO



"It is now widely accepted that understanding fiscal policy requires understanding economics and politics. This valuable volume is rooted in political economy and covers a range of first-order issues which will be of interest to both researchers and policy makers."

—Timothy J. Besley, Professor, London School of Economics

"You can't understand fiscal policy if you don't consider the politics behind it. This book will greatly help you to navigate this complex territory. A splendid and broad ranging contribution."

—Alberto Alesina, Professor, Harvard University

\$40. English. ©2017. 548pp. Paperback. ISBN 978-1-47554-790-0. Stock# FP2016EA

Order now at bookstore.imf.org/fd617B

I N T E R N A T I O N A L M O N E T A R Y F U N D





UN AVENIR INCERTAIN

De nouvelles possibilités passionnantes s'offrent aux «millennials», mais ils devront aussi surmonter des obstacles inédits

Maureen Burke

LA GÉNÉRATION DU MILLÉNAIRE ARRIVE sur le marché du travail dans une période d'évolution des technologies et de bouleversements économiques. Cette nouvelle donne influencera les choix et les expériences des jeunes qui, à leur tour, modèleront l'économie mondiale.

Nés entre 1980 et 2000, les «millennials» constituent la génération la plus nombreuse de l'ère moderne. Tandis que leurs aînés, les baby-boomers et la génération X, sont des «immigrés numériques», les jeunes du millénaire sont véritablement des «natifs», instinctivement préparés aux innovations les plus récentes. Les technologies sont chez eux une seconde nature, mais beaucoup craignent néanmoins de perdre leurs emplois au profit des robots.

Ils se tournent de plus en plus vers l'économie du partage, liée à l'apparition de plateformes numériques facilitant la mise en contact des acheteurs avec les vendeurs. Les emplois de l'économie du partage (chauffeur pour Uber ou Lyft, par exemple) permettent à certains d'entre eux de boucler les fins de mois, même si ces petits boulots sont bien loin des emplois à temps plein avec régimes de retraite et autres avantages dont leurs parents bénéficiaient traditionnellement.

Cette génération adhère aussi sans réserve aux services proposés par l'économie du partage, qui leur donne accès à tous les biens imaginables, des lits aux bateaux en passant par les voitures, sans même qu'ils aient à les acheter. Peu soucieux de consacrer de grosses sommes à l'acquisition d'un véhicule ou d'un logement, les jeunes du millénaire ont des habitudes de dépenses très différentes de celles des générations précédentes.

S'agit-il d'un rejet du matérialisme ou plus simplement d'une insuffisance de moyens? Ou les deux? Même si les jeunes sont optimistes en ce qui concerne l'avenir, ils ont du mal à décrocher un emploi. Et les revenus moyens des jeunes travailleurs actuels, en tout cas aux États-Unis, sont plus bas que ceux de 1975. Le revenu réel (corrige de l'inflation) des jeunes travailleurs américains est inférieur de 5,5 % à celui d'il y a 40 ans (Bureau du recensement des États-Unis).

Les parents n'ont pas connu les obstacles à la prospérité auxquels se heurte la génération actuelle. Pourtant plus instruite, elle n'a pas les compétences requises pour assurer sa réussite financière dans le monde d'aujourd'hui. Bon nombre de «millennials», voire la plupart, devront se recycler et se réorienter plusieurs fois au cours de leur vie professionnelle. Bien que l'enseignement formel demeure la principale source d'apprentissage, les systèmes éducatifs doivent préparer la génération du millénaire et les suivantes à des métiers qui n'existent pas encore.

Et quels que soient ces nouveaux emplois, les carrières risquent d'être plus longues que prévu. Avec le vieillissement de la population et les efforts des gouvernements pour contenir les coûts croissants liés aux retraites, les «millennials» risquent de devoir travailler plus longtemps et épargner davantage pour la retraite afin d'aspirer au même niveau de vie que les retraités actuels.

Ce numéro de *Finances & Développement* examine les perspectives et les défis économiques attendant les «millennials», qui devront gagner leur vie dans un environnement professionnel décidément différent de celui qu'ont connu leurs parents. **FD**

MAUREEN BURKE est membre de l'équipe de rédaction de *Finances & Développement*.

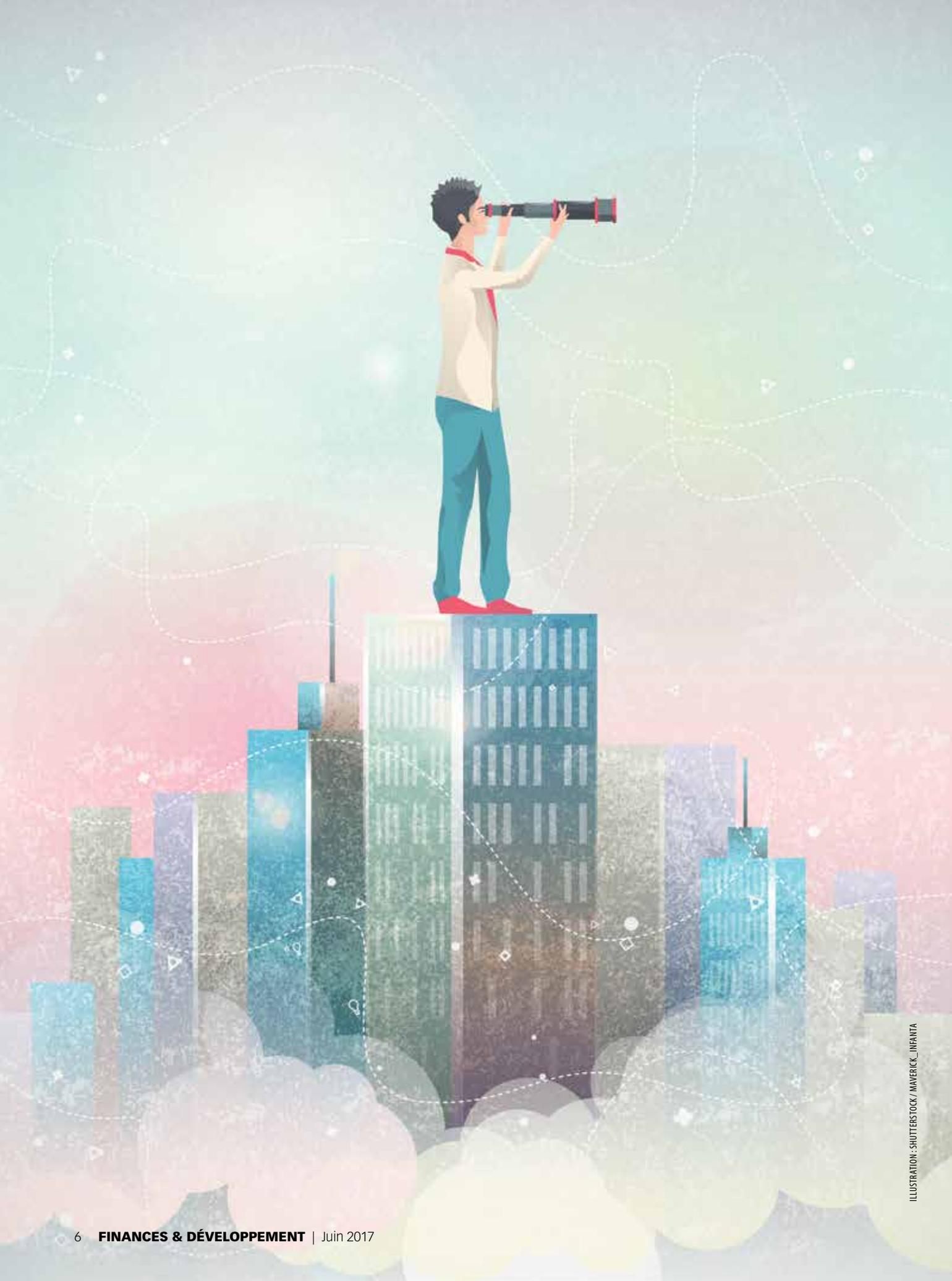


ILLUSTRATION : SHUTTERSTOCK / MAVERICK_INFANTA

L'AVENIR DU TRAVAIL

L'économie numérique altérera fortement les rapports traditionnels employeur-salarié

Arun Sundararajan

Pour la jeunesse d'aujourd'hui, l'avenir du travail pourrait être plus incertain que jamais.

La confluence de deux forces numériques modifiera radicalement l'environnement professionnel de demain, affaiblissant considérablement les relations employeur-employé telles qu'elles existaient jusque-là. De nouvelles plateformes permettent d'organiser les activités économiques de manière très différente du travail à temps plein traditionnellement fourni dans les entreprises, pour aller vers une multiplication des entreprises individuelles et du travail à la demande. Il en résultera une économie reposant de plus en plus sur des contrats temporaires à court terme plutôt que des emplois à temps plein.

En parallèle, les techniques d'automatisation assistées par l'intelligence artificielle et la robotique sont de plus en plus performantes pour l'exécution des tâches cognitives et physiques qui constituent l'essentiel du travail aujourd'hui, laissant présager une automatisation d'activités humaines aussi complexes que la conduite de véhicules ou la gestion de projets et bouleversant toute une série de métiers dans les domaines du droit, du conseil, de la distribution et du transport.

Évolution des emplois

La convergence de ces deux facteurs dessine un marché du travail où les emplois à plein temps pourraient être

décomposés en tâches et projets. Cela faciliterait la substitution du capital (sous la forme de techniques d'automatisation) au travail et au savoir-faire humains, une tendance qui se renforcera avec la perte de pouvoir des syndicats.

La société et les gouvernements devront adapter les conditions de travail à ces évolutions. Pour éviter que ne se creusent davantage les inégalités de revenu et de richesse dues à la concentration du capital observée au cours des 50 dernières années, nous devons désormais nous diriger vers un capitalisme de masse dans lequel la majeure partie de la main-d'œuvre passe d'un emploi à temps plein où elle offrait ses compétences et son travail à la gestion d'une entreprise individuelle, chaque microentrepreneur détenant ainsi une toute petite part du capital de la société.

Comme un nombre décroissant de personnes gagnent leur vie de la façon aujourd'hui considérée comme traditionnelle et qu'elles sont nombreuses, voire très majoritaires, à être vouées à changer d'emploi plusieurs fois dans leur carrière, des changements s'imposent aussi au niveau de l'enseignement (voir «Une vie à apprendre» dans ce numéro de *F&D*). Au lieu de se focaliser sur les établissements proposant deux à quatre ans d'enseignement supérieur où l'on se forme tôt dans la vie, comme c'était le cas au XX^e siècle, la société doit créer des établissements capables d'aider les travailleurs à changer de cap en cours de carrière. En outre, la partie de la protection sociale qui est

largement financée par les employeurs et inclut souvent l'assurance maladie, les congés payés, l'assurance sur le lieu de travail, les cotisations de retraite et des salaires prévisibles qui stabilisent les revenus doit être repensée dans une ère où l'entrepreneuriat individuel se généralise.

Plusieurs études conduites ces deux dernières années attestent de l'essor du travail non salarié : celui des personnes dont le revenu principal ou complémentaire provient d'une activité indépendante. Aux États-Unis, ces travailleurs seraient de 40 à 68 millions (graphique 1), selon les définitions et les méthodes utilisées; néanmoins, tant le haut que le bas de la fourchette témoignent de l'importance de cette forme de travail dans un pays où la population active civile compte 160 millions de personnes.

La tendance à travailler hors du cadre salarié est plus marquée chez les jeunes. Ainsi, 40 % des indépendants tirant leur revenu principal de cette activité appartiennent à la génération des «millennials» alors qu'ils représentent environ un tiers de la population active civile, d'après une enquête de MBO Partners.

L'apparition de nombreuses plateformes numériques permettant de gagner sa vie en travaillant à son compte devrait accélérer la tendance. Bon nombre de ces plateformes commercialisent des biens personnels en les destinant à un usage plus productif. Il s'agit par exemple de plateformes de transport (Uber et Lyft aux États-Unis, Didi Chuxing en Chine, BlaBlaCar en France, Ola en Inde, Grab en Asie du Sud-Est, etc.), de celles qui, comme Airbnb, permettent à tout un chacun (plus de 3 millions de personnes à fin 2016) de proposer son logement à la location pour une courte durée, et de plateformes de location de véhicules entre particuliers, du type Drivy en

Europe ou Getaround aux États-Unis. Il faut également citer un nombre croissant de services de travail à la demande ou indépendant comme Upwork, plateforme à laquelle plus de 12 millions de travailleurs indépendants dans le monde sont inscrits pour offrir des prestations allant de tâches administratives et du service client à la conception de sites Internet ou à la comptabilité; des plateformes propres à un pays comme CrowdWorks au Japon (plus d'un million de travailleurs) et Giraffe en Afrique du Sud; et des plateformes de services professionnels spécialisés, comme Catalant pour le conseil en gestion, Gigster pour le développement de logiciels de pointe et UpCounsel pour les services juridiques.

Une étude du JPMorgan Chase Institute datant de novembre 2016 atteste du phénomène : fin 2013, environ 0,5 % des adultes américains tiraient leurs revenus de ces plateformes; mi-2016, le chiffre était de 4 %. Bien qu'il n'existe pas d'estimations comparables au niveau mondial, une étude publiée par le McKinsey Global Institute en octobre 2016 donnait un pourcentage du même ordre, d'environ 4 %, en Allemagne, en Espagne, en France, au Royaume-Uni et en Suède. Dans les années à venir, ce mode de travail hors du cadre salarial gagnera encore en importance avec la multiplication des plateformes de services professionnels spécialisés et supprimera peut-être des emplois à plein temps dans les entreprises pour les transformer en séries de projets ou de tâches. La source de la relation de confiance commerciale se déplacera alors vers les systèmes numériques, et les nouveaux logiciels d'entreprise comme ceux de WorkMarket et SAP, qui gèrent des flux complexes de travail à la demande et de tâches, verront leur rôle s'accroître.

Le deuxième âge de la machine

Les craintes suscitées par cette offensive technologique du travail à la demande lancée contre le travail à temps complet sont exacerbées par l'inquiétude grandissante liée à l'automatisation du travail rendue possible par les progrès de l'intelligence artificielle et de la robotique. Certes, la peur du chômage généré par le progrès technique n'est pas vraiment nouvelle. Pendant les révoltes luddites de 1811 et 1816 en Grande-Bretagne, les ouvriers du textile avaient détruit les métiers à tisser qui, croyaient-ils, prendraient leur place.

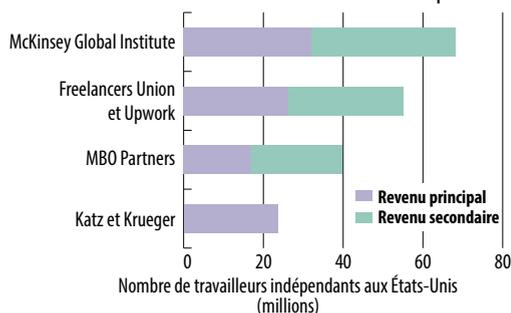
Un rapport intitulé «La Technologie et l'économie américaine» que le Président des États-Unis avait commandé à la Commission nationale sur la technologie, l'automatisation et le progrès économique partageait ces inquiétudes : «Certains ont même exprimé la crainte qu'à brève échéance le progrès technique non seulement ne crée du chômage mais supprime la quasi-totalité des emplois, la majeure partie de ce que nous appelons aujourd'hui le travail étant effectué de manière automatique par des machines.»

Ce rapport n'a pas été préparé pour Barack Obama en 2016, mais remis au Président Lyndon Johnson, 50 ans

Graphique 1

Travail indépendant

D'après quatre grandes études récentes, un pourcentage non négligeable des 160 millions de travailleurs américains sont à leur compte.



Sources : Katz, Lawrence F. et Alan B. Krueger, 2016, «The Rise and Nature of Alternative Work Arrangements in the United States, 1995-2015» (RAND); MBO Partners, 2016, «State of Independence in America», (Herdon, Virginie); Freelancers Union et Upwork, 2016, «Freelancing in America 2016»; McKinsey Global Institute, 2016, «Independent Work: Choice, Necessity, and the Gig Economy».

Note : L'activité indépendante représente généralement l'essentiel ou la totalité des revenus de ces travailleurs. La définition précise du «travail indépendant» varie d'une étude à l'autre.

plus tôt. Et même si son pronostic était exagéré, il ne se trompait pas en désignant le facteur à long terme de perte d'emplois dans le secteur manufacturier. Bien que ces emplois aient continué d'augmenter au cours de la décennie suivant la parution du rapport, jusqu'à un chiffre record de près de 20 millions à la fin des années 70, ils ont commencé à diminuer peu après. Les emplois manufacturiers constituaient 22 % de l'emploi salarié non agricole en 1977. Par comparaison, ils sont 12 millions aujourd'hui et représentent moins de 10 % de l'emploi non agricole aux États-Unis. Bien qu'il soit difficile de démêler avec précision les effets liés respectivement au commerce et aux technologies, nombreux sont ceux qui attribuent les pertes d'emplois manufacturiers enregistrées ces 15 dernières années à l'automatisation dans les usines plus qu'à la délocalisation de la production vers des sites étrangers à bas coûts. En réalité, même quand les emplois reculaient, la production manufacturière américaine se développait. Avec les progrès constants de la robotique, l'automatisation risque d'être d'encore plus mauvais augure en Chine, où le secteur manufacturier employait pas moins de 80 millions de citoyens en 2014, un chiffre qui devrait chuter de manière spectaculaire dans les prochaines décennies.

Mais la jeunesse actuelle, plus encore peut-être que l'automatisation dans l'industrie manufacturière, redoute le spectre du «deuxième âge de la machine», qu'Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee ont annoncé en 2014, dans leur ouvrage éponyme. D'après ces auteurs, les technologies commencent à effectuer des tâches cognitives restées jusque-là à la seule portée des humains. La technologie Watson mise au point par IBM promet des solutions à base d'intelligence artificielle dans des domaines comme le respect de la réglementation financière, le diagnostic médical et les services juridiques. Des caisses automatiques remplacent déjà le personnel de caisse dans un nombre croissant de magasins. Les véhicules autonomes semblent sur le point de menacer des dizaines de millions d'emplois de chauffeurs dans le monde. Ces professions couvrent tout l'éventail des compétences, laissant présager un ralentissement voire une inversion des hausses salariales pour les emplois hautement qualifiés que les changements technologiques favorisaient depuis des décennies. De surcroît, beaucoup craignent que, si les machines ne se contentent pas d'automatiser le travail physique, mais se chargent aussi des tâches cognitives, il ne reste plus guère de travail pour les humains.

Un retour sur l'histoire des emplois supprimés par l'automatisation se révèle assez éclairant et rassurant. Avec les progrès réguliers de la mécanisation agricole aux États-Unis, la part de la population active employée dans l'agriculture a chuté, de 41 % en 1900 à moins de 2 % en 2000. Pourtant, le spectre d'un chômage touchant toute l'économie ne s'est pas matérialisé. Au contraire, le progrès technique qui sous-tendait l'automatisation a donné naissance à de nouveaux secteurs

d'activité. Comme le remarquait David Autor dans un article de 2015 du *Journal of Economic Perspectives*, la voiture a remplacé les voyages à cheval et les métiers y afférents, mais l'industrie automobile est apparue et, avec elle, les grandes routes, les stations-service, les motels et les établissements de restauration rapide. Avec du recul, on constate que même si d'anciens secteurs régressent voire disparaissent, de nouveaux apparaissent et se développent, pour satisfaire d'autres besoins et désirs. Quasiment inexistant il y a deux siècles, le secteur des soins de santé représente aujourd'hui environ 12 % de l'emploi aux États-Unis (graphique 2). Le tourisme, un secteur embryonnaire en 1900, employait 235 millions de personnes en 2011, soit 8 % de l'emploi dans le monde. Un modèle s'est dessiné, celui d'activités initialement informelles ou limitées au cercle familial ou local (communication, divertissements, voyages, éducation, accompagnement des malades, etc.) devenues des secteurs de l'économie formelle.

Comme le travail dans les secteurs répondant aux besoins sociétaux actuels est automatisé grâce au progrès technique, chacun pourra s'offrir à satisfaire les aspirations humaines et les nouveaux besoins pas en-

**MÊME SI D'ANCIENS
SECTEURS RÉGRESSENT
VOIRE DISPARAISSENT, DE
NOUVEAUX APPARAISSENT
ET SE DÉVELOPPENT, POUR
SATISFAIRE D'AUTRES
BESOINS ET DÉSIRS.**

core comblés. On assistera peut-être au développement spectaculaire des activités économiques de lutte contre le changement climatique, d'éducation de la population mondiale ou de formalisation de l'économie des soins.

Le capitalisme de masse

De ce fait, les innombrables projections concernant la grosse part des emplois d'aujourd'hui susceptibles d'être automatisés dans les décennies à venir n'ont pas lieu de déclencher immédiatement une panique à grande échelle. Néanmoins, la concomitance des deux forces (essor du travail non salarié et capacités cognitives accrues des machines) pourrait amener la société à adapter son modèle économique. En effet, les effets de substitution de la main-d'œuvre induits par l'automatisation sont modérés par les différences de rythmes auxquels l'automatisation abaisse le coût d'exécution des tâches inhérentes à un travail. Si les entreprises commencent à décomposer les emplois et confier des tâches à des plateformes de travail à la demande, il en résultera une

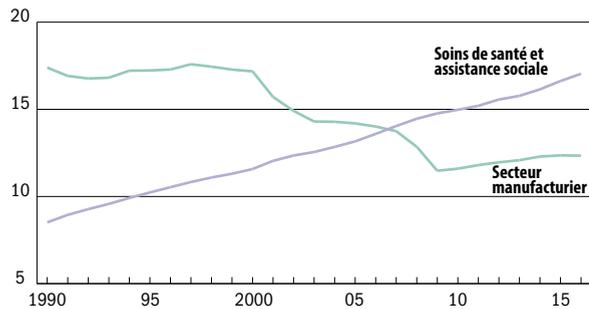
LES «MILLENNIALS» À L'ŒUVRE

Graphique 2

Les nouveaux visages du travail

Les emplois manufacturiers traditionnels ont régressé ces 15 dernières années, tandis que le secteur des soins de santé, qui existait à peine il y a un siècle, s'est fortement développé.

(en millions de travailleurs)



Source : Bureau américain des statistiques du travail.

automatisation plus rapide dès que la technologie correspondante sera prête.

L'une des solutions est de redéfinir le modèle de base relatif à la façon de gagner notre vie : il faut oublier la rémunération du travail et du savoir-faire par une grande entreprise propriétaire du capital associé à l'activité économique, au profit d'un système de toutes petites entreprises conjuguant travail, talents et apports en capital. Les apports peuvent provenir notamment des travailleurs eux-mêmes et d'autres personnes (par le biais de plateformes de travail à la demande, par exemple); progressivement, un pourcentage croissant pourrait venir de l'intelligence artificielle et de la robotique.

L'émergence de l'économie du partage et d'autres plateformes de services professionnels fait qu'un capitalisme de masse est réellement possible dans le futur. La meilleure illustration est peut-être Airbnb, qui met en relation des propriétaires de mètres carrés inoccupés avec des personnes à la recherche d'un hébergement temporaire. À de nombreux égards, Airbnb est le premier fournisseur mondial de logements provisoires. (Le 31 décembre 2016, plus de 2 millions d'habitants de la planète ont dormi dans un de ces hébergements. La plus grande chaîne d'hôtels du monde, Marriott-Starwood, a un parc inférieur environ de moitié à ce chiffre, avec 1,1 million de chambres.) Airbnb recense les demandes d'hébergement, inspire confiance par son statut de marque internationale tout en établissant et imposant certaines normes (pratiquement comme une franchise de nouvelle génération). Mais l'activité commerciale elle-même, consistant à fournir des hébergements de courte durée et, donc, à fixer les prix, gérer les stocks et s'occuper du positionnement, du marketing et de la relation client, ce travail-là est fait par les trois millions d'hébergeurs, qui construisent leurs marques individuelles en bénéficiant du système de classement d'Airbnb.

Cette plateforme pourrait être un microcosme à l'image de l'avenir du travail, relativement insensible aux effets de substitution de l'automatisation. Dans les économies plus jeunes connaissant une croissance plus rapide telles que le Brésil, l'Inde ou le Viet Nam, où l'emploi formel à plein temps n'est pas encore dominant et où l'efficacité des institutions économiques traditionnelles varie, les plateformes dotées de systèmes numériques bien sécurisés faisant correspondre l'offre et la demande de services pourraient stimuler le secteur des travailleurs indépendants et des entrepreneurs, leur donner les moyens d'accéder aux marchés mondiaux et relever leurs niveaux de vie grâce à la constitution de patrimoines individuels. Dans les économies plus avancées, comme les États-Unis, le Japon ou le Royaume-Uni, qui, à l'heure actuelle, s'appuient principalement sur l'emploi formel à plein temps, un modèle de ce type permettrait de maintenir les revenus individuels à un niveau raisonnable. Fondamentalement, ces changements pourraient en partie protéger la main-d'œuvre d'une substitution accrue du capital au travail liée à l'automatisation en aidant les travailleurs actuels à cesser d'être des fournisseurs de travail et devenir des détenteurs de capital.

Dans le futur, le jeune juriste aspirant à devenir associé pourrait plutôt créer son propre petit cabinet et proposer ses services via une plateforme de services juridiques. Il aurait ainsi accès à la clientèle d'entreprises que la plateforme rassemble et cultive et pourrait aussi exploiter les capacités de recherche fondées sur l'intelligence artificielle qu'elle offre. Des microentrepreneurs pourraient gérer des affaires de transport urbain ou de transport local par camion en utilisant des parcs de véhicules autonomes via une plateforme. Un cabinet de conseil international pourrait se transformer en plateforme permettant à des millions de personnes de créer des microcabinets ou de petits partenariats.

Repenser l'éducation

Si ce capitalisme de masse se déploie à grande échelle dans le futur, il faudra radicalement repenser l'enseignement postsecondaire. De nombreux pays dans le monde, et particulièrement les États-Unis, ont investi massivement dans des établissements d'enseignement supérieur qui préparent très tôt à faire carrière avec des contrats à plein temps. Ils vont devoir très largement s'employer à augmenter de manière spectaculaire l'offre de formation continue et sa qualité. Certaines évolutions politiques observées récemment aux États-Unis et au Royaume-Uni reflètent entre autres un sous-investissement notable dans les nouvelles possibilités qui s'offrent aux travailleurs évincés par l'automatisation et mal préparés au nouveau monde du travail. Pour aider ces travailleurs, il faut ouvrir de nouveaux établissements universitaires, dispensant un enseignement de transition structuré et solide sur le plan pédagogique. En plus de ces apprentissages, ils devront pouvoir bénéficier de nouveaux réseaux professionnels et



Un usager lance l'appli Airbnb sur son smartphone.

PHOTO: RUSSELL HART/ALAMY STOCK PHOTO

de nouvelles opportunités pour surmonter les obstacles liés au logement, au crédit et à la vie sociale qui freinent souvent la mobilité requise pour entamer une nouvelle carrière. Avec ce type de démarche, les travailleurs en mouvement auraient une nouvelle identité et se sentiraient à nouveau utiles, ce qui les aiderait à retrouver l'estime de soi. Aspirer à ces changements de trajectoire à mi-carrière devrait être aussi naturel que décider d'aller à l'université après le lycée.

C'est au gouvernement de chaque pays de piloter la création d'un tel système. Il serait prudent également de réévaluer les programmes du second degré pour la prochaine génération. Comme les capacités cognitives des machines se développent, les étudiants auront peut-être moins besoin de cours de sciences, de technologie, d'ingénierie et de mathématiques et pourraient avoir intérêt à ce que l'accent soit mis sur la réflexion conceptuelle, l'entrepreneuriat et la créativité pour les préparer à une carrière de microentrepreneur.

Dans le même temps, il faut remodeler le contrat social pour l'adapter à une main-d'œuvre d'un nouveau genre. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, diverses lois du travail ont été pensées en vue d'améliorer la qualité de vie au travail des salariés à temps complet (salaires minimaux, heures supplémentaires, assurance, etc.). Dans de nombreux pays, le financement d'un certain nombre d'avantages (rémunérations stables, congés payés, formation en cours d'emploi, prise en charge des soins) se fonde sur le postulat du travail à temps plein et sur le paiement par l'employeur de tout ou partie de ces avantages. La conception et le financement du filet de protection sociale de demain doivent évoluer, alors qu'un nombre croissant de travailleurs se mettent à leur

compte. Mais il faut aussi trouver des substituts au plan de carrière et à l'esprit de groupe dont l'entreprise est actuellement synonyme pour beaucoup de salariés. Le rôle de l'enseignement supérieur évoluera peut-être pour inclure la planification continue de la carrière.

Les défis professionnels qui attendent les «millennials» semblent relativement effrayants. Mais si la société fait les bons choix, l'avenir sera peut-être meilleur. Comme nous l'a appris Thomas Piketty en 2014 dans *Le Capital au XXI^e siècle*, le principal facteur des fortes inégalités de nos sociétés modernes est la concentration du capital. Les

IL FAUT REMODELER LE CONTRAT SOCIAL POUR L'ADAPTER À UNE MAIN-D'ŒUVRE D'UN NOUVEAU GENRE.

pays dont les dirigeants économiques mettent le cap sur un véritable capitalisme de masse et contribuent à une authentique déconcentration du capital ont des chances d'assister aussi à un recul des inégalités. Les machines numériques nous obligent à repenser le monde du travail, mais elles pourraient du même coup nous montrer la voie vers la société plus équitable à laquelle nous aspirons depuis des années. **FD**

Auteur de *The Sharing Economy: The End of Employment and the Rise of Crowd-Based Capitalism*, **ARUN SUNDARARAJAN** est professeur et chercheur à la Stern School of Business de l'université de New York.



PHOTO : PHOTO DU FM

La voix des jeunes

S'adapter, s'ajuster et ne jamais cesser d'apprendre

Christine Lagarde

OSCAR WILDE a dit un jour : «Les personnes âgées croient tout, celles d'un certain âge doutent de tout et les jeunes savent tout.»

C'est la raison pour laquelle j'aime écouter la voix des jeunes, qu'ils soient étudiants, entrepreneurs en herbe ou porte-parole communautaires pleins de fraîcheur. Leurs histoires résonnent en moi, car elles reflètent leur grande sincérité, leur lucidité et un enthousiasme communicatif.

Comme celles de tout un chacun, les préoccupations des jeunes varient d'une région et d'une culture à l'autre, mais, presque partout où je me trouve, je les entends se poser certaines questions : vais-je trouver un travail intéressant qui me permettra d'aider ma communauté et de soutenir ma famille? Y a-t-il une place pour moi dans ma propre société? Puis-je créer ma propre entreprise et, le cas échéant, vais-je réussir?

Ces questions trahissent beaucoup d'espoir, d'excitation, mais aussi des doutes et des appréhensions, et à juste titre. Aujourd'hui, malheureusement, les jeunes ont deux fois plus de risques d'être au chômage que la population générale.

En France, par exemple, le taux de chômage des jeunes atteint presque 20 %, contre environ 10 % pour l'ensemble

de la population, et le Brésil et l'Égypte font face à des problèmes comparables. D'après les estimations de l'Organisation internationale du travail, le chômage touchera 71 millions de jeunes dans le monde cette année.

Pour compliquer encore la donne, les jeunes qui trouvent du travail doivent s'adapter à des ruptures technologiques rapides susceptibles de faire disparaître leur branche d'activité. Cette transformation nous conduit tous, en particulier les plus jeunes d'entre nous, à nous interroger sur les métiers qui existeront encore dans dix ans et sur les moyens de nous former aux nouvelles carrières.

Prêts à s'adapter

Heureusement, les jeunes disposent des outils nécessaires pour se préparer aux mouvements tectoniques qui sont en train de s'opérer.

J'ai vite compris au cours de diverses conversations que cette génération suivait une courbe d'apprentissage accélérée. La majorité des étudiants actuels sont partisans de la formation continue et le fait qu'il faille acquérir de nouvelles compétences tout au long de sa vie est pour eux une évidence.

J'ai pu voir par moi-même les ressources incroyables que les jeunes du millénaire puisent en eux pour prendre le contrôle de leur avenir. Bon nombre d'entre eux n'ont pas envie d'attendre un poste dans la fonction publique ou dans une grande société. Ils se lancent et créent leur propre entreprise. Ils conçoivent de nouvelles plateformes en ligne et inventent de nouveaux marchés. J'ai devant les yeux une génération qui vit avec la menace du chômage, mais innove pour élargir son horizon.

Mais à elle seule cette démarche n'est pas suffisante. Il incombe aussi aux pouvoirs publics de construire un environnement permettant aux jeunes d'exprimer tout leur potentiel. Il faut pour cela lever les obstacles réglementaires, soutenir les entrepreneurs, qui ne réussissent pas toujours du premier coup, et investir dans les mentorats intergénérationnels. Comment s'y prendre?

Une approche sur mesure

Il n'existe pas de formule magique adaptée à tous les pays, mais j'entrevois plusieurs solutions pratiques. L'une d'elles est l'organisation de la formation professionnelle, qui garantit un faible taux de chômage parmi les jeunes dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas. Une des autres solutions consiste à améliorer l'accès des jeunes femmes aux services de garde d'enfant et à des régimes souples d'allocations de maternité. Ces initiatives peuvent redynamiser les marchés du travail.

Prenons l'exemple du Mali, où le FMI a mis en avant les bénéfices économiques associés à l'instruction des filles. Ou bien Maurice, où nous étudions les possibilités d'élargir l'accès des femmes aux financements.

Dans certains pays, une baisse de 10 points des inégalités entre les sexes pourrait doper la croissance de 2 points au cours des cinq prochaines années.

En parallèle, nos pays membres doivent supprimer les obstacles à la concurrence et réduire les formalités administratives. Ces réformes devront naturellement être conduites en tenant compte des spécificités nationales : dans les pays avancés, nous estimons qu'une progression de 40 % de la recherche-développement permettrait d'accroître le PIB de 5 % à long terme.

Tous ces changements bénéficieraient aux jeunes qui entament tout juste leur carrière.

Des choix de politiques judicieux peuvent libérer les jeunes et les inciter à travailler à leur compte ou à créer une entreprise. Dans le même temps, les jeunes entrepreneurs font face à une incertitude financière accrue, car ils ne peuvent plus compter sur l'assurance-maladie ou la retraite de leurs employeurs.

Comment le FMI peut-il les aider?

Le travail du FMI

Au FMI, notre mission consiste à promouvoir la stabilité et la croissance économiques dans le monde. Ce qui signifie aider nos pays membres à créer des perspectives d'emploi plus satisfaisantes pour la prochaine génération.

C'est particulièrement important dans les pays où le chômage des jeunes demeure élevé depuis des décennies.

Le FMI peut contribuer à relever ces défis en encourageant l'augmentation des investissements publics dans les programmes d'éducation et de formation professionnelle. Nos programmes de prêt préconisent d'ailleurs ce type de réformes.

Il faut aussi multiplier les partenariats public-privé, car ils peuvent augmenter l'efficacité des programmes de formation, comme l'illustre bien le programme singapourien Skills Future, qui accorde des subventions inconditionnelles aux adultes se formant tout au long de leur vie professionnelle.

Mais la formation n'est qu'une des pièces du puzzle. Il y a bien d'autres choses que les gouvernements et les entreprises peuvent faire pour exploiter toutes les capacités d'innovation. Les technologies financières, par exemple, sont un domaine fascinant dans lequel il faut investir davantage.

Regardons simplement le Kenya, qui innove avec le système M-Pesa permettant d'effectuer des virements grâce à la téléphonie mobile : le gouvernement autorise désormais les contribuables à payer leurs impôts de cette manière, ce qui réduit les coûts de l'incivisme fiscal et les retards.

Le monde ne peut pas se permettre un tel gâchis de talents.

Selon certaines études, les pays émergents et en développement peuvent économiser 110 milliards de dollars par an en remplaçant les espèces et les chèques par des paiements électroniques. Ces capitaux peuvent tout changer pour un jeune qui s'apprête à créer une entreprise.

Faire carrière au XXI^e siècle

Si j'arrivais sur le marché du travail aujourd'hui, je me concentrerai sur deux points : premièrement, je serais disposée à apprendre tout au long de ma vie. L'éducation n'a pas de «fin», il y a simplement des étapes de progression.

Deuxièmement, je serais ouverte aux changements de trajectoire. Nous ne pouvons plus nous permettre d'être formés dans un seul domaine ou à un seul métier. Dans ma vie, j'ai d'abord été avocate, puis ministre des Finances et je dirige à présent le FMI. Pour la génération qui se trouve au seuil du marché du travail, le parcours professionnel sera encore plus sinueux. Il faut accueillir les changements et toujours aborder l'étape suivante dans une nouvelle perspective.

Pour citer à nouveau Wilde, «Définir, c'est limiter». Il n'existe pas de définition précise de ce que seront les carrières et les emplois que la nouvelle économie offrira aux jeunes. Il est normal que cette opacité soit source d'angoisse et d'incertitude. Mais en même temps, les possibilités sont infinies. C'est une grande chance et je suis certaine que toute la communauté mondiale aidera les jeunes à s'en saisir. **FD**

CHRISTINE LAGARDE est Directrice générale du FMI.



LE CHOC DES RETRAITES

Dans les pays avancés, les jeunes adultes doivent prendre des mesures pour améliorer leurs revenus à la retraite

Mauricio Soto

Au cours des dernières décennies, les retraites publiques ont joué un rôle crucial en garantissant les revenus de retraite. Mais pour la génération des «millennials» bientôt en âge de travailler, il est probable qu'elles offriront un filet de protection moins généreux que pour les générations précédentes. Les jeunes adultes devraient donc prendre des mesures pour compléter leurs retraites.

Les pensions et autres types de transferts publics ont longtemps été une source de revenu importante pour les personnes âgées, représentant plus de 60 % de leur revenu dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les pensions réduisent aussi la pauvreté : sans elles, les taux de pauvreté des plus de 65 ans seraient bien plus élevés dans les pays avancés.

Pensions sous tension

Mais les pensions coûtent cher. Les dépenses publiques y afférentes ont augmenté dans les pays avancés, d'en moyenne 4 % du PIB en 1970 à près de 9 % en 2015, essentiellement en raison du vieillissement démographique (graphique 1, plage de gauche).

Le vieillissement de la population met les systèmes de retraite à rude épreuve en poussant à la hausse le ratio bénéficiaires/jeunes adultes, or ce sont généralement ces derniers qui financent les retraites par leurs cotisations. L'allongement de la durée de la vie accentue encore la pression : l'espérance de vie à 65 ans devrait augmenter d'environ un an tous les dix ans.

Pour faire face à ces coûts, de nombreux pays ont lancé de vastes réformes visant principalement à contenir l'augmentation des cohortes de retraités, souvent en relevant l'âge légal du départ ou en durcissant les critères, et à diminuer les pensions, généralement en révisant les formules de calcul des droits. Depuis les années 80, les dépenses publiques par personne âgée engagées au titre des retraites et exprimées en proportion du revenu par habitant («taux de remplacement économique») sont d'environ 35 %. Mais la part devrait descendre à moins de 20 % d'ici 2060 (graphique 1, plage de droite).

Cela signifie que les jeunes générations devront travailler plus longtemps et épargner davantage pour obtenir des taux de remplacement comparables à ceux dont bénéficient les retraités actuels (graphique 2).

- **Travailler plus longtemps :** Pour combler l'écart entre le taux actuel et le taux anticipé, les jeunes peuvent décider d'allonger la durée de leur vie professionnelle productive. Pour ceux qui sont nés entre 1990 et 2009, qui commenceront à partir à la retraite en 2055, le report de l'âge du départ de cinq ans (d'en moyenne 63 ans aujourd'hui à 68 ans en 2060) réduirait de moitié l'écart avec les retraités actuels. Une vie professionnelle plus longue peut se justifier par une longévité accrue. Mais prolonger la vie professionnelle présente aussi de nombreux avantages. Cela dope la croissance économique à long terme et facilite la poursuite des politiques fiscales et de dépenses. Travailler plus longtemps contribue également à une meilleure santé physique, mentale et cognitive (Staudinger *et*

al., 2016). Néanmoins, la promotion d'un allongement de la vie professionnelle devrait s'accompagner de dispositions suffisantes pour protéger les pauvres, dont l'espérance de vie tend en moyenne à être plus courte (Chetty *et al.*, 2016).

- **Épargner plus :** D'après les simulations, en mettant de côté chaque année environ 6 % de leurs revenus, ceux qui sont nés entre 1990 et 2009 combleraient de moitié l'écart de taux de remplacement économique avec les retraités actuels. En pratique, financer sa retraite par son épargne personnelle est un exercice difficile nécessitant de la chance et de solides connaissances. Premièrement, il faut avoir des revenus continus et stables durant sa carrière pour épargner suffisamment. Deuxièmement, il faut savoir combien épargner chaque année et comment investir cette épargne. Troisièmement, le risque financier (rendements faibles ou incertains) est assumé par l'épargnant. Enfin, il faut décider du rythme auquel cette épargne sera dépensée à la retraite. Autant de choix complexes que le futur retraité doit opérer, au risque de commettre des erreurs à chaque étape du processus (Munnell et Sundén, 2004).

Se préparer tout de suite

Pour les jeunes générations, il faut agir d'autant plus vite que la longévité devrait continuer à progresser. Quand les enfants du millénaire arriveront sur le marché du travail, la retraite sera peut-être le dernier de leurs soucis. Mais comme de nombreux États se désengagent de leur rôle dans ce domaine, les jeunes travailleurs devront faire des carrières plus longues et épargner plus pour leur retraite.

Les politiques gouvernementales peuvent faciliter le maintien dans la population active des personnes âgées en revenant sur la fiscalité et les avantages susceptibles de favoriser les départs précoces à la retraite. Les coups de pouce pour encourager les travailleurs à épargner peuvent aussi être utiles (souscription automatique de plans d'épargne privés, par exemple). Ainsi, à partir de 2018, les employeurs du Royaume-Uni devront automatiquement inscrire leurs salariés à un régime de retraite. Améliorer la culture financière et rendre le lieu de travail plus agréable aux seniors peuvent également faire partie de la solution.

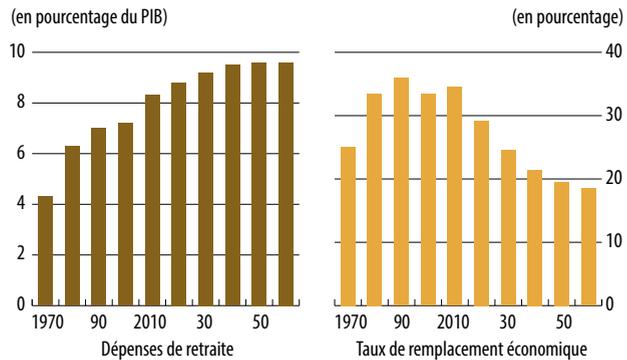
Bonne nouvelle pour la population active jeune, la retraite se profile à l'horizon d'une quarantaine d'années, ce qui leur laisse le temps de planifier des carrières plus longues et d'épargner pour plus tard. Mais ils doivent s'y mettre tout de suite. **FD**

MAURICIO SOTO est économiste principal au Département des finances publiques du FMI.

Graphique 1

Coûteuses et insuffisantes

Dans les pays avancés, les dépenses de retraite augmentent en pourcentage du PIB, mais baisseront bientôt par personne âgée en pourcentage du revenu par habitant («taux de remplacement économique»).



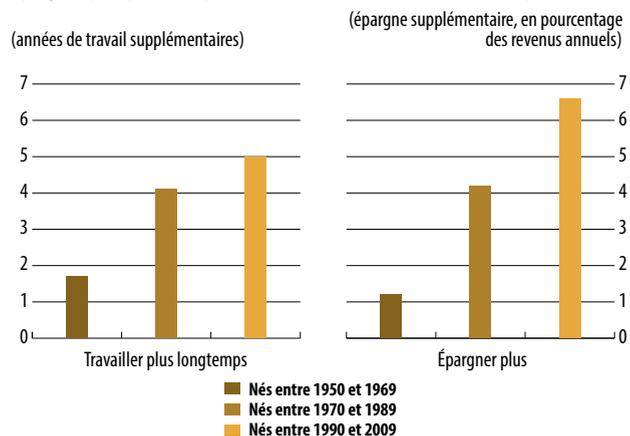
Sources : Nations Unies; Organisation de coopération et de développement économiques; calculs des services du FMI.

Note : Le taux de remplacement économique correspond aux dépenses de retraite moyennes par personne de 65 ans et plus divisées par le PIB par habitant des 15-64 ans. Les données après 2015 sont des projections.

Graphique 2

Préparer l'avenir

La population active des pays avancés peut travailler plus longtemps et épargner plus pour compenser les baisses de valeur des futures pensions.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les calculs représentent, par tranche d'âge, les années de travail supplémentaires requises pour réduire de moitié l'écart de taux de remplacement économique, ainsi que l'épargne supplémentaire permettant de combler le reste. Le taux de remplacement économique correspond aux dépenses de retraite moyennes par personne de 65 ans et plus divisées par le PIB par habitant des 15-64 ans.

Bibliographie :

Chetty, Raj, and others. 2016. "The Association Between Income and Life Expectancy in the United States, 2001-2014." *JAMA* 315 (16): 1750-766.

Munnell, Alicia H., and Annika Sundén. 2004. *Coming Up Short: The Challenge of 401(k) Plans*. Washington, DC: Brookings Institution Press.

Staudinger, Ursula M., and others. 2016. "A Global View on the Effects of Work on Health in Later Life." *Gerontologist* 56 (Suppl 2): S281-92.

UNE VIE à APPRENDRE

Les marchés du travail évoluent : la génération du millénaire doit s'y préparer et s'y adapter

Nagwa Riad



Une personne sur trois dans le monde est née entre 1980 et le début de la première décennie 2000. La majeure partie de cette «génération du millénaire», est arrivée sur le marché du travail, mais son avenir professionnel ne ressemblera guère à ce que la génération précédente a connu.

Le progrès technique transforme notre façon de vivre et de travailler. Même si les générations précédentes ont pu connaître des changements importants, la génération actuelle va faire face à des ruptures bien plus rapides. Bon nombre de ces jeunes adultes, sinon la plupart, devront donc revoir leur formation et acquérir de nouvelles compétences à plusieurs reprises durant leur carrière.

Les conséquences pour l'enseignement sont considérables. D'après le rapport 2016 du Forum économique mondial sur l'avenir du travail, jusqu'à 65 % des enfants entrant à l'école primaire aujourd'hui exerceront un métier qui n'existe pas encore. Il faut donc non seulement que l'enseignement s'adapte aux nouveaux besoins et profils des futurs travailleurs, mais qu'il anticipe et les prépare à acquérir les compétences qui leur permettront de se réaliser dans un environnement professionnel en mutation. C'est le seul moyen pour que la compétition entre l'homme et la machine devienne une collaboration exploitant les technologies pour le plus grand bien des individus et de la société.

De nouvelles conditions de travail

Les technologies modifient déjà les activités et les métiers dans de nombreux pays. Certains des emplois les plus recherchés n'existaient même pas il y a dix ans : ce sont par exemple les concepteurs d'applications, nés avec l'avènement des smartphones, ou les spécialistes du nuage informatique qu'utilisent plus de la moitié des entreprises américaines.

Selon les estimations d'Evans Data, les concepteurs d'applications mobiles étaient 12 millions en 2016 et le chiffre pourrait passer à 14 millions d'ici 2020.

Les évolutions en cours dans des domaines jusque-là séparés fusionnent et se potentialisent mutuellement. L'intelligence artificielle et les programmes informatiques d'autoapprentissage reproduisant les compétences humaines se combinent avec d'autres technologies, comme celles des capteurs, pour créer des voitures et des camions autonomes. Généralement, de telles évolutions nécessitent en parallèle une transformation des compétences de la main-d'œuvre afin d'appliquer les nouveaux modèles technologiques et commerciaux.

David Autor et d'autres chercheurs du Massachusetts Institute of Technology constatent que la demande de compétences cognitives d'un niveau plus élevé (culture numérique et résolution

de problèmes dans des environnements très technicisés) augmente avec la sophistication technologique de l'économie. Aux États-Unis, l'explosion de la demande d'emplois non répétitifs observée en 1980 et 2000 a coïncidé avec une intensification des investissements dans l'infrastructure de l'économie du savoir, tandis que la demande d'emplois routiniers et manuels diminuait à un rythme régulier (graphique 1). Cette transition ne fera que s'accélérer.

Ces tendances ne sont pas propres aux États-Unis ni à la génération du millénaire. Les technologies provoquent des suppressions d'emplois ailleurs et touchent de nombreuses classes d'âge. L'édition d'avril 2017 des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI indiquait que la part du revenu allant au travail, plutôt qu'aux propriétaires du capital, avait baissé dans 29 des 50 plus grandes économies entre 1991 et 2014. La main-d'œuvre moyennement qualifiée (le plus souvent des baby-boomers) est celle dont la part de revenu a le plus diminué, surtout dans les pays avancés et dans les secteurs se prêtant le mieux à l'automatisation (industrie manufacturière, transports, communications, etc.). Les technologies en particulier sont responsables d'environ la moitié de ce recul dans les pays avancés.

Une économie du savoir

Une étude plus approfondie des tendances de l'emploi dans les filières de science, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM) aux États-Unis confirme qu'une prime est accordée aux compétences de plus haut niveau nécessaires à l'économie du savoir. D'après le Bureau du recensement américain, près de 9 millions de personnes travaillaient dans ces secteurs aux États-Unis en 2015, soit plus de 6 % de la population active. Elles gagnaient en outre 29 % de plus que les autres (26 % de plus en 2010).

Les emplois liés aux disciplines STIM ont connu un essor plus rapide (+ 24 %) que les autres emplois (+ 4 %) pendant la dernière décennie et la tendance devrait se poursuivre, les premiers devant augmenter de 9 % entre 2014 et 2024, contre une progression de 6 % pour les seconds.

Bien que les compétences cognitives soient nécessaires, elles ne font pas tout. Les compétences relationnelles permettant le travail en équipe, la créativité, l'adaptabilité et l'ouverture sociale et culturelle sont tout aussi importantes. Selon David Deming, spécialiste d'éducation et d'économie à Harvard, les postes qui progressent et rapportent le plus sont ceux qui réclament à la fois des compétences intellectuelles *et* sociales.

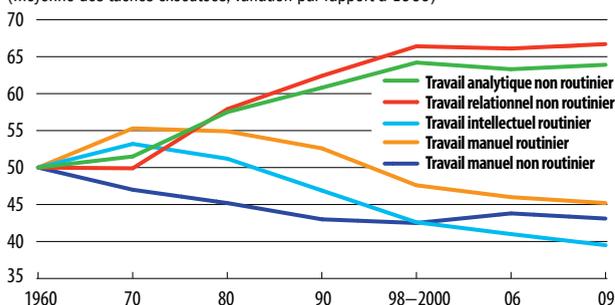
Prenons par exemple le conseil en gestion, les soins de santé ou les services juridiques. Ces métiers requièrent des aptitudes intellectuelles, mais aussi des interactions humaines importantes, que les machines ne



Non à la routine

La demande de compétences analytiques et relationnelles non routinières continue d'augmenter aux États-Unis, tandis que la demande de tâches manuelles et répétitives chute ou stagne.

(moyenne des tâches exécutées, variation par rapport à 1960)



Source : David Autor et Brendan Price. 2013. «The Changing Task Composition of the US Labor Market: An Update of Autor, Levy and Murnane.» MIT Working Paper, Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, Massachusetts.

savent pas reproduire. Les emplois du futur conjugueront science et art, pour que les humains puissent travailler *avec* les machines et non *contre* elles.

Évolution du lieu de travail

Mais il paraît clair que la société ne prépare pas suffisamment les travailleurs à la nouvelle donne. La génération des «millennials» n'est pas prête à relever les défis liés aux nouveaux visages du travail. Une enquête de Deloitte réalisée en 2017 dans 30 pays et auprès de 8.000 personnes faisant partie de cette génération a constaté que beaucoup s'estimaient mal préparées par le lycée pour ce qui concernait les différentes aptitudes, qualités personnelles et expériences exigées aujourd'hui par les entreprises. Leurs conclusions font écho à une étude de McKinsey selon laquelle 30 % des diplômés américains interrogés ne se sentaient pas assez préparés au monde du travail. Ce que les employeurs ont confirmé.

Une économie à forte intensité de savoir et de technologies repose sur un système éducatif qui prépare les étudiants non seulement à utiliser et compléter les technologies, mais aussi à innover. Les travaux se référant à des niveaux de compétence et d'aptitude normalisés semblent montrer que certains pays sont mieux préparés que d'autres.

L'étude PISA 2015 (*Programme for International Student Assessment*) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est penchée plus particulièrement sur le niveau des élèves de 42 pays en sciences, lecture et mathématiques. Singapour était le mieux classé pour ces trois matières, suivi du Japon, de l'Estonie et de Taïpei. Les résultats des Américains étaient dans la moyenne de l'OCDE

pour les sciences et la lecture et au-dessous en mathématiques. Néanmoins, un cinquième des meilleurs élèves de 15 ans sont aux États-Unis.

Dans un monde caractérisé par des flux d'information massifs et des évolutions rapides, la main-d'œuvre de demain devra posséder un éventail de compétences bien adapté à la demande pour rester sur le marché. Comprendre les sciences et les technologies qui en découlent n'est plus l'apanage des scientifiques; il est essentiel que chaque citoyen puisse prendre des décisions éclairées au quotidien et il faut encourager l'apprentissage tout au long de la vie.

Dans le même temps, un nombre croissant de publications donnent à penser que les technologies de l'information et des communications ont modifié la conception des tâches professionnelles au profit de modèles de travail favorisant la production en équipe et par conséquent la sociabilité. Selon un rapport du Forum économique mondial de 2016, d'ici cinq ans, plus d'un tiers des qualités professionnelles jugées importantes aujourd'hui ne seront plus pertinentes. La créativité et l'intelligence émotionnelle figureront dans le tiercé gagnant. Les compétences cognitives strictes et les compétences sociales ont toujours été recherchées, mais la balance penchera sans doute en faveur des secondes pour le recrutement des travailleurs du XXI^e siècle.

Apprendre très tôt

Il est clair que les compétences, cognitives comme relationnelles, s'acquièrent dans différents contextes et évoluent avec l'âge. Mais la principale source d'apprentissage reste l'enseignement formel. En l'occurrence, le défi que doit relever le système éducatif consiste à former les étudiants à des emplois qui n'existent pas encore. Il faut donc avoir une vision globale de l'école et de l'apprentissage tout au long de la vie, reposant sur un partenariat entre les établissements universitaires, les employeurs et l'État.

Le système éducatif doit d'abord s'adapter aux besoins et spécificités des «millennials» en s'appuyant sur la façon d'apprendre de ces jeunes férus de technologies et élaborer une pédagogie en conséquence.

Des études récentes semblent montrer que ces jeunes adultes ne sont pas des auditeurs passifs et s'attendent à participer aux enseignements qui leur sont dispensés. Ils échangent, étudient et collaborent en groupe et considèrent les technologies comme faisant partie intégrante du processus d'apprentissage. Roger McHaney, professeur de commerce et auteur de *The New Digital Shoreline*, offre quelques éclairages sur ce que les enseignants peuvent entreprendre pour relever le défi et préparer cette génération au marché du travail.

En premier lieu, l'enseignement magistral doit céder la place à un accompagnement, où le professeur jouera le rôle de *maître* (au sens artistique du



terme), insufflant des idées et donnant des informations aux novices, et d'*administrateur de réseau*, guidant les étudiants dans leurs propres expériences d'apprentissage et veillant à ce qu'ils possèdent les compétences techniques et sociales requises.

Pour Persis Ricks, spécialiste de l'éducation, les technologies seront un des fondements du processus d'enseignement. Pendant un même cours et dans une même salle, les enseignants devront pouvoir passer aisément d'une démarche didactique, à des présentations PowerPoint ou Keynote et à des démonstrations pratiques. C'est indispensable pour cultiver le style d'une génération qui procède par tâtonnement et préfère un apprentissage fondé sur la résolution pratique de problèmes que sur une écoute passive. Bon nombre d'enseignants auront besoin de se former à ces nouvelles méthodes.

L'enseignement du futur panachera cours sur Internet et en présentiel. L'essor rapide des cours en ligne ouverts proposés dans de nombreuses universités permet aux étudiants de maîtriser un sujet à leur propre rythme et selon leur propre méthode.

Un grand nombre de compétences s'acquièrent hors du cadre éducatif formel, en particulier sur le tas ou par des formations. Mais les emplois sont redéfinis et les carrières de toute une vie au sein de la même entreprise disparaissent; les reconversions et l'apprentissage continu incombent désormais à chaque travailleur plutôt qu'à son employeur.

Mais les employeurs doivent eux aussi se mettre à la page. Parmi les jeunes du millénaire interrogés dans 30 pays, un tiers seulement déclarent que leur entreprise propose des cours et des formations de perfectionnement. Les entreprises vont devoir évoluer si elles veulent conserver leurs recrues.

Les gouvernements doivent être les premiers promoteurs de nouvelles politiques d'éducation et d'apprentissage. La Corée, par exemple, a adopté une stratégie éducative à plus long terme, à l'horizon de 2030, qui vise entre autres à améliorer l'intelligence collective, à utiliser les simulations et les technologies mobiles comme outils de recherche et à obtenir de meilleurs résultats chez les élèves en comprenant mieux les synapses cérébrales et la nutrition humaine.

Les pouvoirs publics peuvent aussi créer des incitations à la reconversion, un aspect qui sera de plus en plus important, car les travailleurs à leur compte, dont les effectifs augmentent, n'ont pas tous les moyens de financer de nouvelles formations. Aux États-Unis, environ un tiers des 53 millions de travailleurs indépendants appartiennent à la génération du millénaire et la proportion devrait même encore augmenter d'ici 2020 d'après le consultant PwC (PricewaterhouseCoopers).

Singapour a pris des mesures dans ce sens : dans le cadre de son initiative *Singapore Skills Future*, les employeurs identifient les compétences dont ils

Les compétences cognitives strictes et les compétences sociales ont toujours été recherchées, mais la balance penchera sans doute en faveur des secondes pour le recrutement des travailleurs du XXI^e siècle.

auront besoin au cours des cinq prochaines années. *The Economist* explique que ces informations servent à cartographier les besoins futurs des entreprises, et le gouvernement propose ainsi des financements aux Singapouriens de plus de 25 ans pour suivre des formations adaptées à ces besoins.

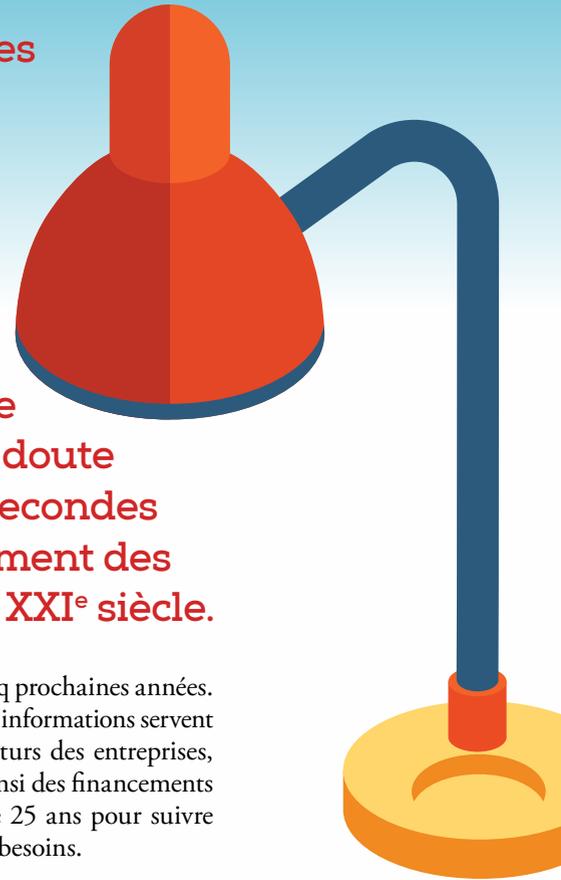
Une collaboration plutôt qu'une compétition

L'étude de Deloitte souligne que, pour l'essentiel, la génération des «millennials» est consciente des bienfaits de l'automatisation pour la productivité et la croissance économique, même si 40 % y voient une menace. Sans surprise, les plus disposés à se servir des nouvelles technologies ont une vision plus optimiste.

Ces attitudes reflètent la polarisation liée aux grands bonds technologiques, entre ceux qui prévoient le déploiement de possibilités infinies et les Cassandra du chômage de masse. Pour que les premiers aient raison, il faudra des systèmes éducatifs permettant d'acquérir des compétences cognitives, sociales et relationnelles, des entreprises accompagnant leurs salariés dans leur démarche de reconversion et de perfectionnement et des travailleurs prêts à apprendre tout au long de leur vie, ainsi que des mesures gouvernementales créant un cadre propice à tous ces efforts.

La révolution technologique en cours n'a pas à devenir un affrontement entre l'homme et les machines. En se formant toute leur vie et en actualisant leurs compétences, les travailleurs peuvent collaborer avec les machines pour libérer tout le potentiel des innovations technologiques. **FD**

NAGWA RIAD est directrice adjointe du Département de la Communication au FMI.



COURSE AU RATTRAPAGE

La jeunesse actuelle accumule moins de patrimoine que ses aînés

Lisa Dettling et Joanne W. Hsu

La génération des «millennials» a fait son entrée sur le marché du travail pendant la plus grave crise mondiale depuis la Grande Dépression. Ses décisions économiques actuelles et à venir seront façonnées par le bouleversement historique des marchés du logement, des finances et du travail auquel elle a été confrontée en accédant à l'âge adulte. Cette jeunesse se heurte par ailleurs à des problèmes menaçant sa capacité à accumuler des richesses, comme la montée en flèche du coût de l'enseignement supérieur et les incertitudes sur les retraites.

Ces éléments placent la génération du millénaire dans une situation économique très différente de celle de ses aînés. Nous mettons en lumière trois générations de jeunes adultes et les premières années de leur majorité : les baby-boomers (nés entre 1946 et 1964), la génération X (née entre 1965 et 1980) et les «millennials» (nés après 1980) (graphique 1). Les générations successives nées entre 1946 et 1990 ont généralement connu une croissance économique plus lente que celle dont ont bénéficié leurs prédécesseurs. Ces conditions macroéconomiques résultent des différents développements internationaux : la reprise après la Deuxième Guerre mondiale, la fin de la Guerre froide, la montée en puissance de l'informatique et d'Internet et la Grande Récession, par exemple. En moyenne, les jeunes adultes baby-boomers ont bénéficié d'une croissance économique nettement plus vigoureuse que la génération X et la génération des «millennials» au même âge. Jusqu'ici, ce sont les «millennials» qui ont rencontré le contexte économique le plus défavorable à leur entrée dans l'âge adulte.

Pour comprendre comment ces tendances macroéconomiques affectent la situation financière du ménage type des différentes générations, nous avons étudié les éditions 1983 à 2013 de l'Enquête sur les finances des consommateurs, une enquête nationale représentative sur le patrimoine des ménages américains, menée par le Conseil de la Réserve fédérale.

Pour saisir la situation financière des ménages sur l'ensemble de leur cycle de vie, nous avons porté notre attention sur la valeur nette médiane, une mesure générale de la position économique d'un ménage, définie comme la différence entre ses actifs et ses passifs. Les «millennials» commencent seulement à accumuler de la richesse, mais leur trajectoire est déjà visiblement en deçà de celle des baby-boomers et de la génération X au même âge (graphique 2). Entre 25 et 34 ans, la valeur nette du «millennial» type s'élève à 60 % de celle du baby-boomer type au même âge. Et bien que les baby-boomers et la génération X présentent des profils similaires à l'entrée dans l'âge adulte, la génération X affiche à présent un bilan moins favorable que les baby-boomers au même âge, en partie du fait de la Grande Récession.

De même que la situation économique des jeunes adultes varie suivant les générations, les obstacles et opportunités à la constitution d'un patrimoine évoluent. Dans cet article, nous étudierons trois points particuliers affectant la constitution de patrimoine du millénaire : la montée du coût de l'enseignement supérieur, la baisse du taux de propriété de la résidence principale et l'évolution des modes d'épargne pour la retraite. Ces trois facteurs correspondent à des éléments centraux au patrimoine d'un ménage, et leur contexte s'est profondément transformé au cours des générations.

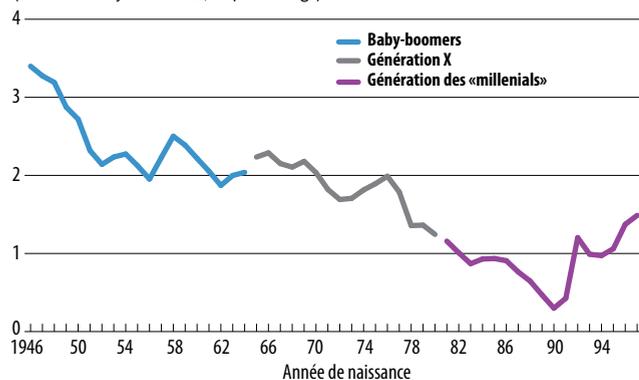


Graphique 1

Des circonstances différentes

La génération des «millennials» accède à l'âge adulte dans un contexte de croissance plus faible que les générations précédentes, ce qui explique les différences d'habitudes financières.

(croissance moyenne du PIB, en pourcentage)



Sources : statistiques nationales de la Banque mondiale; statistiques nationales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

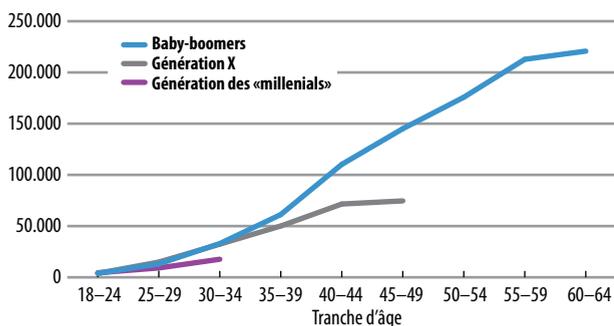
Note : Ce graphique indique la croissance moyenne du PIB par habitant lorsque la génération était âgée de 18 à 31 ans. Les données sont celles des pays de l'OCDE.

Graphique 2

Accumuler de la richesse

La trajectoire d'accumulation de patrimoine de la génération des «millennials» est nettement inférieure à celle des autres générations au même âge.

(valeur nette médiane, dollars de 2013)



Source : Enquête sur les finances des consommateurs, 1983-2013.

Emprunter pour les études : Le coût de l'enseignement supérieur aux États-Unis a progressé beaucoup plus vite que l'inflation au cours des dernières décennies. Toutefois, le rendement économique d'un diplôme reste élevé, et les «millennials» sont les plus éduqués. Pour financer la montée du coût de l'enseignement supérieur, les jeunes adultes ont de plus en plus recours à des prêts étudiants. En 1985, on comptait 8,9 millions de souscripteurs de prêts étudiants. Ce nombre est passé à 42,8 millions en 2014, soit presque cinq fois plus. Et l'emprunteur type s'endette plus que jamais : le volume total des prêts étudiants aux États-Unis est passé de 64 millions de dollars en 1985 à 1,1 mille

milliards de dollars en 2014 (en dollars de 2013; Looney et Yannelis, 2015).

De ce fait, la génération des «millennials» est entrée dans la vie active avec une dette bien plus lourde que les générations précédentes. Ce fardeau pourrait continuer à influencer ses choix et sa situation économique dans les années à venir.

Accéder à la propriété : Acquérir sa résidence principale est un moyen essentiel d'accumuler de la richesse, car cela encourage une épargne forcée et offre une économie sur le long terme. Le logement est bien souvent le plus gros actif d'un ménage, et les mouvements de patrimoine immobilier sont corrélés à la consommation et aux grossesses.

Toutefois, le taux de propriétaires a baissé chez les jeunes adultes au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Europe. Le taux de propriétaires parmi les «millennials» est près de 3 points de pourcentage, ou 10 %, plus faible que celui de leurs homologues baby-boomers et de la génération X au même âge (graphique 3). En revanche, pour les «millennials» qui ont accédé à la propriété, la richesse immobilière nette (la valeur du logement moins le montant du crédit) est à peu près la même que celles des baby-boomers et membres de la génération X au même âge.

Vivre avec les parents

De plus, un nombre croissant de jeunes adultes en Europe et aux États-Unis choisissent de vivre avec leurs parents au lieu de louer un appartement indépendant. Aux États-Unis, le nombre de «millennials» habitant avec leurs parents a augmenté d'environ 12 % pendant la Grande Récession.

Il reste à déterminer si les «millennials» retardent l'achat d'un logement ou renoncent à l'accession à la propriété. De nouvelles études laissent penser que les obstacles au financement d'un achat immobilier, comme les limites d'emprunt, sont en partie à l'origine de la baisse du taux de propriétaires et à l'augmentation du nombre de jeunes vivant avec leurs parents (Martins et Villanueva, 2009; Dettling et Hsu, 2014). On ignore si ces obstacles vont fléchir. Cependant, une étude récente au Royaume-Uni conclut qu'on observe généralement un effet de rattrapage chez les groupes présentant un faible taux de propriétaires à 30 ans (Botazzi, Crossley et Wakefield, 2015).

Épargner pour la retraite : La gestion des retraites s'est radicalement transformée depuis le milieu des années 60, quand les baby-boomers entraient sur le marché du travail. Aux États-Unis, les employeurs (notamment du secteur privé) abandonnent les programmes de retraite généreux avec garantie de revenu au profit de systèmes à contribution définie pour lesquels le fardeau de l'économie et de la gestion des retraites incombe aux salariés pendant leurs années

actives et leur retraite. Ailleurs dans le monde, le vieillissement des populations conduit des pays à réformer leur système de retraites publiques, réduisant globalement leur générosité. La génération des «millennials» doit donc fournir plus d'efforts pour gérer et accroître son épargne retraite, avec une plus grande incertitude quant au patrimoine et au revenu dont elle disposera au final (voir «Le choc des retraites», dans ce numéro de *F&D*).

Malgré cette évolution de systèmes à revenu défini à des programmes à contribution définie, aux États-Unis, les jeunes générations participent davantage aux plans de retraite que les précédentes. Toutefois, la trajectoire de participation a baissé après la Grande Récession, particulièrement pour les ménages de la génération du millénaire et il reste à voir si cette tendance s'atténuera (Devlin-Foltz, Henriques et Sabelhaus, 2016).

Un avenir incertain

Les «millennials», la génération X et les baby-boomers ont tous subi les bouleversements économiques de la Grande Récession. Cependant, positionnés à des étapes différentes de leur parcours, ils n'ont pas été affectés de la même manière. Comparés à leurs aînés, les «millennials» disposaient de peu d'actifs et présentaient donc une exposition moindre aux pertes financières pendant la crise (graphique 4). Par ailleurs, après la Grande Récession, les générations X et du millénaire ont recommencé à accumuler de la richesse, tandis que la valeur nette des baby-boomers était bloquée. Bien que la génération du millénaire possède un patrimoine moindre que celui de ses parents au même âge, sa valeur nette médiane augmenté de plus de 40 % entre 2010 et 2013, et ces jeunes ont l'essentiel de leur vie active devant eux pour accroître leur patrimoine. Si les «millennials» se décident à acquérir des logements ou à mettre de côté pour la retraite, ils pourraient bénéficier d'une nouvelle phase haussière sur les marchés et donc de la croissance économique à venir.

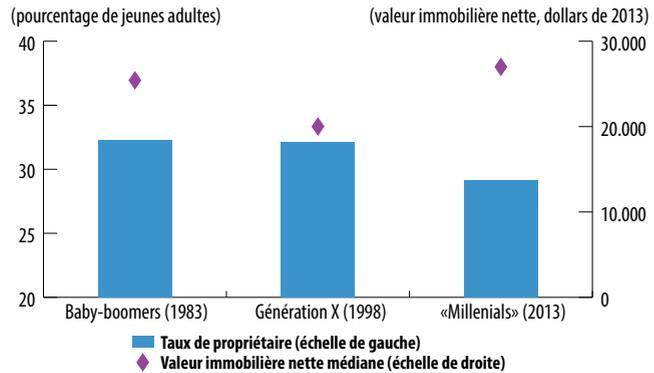
La génération du millénaire représente désormais la plus grande génération vivant aux États-Unis, après avoir devancé les baby-boomers en 2015. De part sa taille, elle a le pouvoir d'influencer sensiblement la macroéconomie par sa consommation, son épargne, ses crédits actuels et à venir. Seul le temps nous dira si les tendances récentes décrites ici sont volatiles ou représentent une évolution permanente des habitudes et du patrimoine financiers des «millennials». **FD**

LISA DETTLING et **JOANNE W. HSU** sont économistes senior au Conseil des gouverneurs du Système de réserve fédérale des États-Unis. L'analyse et les conclusions sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles des autres membres des services de recherche du FMI ou du Conseil des gouverneurs.

Graphique 3

Home sweet home

La trajectoire d'accumulation de patrimoine de la génération des «millennials» aux États-Unis est nettement inférieure à celle des autres générations au même âge. Ceux qui possèdent leur résidence principale disposent toutefois d'un actif équivalant à celui des baby-boomers à leur âge.

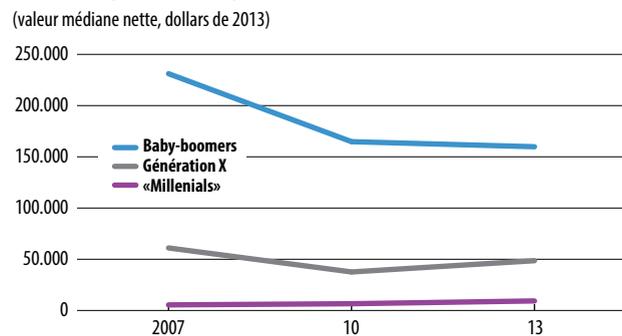


Source : Enquête sur les finances des consommateurs, 1983, 1998, 2013.

Graphique 4

Les effets de la crise

Les Américains de la génération des «millennials» disposaient de moins d'actifs et présentaient donc une exposition moindre aux pertes financières que leurs aînés pendant la crise financière mondiale.



Source : Enquête sur les finances des consommateurs, 2007, 2010, 2013.

Bibliographie :

Botazzi, R., T.F. Crossley, and M. Wakefield. 2015. "First-Time House Buying and Catch-up: A Cohort Study." *Economica* 82 (S1): 1021–047.

Detting, Lisa J., and Joanne W. Hsu. 2014. "Returning to the Nest: Debt and Parental Co-Residence among Young Adults." Finance and Economics Discussion Series 2014-80, Federal Reserve Board, Washington, DC.

Devlin-Foltz, Sebastian, Alice Henriques, and John Sabelhaus. 2016. "Is the U.S. Retirement System Contributing to Rising Wealth Inequality?" *Journal of the Social Sciences* 2 (6): 59–85.

Looney, Adam, and Constantine Yannelis. 2015. "A Crisis in Student Loans? How Changes in the Characteristics of Borrowers and in the Institutions They Attended Contributed to Rising Loan Defaults." *Brookings Papers on Economic Activity* (Fall): 1–89.

Martins, Nuno C., and Ernesto Villanueva. 2009. "Does Limited Access to Mortgage Debt Explain Why Young Adults Live with Their Parents?" *Journal of the European Economic Association* 7 (5): 974–1010.

Qu'en pensent-ils?

Les défis de la génération du millénaire vus par leurs membres

Niccole Braynen-Kimani et Maria Jovanović

Les jeunes d'aujourd'hui sont-ils inquiets ou plein d'espoir? Trouvent-ils de bons emplois et épargnent-ils pour l'avenir ou peinent-ils à boucler les fins de mois? Considèrent-ils les études comme la clé du succès ou sont-ils plus attirés par l'entrepreneuriat hors du système établi? *F&D* est allé à la rencontre de jeunes leaders du monde entier pour découvrir leur opinion sur les défis de leur génération et savoir s'ils s'estiment mieux ou moins bien lotis que leurs parents.

Chine, Égypte, France, Nigéria, Pérou : notre enquête informelle nous a mené aux quatre coins du monde. Cinq «millennials» nous ont présenté ce qui compte pour eux en tant qu'individu et en tant que groupe d'âge confronté à

des défis uniques dans un contexte international en mutation.

Tous les jeunes que nous avons rencontrés sentent que leur génération est au cœur d'un village planétaire, connecté par la technologie et un accès facile à l'information, dans une ère de citoyens du monde. «Cette génération construit des ponts, et non des murs», résume Mariel Renteria (Pérou). Ils se considèrent comme portés par un esprit d'entrepreneuriat, que ce soit par nécessité économique ou par volonté.

Que pensent les jeunes dans le monde? Faut-il accepter un emploi subalterne faute de mieux? Que souhaiteraient-ils dire aux décideurs? Cinq «millennials» influents se penchent sur ce qui les motive ou les intrigue.

PHOTO : ESTEFANIE RENTERIA



PÉROU : Mariel Renteria

Cofondatrice et membre du conseil administratif de Kunan, un organisme à but non lucratif qui soutient les jeunes entrepreneurs du secteur social

Selon Mariel Renteria, il est clair que l'éducation peut encourager les jeunes de son pays à développer une vision mondiale, entrepreneuriale et positive. Elle estime que les jeunes Péruviens sont principalement motivés par un profond intérêt pour les études. Elle cite un sondage d'IPAE Acción Empresarial à CADE Universitario, le principal sommet d'étudiants universitaires au Pérou, qui a souligné non seulement l'importance de l'accès à un enseignement de qualité, mais aussi l'engagement national en faveur de l'amélioration du système éducatif. Elle salue la réussite du ministère péruvien de l'Éducation qui a recruté de jeunes fonctionnaires engagés et novateurs. «Un élément qui différencie cette génération est qu'aujourd'hui, l'éducation est perçue comme un moyen fondamental de développement personnel et de développement de la société dans son ensemble.»

Une meilleure éducation peut également offrir des opportunités en ville à des jeunes désavantagés de milieu rural. «Les inégalités sociales sont un problème national, mais aussi un défi devant lequel nous nous montrons unis. La plus importante contribution que peuvent apporter les décideurs est un vrai progrès du système éducatif, des améliorations à la connectivité des infrastructures et du numérique et la promotion de plateformes supplémentaires pour nous relier au monde.»

PHOTO : ETUC CES



France : Thiébaud Weber

Secrétaire confédéral, Confédération européenne des syndicats (CES)

«La nature a horreur du vide», déclare Thiébaud Weber, citant Aristote. Ce jeune leader voit l'innovation comme un moteur pour les jeunes de sa région. «De nombreux projets innovants sont en marche dans des domaines comme les circuits courts, les espaces de cotravail, la défense des travailleurs sur plateforme numérique, la solidarité avec les migrants et les coopératives. Les jeunes participent à ces initiatives. Leur désir d'action est bienvenu et nécessaire dans le mouvement syndical. Les syndicats sont de parfaits laboratoires pour mettre en œuvre des idées neuves.»

Pour Thiébaud, un bon travail donne le pouvoir au travailleur, une règle fondamentale du mouvement syndical, observe-t-il. «Dans un bon travail, les travailleurs sont respectés et en sécurité, quel que soit leur âge ou leur statut. Que vous soyez salarié ou indépendant, au bout du compte vous êtes un travailleur.»

Il précise qu'être en sécurité inclut la protection contre les licenciements abusifs ou les «désactivations» sans fondement d'une plateforme en ligne, ainsi qu'un salaire équitable permettant aux travailleurs de contribuer à la protection sociale et d'en bénéficier.

Il pense que les décideurs politiques doivent considérer les jeunes travailleurs comme un investissement à long terme. Ils ne devraient pas seulement se focaliser sur la croissance et la création d'emplois, mais aussi sur la qualité de ces emplois. «Un emploi précaire et mal payé, ce n'est pas «mieux que rien». Les jeunes sont travailleurs, mais les employeurs et les politiques ne doivent pas voir en cela un signe de docilité. Ils doivent garder à l'esprit que la précarité contribue à la montée des extrémismes.»



PHOTO : KARIM OMRAN

ÉGYPTE : Jawad Nabulsi

Fondateur de la Nebny Foundation for Development, un programme de cours du soir pour les élèves du primaire

Dans le cadre de son travail à la Nebny Foundation for Development, une organisation qu'il a créée, Jawad Nabulsi a eu l'occasion d'interagir avec de nombreux jeunes gens vivant à Manshiet Nasser, un quartier défavorisé du Caire. Malgré les obstacles auxquels ils sont confrontés, ces jeunes font preuve d'un remarquable désir «de créer, d'organiser, d'explorer et d'apprendre en s'appuyant sur leurs erreurs», observe-t-il. Lorsque les systèmes officiels d'éducation et d'emploi ne leur fournissent pas les outils et opportunités nécessaires, les jeunes prennent en charge leur propre avenir.

Pour échapper à la pauvreté, ces jeunes imaginent des solutions créatives et efficaces pour régler les problèmes de leur communauté. Ces «entrepreneurs invisibles» agissent avec des budgets restreints et sans les brillants diplômes des entrepreneurs issus de l'élite, qui assistent aux congrès et conférences internationales. Les entrepreneurs invisibles égyptiens ont une motivation plus forte que la célébrité. «Ils cherchent simplement à survivre. C'est sans doute la meilleure motivation pour donner forme à toute entreprise sociale», estime Jawad. «Ils ne correspondent pas au cliché de l'entrepreneur établi par la société.»

Parce qu'ils connaissent les problèmes des habitants de Manshiet Nasser, ces entrepreneurs sont les mieux placés

«Les jeunes peuvent désormais étudier en ligne auprès de professeurs à la renommée mondiale.»

pour les résoudre. Ils savent s'y prendre et ont la volonté d'amener le changement.

Et il suffit de peu : la réussite des projets et idées de ces entrepreneurs crée un cercle vertueux au sein du quartier. Comme le remarque Jawad, «les routes entre Manshiet Nasser et les écoles de l'élite sont bien plus courtes aujourd'hui». Au fil des années, plusieurs ONG locales ont commencé à offrir aux jeunes Égyptiens une chance de compléter leur éducation. «Des jeunes qui n'étaient pas conscients du monde hors de leur quartier peuvent désormais étudier en ligne auprès de professeurs à la renommée mondiale», s'enthousiasme Jawad. Les possibilités d'apprentissage offertes par ces organisations étaient inimaginables pour les générations passées.

Les changements dans ce quartier pauvre du Caire résultent en grande partie de la motivation et de la détermination des jeunes entrepreneurs qui participent activement à l'amélioration de leur propre vie et aident ainsi l'ensemble de leur communauté. Dans leur triomphe, Jawad voit un plaidoyer concret pour identifier et investir dans d'autres jeunes dont la passion et l'innovation «contribuent de façon considérable au développement de leur environnement et de la société».



NIGÉRIA : Charles Akhimien

Cofondateur de MOBicure, une entreprise de santé mobile qui utilise la technologie pour gérer les besoins de santé dans les pays en développement

Charles Akhimien nous raconte l'histoire de Chris, un jeune Nigérian désabusé par l'absence de filet de sécurité sociale dans son pays et l'ensemble de l'Afrique. Chris est titulaire d'un diplôme en ingénierie pétrolière et rêvait de devenir ingénieur pendant le boom pétrolier de son pays et rejoindre une des compagnies pétrolières portant la croissance économique du Nigéria. Il s'imaginait déjà avec un salaire à six chiffres, une somme suffisante pour assurer son avenir, celui de ses parents âgés et celui de ses frères et sœurs. Mais, après quatre ans de recherches, il est toujours loin de son but et a dû se rabattre vers des travaux subalternes et mal payés pour survivre.

Il n'est pas seul : le taux de chômage de l'Afrique est le plus élevé de toutes les régions du monde.

Charles estime que l'histoire de son ami est représentative des échecs du gouvernement. La stabilité politique, la fin de la corruption et un meilleur système éducatif sont essentiels afin d'équiper la jeunesse des outils nécessaires pour répondre aux demandes du marché du travail moderne, explique-t-il.

Pourtant, Charles garde espoir. Parallèlement à l'histoire du chômage de la jeunesse, il souligne celle des avancées rapides et régulières du continent dans l'innovation et l'entrepreneuriat, qu'on peut observer dans des villes comme Nairobi, Lagos et Johannesburg. Ce sont des lieux où les hubs d'innovation dirigés par des jeunes gens qui changent la donne poussent comme des champignons.

«Les jeunes représentent l'espoir de l'Afrique. Partout en Afrique, la jeunesse se rend compte que, pour réussir, elle doit forger l'avenir qu'elle souhaite.»



CHINE : Kathy Gong

Cofondatrice et directrice générale de wafaGames

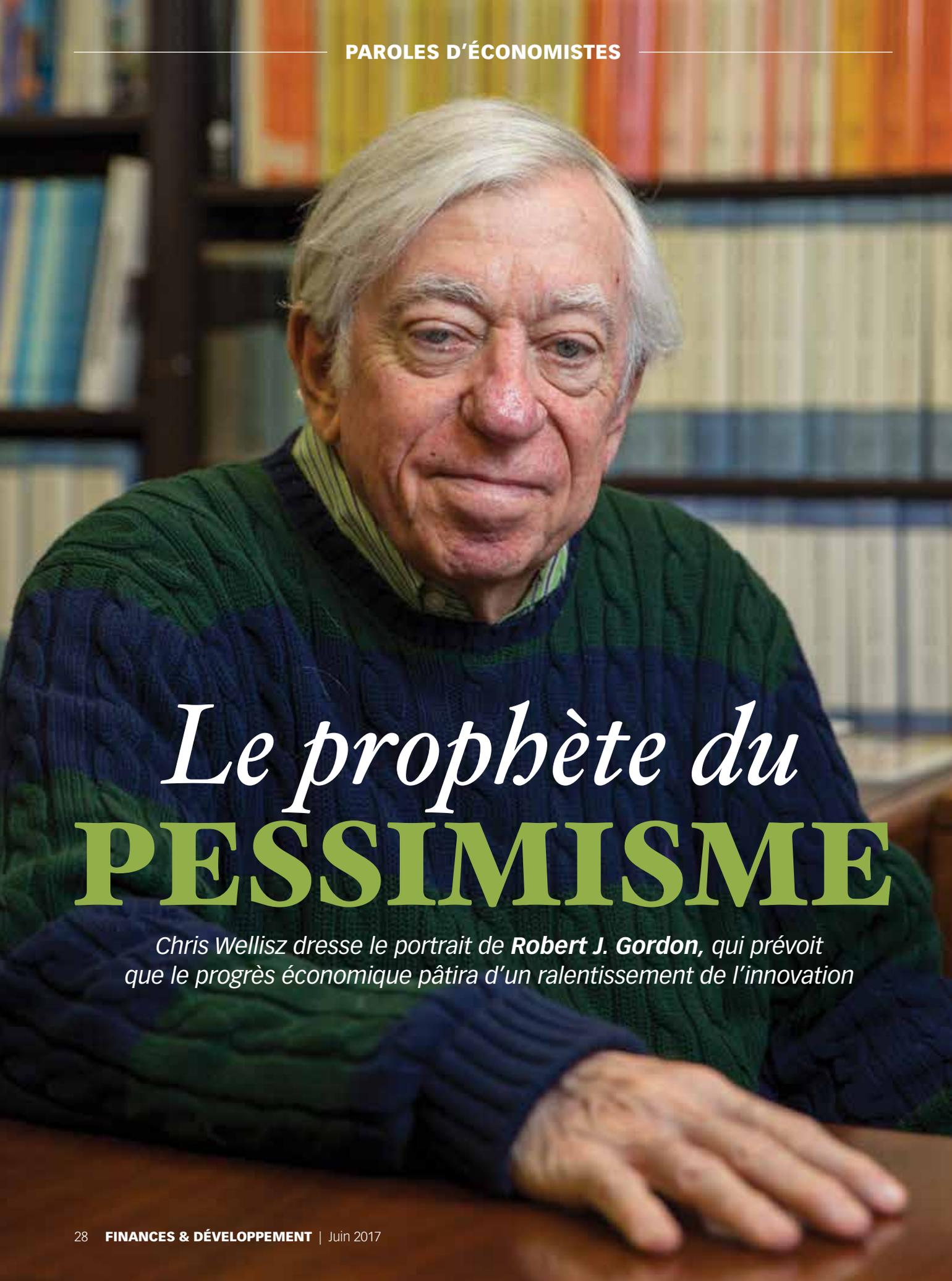
Kathy Gong croit en la capacité des individus à façonner leur destin par leur détermination, leur persévérance et leur créativité, qualités qu'elle estime retrouver chez les membres de sa génération.

Sa détermination l'a amenée à lutter contre le *hukou*, un système national déterminant le lieu de résidence des ménages et favorisant une inégalité d'accès à la santé, à la propriété et à l'éducation. Elle nous raconte comment ses parents ont décidé de quitter leur environnement rural pour lancer une entreprise en ville. Après s'être vu refuser l'entrée à l'école primaire en raison des règles de *hukou*, elle s'est inscrite dans une école d'échecs pour devenir par la suite la plus jeune championne du monde d'échecs, à l'âge de dix ans.

Selon Kathy, les autres jeunes de son pays sont tout aussi ambitieux et motivés d'améliorer leur vie, prêts à mener plutôt que suivre. Elle reconnaît toutefois que sa génération est davantage stressée du fait des évolutions du monde du travail, et s'inquiète d'avoir suffisamment d'argent pour pouvoir avoir des enfants, un logement et une retraite.

«Notre avenir dépend des jeunes, parce qu'ils sont au cœur de la créativité, la force qui sous-tend l'innovation, plaident en faveur d'une société plus équitable et mènent la croissance économique et le progrès social», déclare-t-elle. **FD**

NICCOLE BRAYNEN-KIMANI et **MARIA JOVANOVIĆ** font partie de l'équipe permanente de *Finances & Développement*.

A portrait of Chris Wellisz, an older man with white hair, wearing a dark green cable-knit sweater over a light-colored collared shirt. He is sitting at a wooden desk with his hands resting on it. The background is a bookshelf filled with books of various colors.

Le prophète du **PESSIMISME**

*Chris Wellisz dresse le portrait de **Robert J. Gordon**, qui prévoit que le progrès économique pâtira d'un ralentissement de l'innovation*

Robert J. Gordon a un triste message pour les jeunes Américains : contrairement à toutes les générations depuis le XIX^e siècle, vous ne bénéficierez pas d'un standard de vie deux fois meilleur que celui de vos parents.

«Je suis le prophète du pessimisme», déclare l'économiste de 76 ans, assis dans son bureau rempli de livres à l'université Northwestern, à Evanston, dans l'Illinois. Auteur du best-seller *The Rise and Fall of American Growth*, il défend la thèse controversée selon laquelle les États-Unis seraient destinés au marasme économique, car les inventions à venir ne devraient pas être aussi révolutionnaires que celles du «siècle exceptionnel» allant de 1870 à 1970.

L'électricité, le moteur à combustion interne et les systèmes de plomberie intérieure ont apporté une amélioration sensible du niveau de vie, qui selon lui a peu de chance d'être égalée. Depuis, la plupart des avancées ont été anecdotiques plutôt que transformatives.

«Nous sommes passés de la vitesse du cheval à celle du Boeing 707, et nous n'avons pas accéléré depuis», déclare l'économiste dans un entretien sur le campus, au nord de Chicago. «En 1844, le télégraphe créait la communication instantanée et, aujourd'hui, nous ne faisons qu'étoffer cette communication instantanée.»

En dehors des cercles d'initiés

L'an dernier, la publication de *Rise and Fall* a propulsé Gordon parmi les économistes dont la renommée n'est pas limitée au landerneau des économistes. Il estime avoir donné au moins 80 interviews et reçu plus de 200 courriels de lecteurs. Il a présenté le TED Talk de rigueur et est passé à la télévision. Parmi les nombreux commentateurs de son ouvrage, on peut citer le fondateur de Microsoft Bill Gates.

Le message pessimiste de Gordon trouve un écho dans un contexte de malaise économique, alors que les universitaires peinent à expliquer le phénomène que Lawrence Summers de Harvard a ressuscité sous le concept «stagnation séculaire». Dans la période allant de 1970 à 2014, la productivité du travail (production par heure travaillée) a progressé à un rythme moyen de 1,62 %, contre 2,82 % au cours du demi-siècle précédent.

En 762 pages, *The Rise and Fall of American Growth* présente un tableau détaillé et haut en couleurs de la transformation de chaque aspect de la vie quotidienne en Amérique, des habitudes d'achat au divertissement, en passant par la médecine et la banque. Même ceux qui contestent ses conclusions admirent l'envergure et la profondeur de ses recherches.

«Pour ce qui est du passé, Bob est absolument irréprochable», reconnaît Andrew McAfee, coauteur,

avec Erik Brynjolfsson, de *The Second Machine Age*, un ouvrage selon lequel l'ordinateur et les technologies numériques vont accomplir pour l'effort mental ce que la machine à vapeur a fait pour l'effort musculaire. «Il pose très bien l'argument que le siècle dernier a été exceptionnel. Le sujet où Bob et moi divergeons est celui des innovations que nous voyons se déployer actuellement et de la portée qu'elles vont avoir.»

Un impact plus faible

Gordon ne nie pas l'importance d'avancées telles que l'ordinateur individuel et Internet, qui ont fait bondir la croissance de 1996 à 2004. Mais, à ses yeux, la plupart de celles-ci ne se mesurent pas à ce qu'il appelle les «grandes inventions» du passé, qui ont réinventé l'économie contrairement au smartphone ou aux tablettes. Lors de ses apparitions publiques, Gordon présente deux images côte à côte : un smartphone et des toilettes. «Lequel des deux seriez-vous prêts à abandonner?», demande-t-il.

Il se complaît dans son rôle de pourfendeur des techno-optimistes. L'un de ses adversaires de joute intellectuelle est Joel Mokyr, également économiste à l'université Northwestern, qui présente Gordon avec humour comme «mon estimé collègue qui se trompe lourdement».

«En vérité, on est d'accord sur la plupart des choses», a déclaré Joel Mokyr, lors d'une récente apparition au siège du FMI à Washington, où il a évoqué son dernier livre, *A Culture of Growth: The Origins of the Modern Economy*.

Dans celui-ci, Joel Mokyr argumente que les valeurs et croyances nées en Europe occidentale dans les années 1500–1700 ont produit un esprit de curiosité scientifique qui a posé les bases pour les grandes inventions apparues par la suite. Une condition préalable à la machine à vapeur était la découverte qu'il était possible de créer un vide.

«Quand on regarde les progrès scientifiques de la dernière décennie, je trouve qu'il y a matière à s'enthousiasmer», commente Joel Mokyr.

Gordon campe sur ses positions et affirme ne trouver que peu d'indices d'un impact notable des dernières technologies.

«On propose beaucoup de choses, des parties de corps remplaçables, de grandes révolutions en médecine, mais elles vont prendre énormément de temps», affirme-t-il.

Rise and Fall est le fruit de décennies de recherches sur les sources de la croissance économique. Dans sa thèse de doctorat au Massachusetts Institute of Technology (MIT), Gordon a développé une nouvelle méthode d'estimation des coûts de la construction. C'est ce qui a mené à un ouvrage révolutionnaire en 1990, *The Measurement of Durable Goods Prices*, qui a démontré que les mesures de capital

traditionnelles ne prenaient pas en compte les améliorations de qualité. «C'était une contribution extrêmement importante, et elle a transformé la façon dont on envisage la croissance», commente Lawrence Christiano, président du département d'économie de l'université Northwestern.

L'inflation est un autre sujet de recherche majeur pour Gordon. La «stagflation» des années 70, une hausse simultanée de l'inflation et du chômage, a remis en cause la vision traditionnelle incarnée par une relation connue sous le nom de courbe de Philips, selon laquelle une hausse de l'inflation s'accompagne d'une baisse du chômage.

Gordon a été un pionnier dans le développement d'une version modifiée de la courbe de Philips, prenant en compte l'impact de crises d'offres, telles que la crise pétrolière de 1973, où le cours du baril de brut a bondi de 3 à 12 dollars.

Ces recherches ont établi la base de ce que Gordon appelle le modèle triangulaire de l'inflation, qui prend en compte les variations de l'offre et de la demande ainsi que l'inertie, ou le temps nécessaire pour que ces variations influent sur le niveau global des prix.

base, qui exclut l'impact des prix volatils de l'énergie et de l'alimentation. La Réserve fédérale peut ainsi se concentrer sur la tendance de l'inflation à long terme en regardant au-delà des fluctuations à court terme provoquées par des événements tels qu'une soudaine hausse des prix de l'essence.

Le prix Nobel d'économie Paul Krugman a qualifié cette contribution d'immensément importante.

«À deux reprises récemment, en 2008 et en 2011, nous avons observé des bonds de l'inflation globale, de nombreuses personnes avertissant que les banques centrales avaient un temps de retard et réclamant une hausse des taux ou une inversion de l'assouplissement quantitatif», explique Paul Krugman dans un courriel.

«Mais ces mouvements étaient dus aux prix des matières premières, ce qui signifie que l'inflation de base était stable. La Fed, qui se concentrait sur l'inflation de base, a décidé à juste titre de maintenir sa politique.»

Rise and Fall a été inspiré par un séjour dans un bed-and-breakfast dans le Michigan, où Gordon est tombé sur un livre de photographies d'Otto Bettmann intitulé *The Good Old Days: They Were Terrible!* Ce livre, du fondateur des archives photographiques Bettmann, décrit la vie dans les bidonvilles à la fin du

Robert J. Gordon se plaint dans son rôle de pourfendeur des techno-optimistes.

Le modèle a également servi à expliquer un autre phénomène surprenant : l'économie des années 90, dite «Goldilocks» (Boucle d'or), où le chômage est demeuré faible pendant une période d'inflation mesurée. Gordon prévoit à présent de mettre à jour son modèle pour expliquer pourquoi les prix ont continué de monter pendant la crise de 2008–09, malgré les crises de production et d'emploi.

Pendant les années Goldilocks, Gordon a fait parti d'un panel de cinq économistes formé par le comité des finances du Sénat en 1995 pour étudier l'exactitude de l'indice des prix à la consommation. La commission Boskin, du nom de son président, Michael Boskin, économiste à l'université de Stanford, a conclu que l'indice surestimait l'inflation de 1,1 point de pourcentage.

Le Bureau des statistiques du travail américain a adopté certaines recommandations de la commission pour modifier la méthode de calcul de l'indice des prix.

Le travail de Gordon sur le modèle triangulaire de l'inflation a démontré l'importance de l'inflation de

XIX^e siècle. «Il était tout naturel d'observer à quel point les choses se sont améliorées depuis», se souvient Gordon.

Il a consacré quatre ans au livre, avec l'aide de plusieurs équipes d'assistants de recherche. Son bureau et son domicile étaient encombrés de piles de livres remplis de Post-it. Le résultat est un niveau de détails déconcertant décrivant la pénibilité de la vie avant la guerre civile américaine et les améliorations notables qui ont suivi grâce à des inventions telles que la plomberie intérieure, les lumières électriques et les appareils électroménagers.

L'un des assistants de recherche de Gordon était Andrew Sabene, qui a passé de longues heures à la bibliothèque du transport de l'université Northwestern à parcourir des horaires de train du XIX^e siècle.

Sabene décrit Gordon comme un chef exigeant, qui demandait à ses chercheurs une parfaite gestion de leur temps. Ils se sont néanmoins rapprochés du fait de leur intérêt commun pour la musique, au point de se retrouver autour d'une tasse de café avec la femme

de Robert, Julie, portraitiste et professeure d'anglais et de cinéma à l'université Northwestern, pour discuter de leurs compositeurs classiques préférés et de leurs comédies musicales favorites.

Le bureau ordonné mais plein à craquer de Gordon témoigne de la variété de ses centres d'intérêt, parmi lesquels la photographie, l'aviation et l'histoire. Si ses étagères sont tapissées d'ouvrages d'économie, y compris plusieurs éditions de son propre manuel *Macroeconomics*, les murs sont recouverts de photos de ses voyages dans des pays tels que l'Inde et la Thaïlande.

Dans un cours de macroéconomie intermédiaire suivi par plus de 200 étudiants, Gordon présente une leçon animée et bien organisée, avec l'aide d'un projecteur pour esquisser les graphiques pendant qu'il parle.

Il dit aimer enseigner, en particulier son cours de première année qui pose la question : L'économie a-t-elle gagné deux guerres mondiales? «Ce titre est un subterfuge, car il s'agit des guerres elles-mêmes, et non de l'économie», explique-t-il.

Ce subterfuge reflète un intérêt personnel. À Harvard, il envisageait une maîtrise d'histoire, mais a changé d'avis après ne pas avoir obtenu un A. «L'histoire est trop subjective; il y a trop de réponses différentes possibles», commente-t-il. «Peut-être que j'étais simplement inquiet d'étudier une matière où je pouvais obtenir un B.»

Une histoire de famille

Gordon a suivi les pas de ses parents, Robert Aaron et Margaret Gordon, tous deux économistes réputés à Berkeley. Son petit frère, David Gordon, économiste également, a enseigné à la New School for Social Research à New York. Il est décédé en 1996, à l'âge de 51 ans.

Après avoir obtenu son diplôme de Harvard en 1962, Gordon a préparé son doctorat au MIT, avec pour directeur de thèse le prix Nobel Robert Solow, connu pour avoir observé en 1987 que l'âge de l'ordinateur se faisait sentir partout excepté dans les statistiques de productivité. (Il s'est écoulé près de dix ans de plus avant que l'impact des nouvelles technologies sur la productivité n'apparaisse.)

Le ralentissement de l'innovation n'est pas le seul obstacle à la croissance, selon Gordon. L'économie américaine est également confrontée à des «vents contraires» tels que la montée des inégalités, un plateau dans le niveau scolaire, le vieillissement de la population et le fardeau de la dette publique.

Que présage le pronostic pessimiste de Gordon pour le projet du Président Donald Trump de porter la croissance à 3-4 % par an à l'aide de baisses d'impôts sur



PHOTO : JUSTIN RUNQUIST

le revenu et sur les sociétés et d'un programme d'infrastructure de 1.000 milliards de dollars?

Le plan de relance de Donald Trump pourrait stimuler la productivité et la croissance à court terme, la population active travaillant de manière plus intense et de nouveaux travailleurs entrant sur le marché, estime l'économiste. Mais cette amélioration ne devrait pas durer plus d'un an ou deux.

Il fait la liste des obstacles. Les mesures de Trump feraient probablement grimper le dollar et les taux d'intérêt, ce qui devrait limiter la croissance. Les coupes budgétaires hors défense seraient également contre-productives. Quant aux baisses d'impôts visant principalement les foyers les plus aisés, elles ne devraient pas stimuler la demande, car les riches sont peu enclins à dépenser le revenu supplémentaire dégagé.

Les politiques devraient plutôt se concentrer sur une amélioration de la productivité à long terme, via l'enseignement et la formation, estime l'économiste. Il propose d'éliminer les disparités entre quartiers riches et pauvres, en investissant dans l'enseignement dispensé aux tout-petits et en créant des formations pratiques comme il en existe en Allemagne.

Sabene, l'ancien assistant de recherche de Gordon, se dit rassuré, car, si les États-Unis ont pleinement intégré les avantages des grandes inventions du passé, ce n'est pas le cas de tout le reste du monde.

«Dans des pays comme l'Inde, l'installation de l'eau courante et l'urbanisation sont des processus en cours», lance-t-il. «Cela m'encourage de savoir qu'il reste une bonne marge de manœuvre.» **FD**

Robert Gordon prévoit que la croissance de la productivité américaine ralentira sensiblement.

CHRIS WELLISZ fait partie de l'équipe permanente de *Finances & Développement*.



LE LIQUIDE EST **MORT**, LONGUE **VIE** AU LIQUIDE

Les paiements virtuels remplacent rapidement le liquide, mais pas totalement ni partout

Alan Wheatley

L'argent liquide se fait rare dans un nombre croissant d'agences bancaires scandinaves. L'Inde a récemment retiré de la circulation 86 % de ses billets de banque. La Corée du Sud prévoit de cesser la fabrication de pièces de monnaie d'ici à 2020. Les paiements en ligne explosent, et la marche vers une société sans numéraire semble inéluctable.

Les jeunes, en particulier, mais aussi les plus aisés et les plus instruits, sont de plus en plus à l'aise avec les paiements par carte ou par téléphone mobile. Aux Pays-Bas, par exemple, le nombre de règlements par carte a dépassé pour la première fois les opérations en liquide en 2015 (NFPS, 2016).

Prudence, toutefois. Dans d'autres pays avancés, comme l'Allemagne, l'Autriche, le Japon, Singapour ou la Suisse, l'argent

liquide règne toujours en maître et ne montre aucun signe de faiblesse. Dans le monde, peut-être 85 % des règlements sont encore faits en espèces.

«Aussi attirante qu'elle puisse paraître, la société sans numéraire est certainement tout aussi hors d'atteinte que le bureau électronique tant vanté», estime Yves Mersch, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE).

Il n'y a aucune raison tangible que l'argent liquide persiste si des moyens de paiement plus efficaces se développent. Après tout, le coquillage appelé «porcelaine» fut lui aussi un moyen de paiement bien utile autrefois, et les billets de banque n'ont été adoptés que lorsque les planches à imprimer sont devenues suffisamment répandues et fiables.

«Nous pouvons dire aujourd'hui des technologies de communication modernes la même chose que des planches à billets au XVII^e siècle. L'accès à Internet est largement répandu, et ordinateurs, téléphones connectés et tablettes sont des objets usuels. Les conditions sont donc réunies pour lancer davantage de modes de

paiement électroniques», explique Cecilia Skingsley, Vice-gouverneur de la Riksbank suédoise.

La Suède est une pionnière des paiements sans numéraire : l'argent liquide n'y est plus utilisé que pour 15 % des règlements au point de vente. Comme la distribution d'espèces coûte cher dans un pays où la population est clairsemée, moins de la moitié des banques suédoises manipulent encore pièces et billets. Cas unique, les espèces en circulation ont reculé de presque 15 % entre 2007 et 2015. Même les vendeurs de la revue des sans-abri de Stockholm acceptent les paiements par mobile.

Effets de réseau

Pour que les particuliers adoptent la dématérialisation des paiements, il faut des économies d'échelle et des effets de réseau. En Suède, où la technologie est très appréciée, clients et commerçants ont renoncé allègrement aux espèces, une tendance renforcée par la longue tradition de coopération entre les grandes banques du pays, qui exploitent conjointement les infrastructures de paiement nationales. C'est ainsi qu'un nouveau service de paiement en temps réel a pu toucher immédiatement la majorité de la population.

«Cependant, dans de plus grands pays comme l'Allemagne ou les États-Unis, les acteurs importants sont si nombreux qu'il est difficile de retrouver cette atmosphère de coopération», explique à *F&D* Björn Segendorf, du service de stabilité financière de la Riksbank.

Plus une plate-forme donnée est utilisée, plus elle attire de nouveaux utilisateurs — pensons à Facebook. Le service de paiement mobile M-Pesa a décollé au Kenya parce qu'il existait un opérateur de téléphonie mobile dominant, Safaricom, dans un pays où peu de gens avaient accès à une banque : le marché était déjà grand ouvert.

«M-Pesa est un bon exemple d'encouragement au renoncement aux espèces du fait d'externalités de réseau», précise à *F&D* Kim Huynh, de la Banque du Canada. «Au Canada, c'est la même chose pour les cartes de crédit sans contact», dont l'utilisation a triplé entre 2009 et 2013 (Fung, Huynh et Stuber, 2015). Les cartes et appareils sans contact contiennent une antenne par laquelle transitent des informations dans les deux sens lorsqu'on les rapproche ou qu'on les pose sur un terminal spécial.

La Chine a largement sauté l'étape des cartes, pour passer directement des espèces au mobile. En 2015, le nombre d'utilisateurs de paiements mobiles a bondi de 64,5 %, et presque 60 % des 710 millions

d'internautes du pays réglaient avec des dispositifs mobiles à la fin de cette même année.

L'Inde aussi, critiquée pour avoir mal organisé la démonétisation des coupures de 100 et de 500 roupies, une mesure radicale destinée à lutter contre les flux financiers illicites, jette les bases d'un réseau de paiement numérique en recensant les données biométriques grâce auxquelles ses citoyens pourront ouvrir des comptes bancaires subventionnés.

Moins de criminalité, plus de recettes fiscales

L'Inde n'est pas la seule à vouloir augmenter les recettes fiscales tout en faisant reculer la criminalité et la corruption en décourageant l'usage du numéraire. Plusieurs pays européens ont plafonné les montants payables en liquide, et la BCE prévoit de ne plus imprimer ses plus grosses coupures, celles de 500 euros, en 2018.

Peter Sands, ancien directeur général de Standard Chartered Bank, reproche à la BCE de ne pas agir plus rapidement pour stopper l'émission des billets de 500 euros et encourager l'élimination des coupures en circulation, avant d'ajouter toutefois : «L'élément positif est le fait qu'il soit aujourd'hui bien plus largement admis que les espèces, et surtout les grosses coupures, contribuent grandement à favoriser les activités illégales.»

Sands estime que le Groupe des vingt pays avancés et émergents (G-20) devrait décider officiellement le retrait rapide de tous les billets des monnaies fortes d'une valeur supérieure à 50 dollars, par exemple, parce que ce sont ceux qui dominent les flux financiers illicites dans les pays pauvres. Plus de 60 % des billets de 100 dollars, la plus grosse coupure du billet vert, circulent hors des États-Unis. «Se débarrasser de ces billets serait un des meilleurs moyens pour les pays avancés de réduire la corruption et d'augmenter les recettes fiscales dans le monde en développement», explique-t-il à *F&D*.

L'ancien secrétaire américain au Trésor américain Lawrence Summers et l'ancien économiste en chef du FMI Kenneth Rogoff proposent également un retrait progressif des grosses coupures. La bataille sera rude. La Suisse ne prévoit ainsi aucunement le retrait de ses billets de 1.000 francs, parmi les plus grosses coupures du monde (voir «Des montagnes de billets» dans *F&D* de décembre 2016).

Outre qu'elle freinerait l'informalité, la dématérialisation des transactions serait source d'économies : le traitement des paiements par carte (sauf les plus petits montants) coûte moins cher que la manipulation

d'espèces. La Corée du Sud veut supprimer les pièces, dont la valeur est inférieure à leur coût de fabrication. À Singapour, où 60 % des règlements des particuliers ont lieu en espèces et où 30 % des paiements des entreprises se font par chèque, la dématérialisation permettrait d'économiser 0,5 % du PIB, d'après une étude de l'Autorité monétaire du pays.

Certes, les banques centrales devraient renoncer aux revenus du seigneurage, la contrepartie financière de l'émission de monnaie, mais les sommes en jeu sont généralement faibles. Dans tous les cas, écrit Sands dans un article pour la Harvard Kennedy School, «fournir des grosses coupures aux criminels parce que cela rapporte de l'argent semble indéfendable».

Selon Rogoff, éliminer les gros billets pourrait également servir la politique monétaire : en période de déflation, les banques centrales auraient alors plus de latitude pour imposer des taux d'intérêt négatifs, puisque la menace d'une ruée vers les banques pour récupérer les dépôts en numéraire aurait ainsi disparu.

Avec le recul du numéraire, la mission qui consiste à garantir la sécurité et l'efficacité du système de paiement n'est plus la même. Les autorités doivent moins se préoccuper de fausse monnaie et de braquages de banques, et davantage de cybercriminalité.

L'un de leurs défis les plus ardues sera d'ouvrir au maximum l'accès aux services financiers numériques. Dans un monde où 2 milliards de personnes n'ont pas de compte en banque, ce qui freine la croissance et creuse la pauvreté, l'inclusion financière devient une priorité politique.

Dans les pays avancés, également, les personnes sans Internet ont plus de mal non seulement à accéder aux réseaux de paiement en ligne, mais aussi à des services de toutes sortes. «Il s'agit davantage d'exclusion numérique», explique Segendorf, de la Riksbank. «Ces personnes sont exclues de larges pans de la société.»

Les arguments du liquide

La tendance à la dématérialisation est peut-être inéluctable, mais Sands, entre autres, n'est pas en faveur d'une suppression rapide de toutes les espèces, en particulier dans les pays en développement : «Les moyens de paiement liquides de faible valeur sont extrêmement souples et robustes : il ne vous faut ni électricité, ni wifi, ni réseau mobile pour qu'ils fonctionnent. Et vous n'avez pas non plus besoin de savoir lire».

Les espèces sont également fermement ancrées dans les pays avancés, où elles représentent plus de

la moitié des transactions en volume dans six des sept pays étudiés de manière coordonnée par les banques centrales — en Allemagne et en Autriche, cette proportion atteignait 82 % (Bagnall *et al.*, 2016). Dans tous les pays étudiés, le recours aux espèces recule parallèlement à la hausse de l'instruction et des revenus. Pourquoi? Entre autres raisons, regarder ce qu'il reste dans le porte-monnaie est un moyen simple de surveiller ses finances quand on a un petit budget.

Nombre de raisons ont été avancées pour expliquer pourquoi l'Allemagne, par exemple, reste accrochée à l'argent liquide : c'est peut-être l'aversion pour la dette (et donc pour les cartes de crédit), ou encore le souvenir populaire de l'hyperinflation. Les chercheurs doutent de cette dernière théorie (Bagnall *et al.*, 2016), mais, point important, ils constatent que les consommateurs de tous les pays ne sont pas complètement rationnels dans leur choix de modes de paiement.

«Prendre une décision est un processus plus émotionnel que cognitif», estiment Frank van der Horst et Ester Matthijsen, de la Banque nationale des Pays-Bas, qui constatent que «au final, payer en liquide déclenche davantage d'émotions positives que payer par carte» (Deutsche Bundesbank, 2014). Voyons les choses ainsi : n'est-ce pas plus satisfaisant d'offrir à un enfant un beau billet tout neuf que de lui signer un chèque?

Que le désir de s'accrocher aux espèces soit subliminal ou atavique, on ne peut l'ignorer, en tout cas, indique Dario Negueruela, de la Banque d'Espagne : «l'argent liquide a certaines caractéristiques spéciales qui le relient aux sensations et aux sentiments humains profonds et primitifs» (Deutsche Bundesbank, 2014).

Pour certains, les espèces sont un symbole palpable de richesse et de statut social; pour d'autres, une défense contre les ingérences d'un État orwellien soucieux de mettre fin à l'anonymat en obligeant le consommateur à laisser une trace électronique de ses paiements.

Michael Tomlinson, avocat londonien de 68 ans, n'hésite pas à utiliser son téléphone pour effectuer des paiements mobiles ... mais il retire aussi au distributeur plus de 1.000 livres par mois pour les pourboires au restaurant et en cas d'urgence, c'est-à-dire le piratage de ses cartes de crédit — ce qui a déjà eu lieu.

Tomlinson n'imagine pas de se passer totalement de l'argent liquide : «Plus j'ai de possibilités en tant que consommateur, plus je suis content. Je ne vois pas pourquoi je me conformerais à la volonté des banques».

Ou, pour citer Dostoïevski, «l'argent, c'est la liberté monnayée».

Que nous réserve l'avenir?

L'innovation va multiplier les occasions de se passer des espèces. Le futurologue Ian Pearson, qui dirige le cabinet de conseil britannique Futurizon, pense que des «bijoux de sécurité», tels que des chevalières électroniques, vont arriver sur le marché pour authentifier les paiements. Il deviendra également possible d'effectuer un virement par reconnaissance des empreintes digitales, voire sur une simple poignée de main, annonce Pearson dans une étude à l'intention du groupement britannique Payments Council. Il estime toutefois que, plutôt que d'éradiquer l'argent liquide, la technologie va plutôt prolonger sa durée de vie, car les individus tiendront avant tout à préserver leur vie privée. «Nous utiliserons sans doute encore des espèces pour les petits achats de tous les jours même en 2040», explique Pearson à *F&D*.

Nouvelles formes de paiement

Parmi les sujets qui préoccupent les banquiers centraux aux prises avec les nouvelles formes de paiement figure l'essor rapide de la technologie des chaînes de blocs, ou «blockchain», qui sous-tend la monnaie virtuelle «bitcoin» (voir «La chaîne de confiance» dans *F&D* de juin 2016).

En décembre, la Banque populaire de Chine aurait apparemment testé avec succès un système de transaction et de règlement d'acceptations bancaires avec une crypto-monnaie mise au point en interne et fonctionnant par chaîne de blocs.

Plusieurs autres banques centrales, y compris la Riksbank, étudient également l'avantage d'émettre leur propre monnaie électronique, et les implications politiques d'une telle décision. Par exemple, une demande publique imprévisible pour la couronne virtuelle pourrait en théorie compliquer la réalisation d'opérations d'ajustement sur le marché monétaire et de pilotage de la masse monétaire, prévient Skingsley, Vice-gouverneur de la banque (Skingsley, 2016).

La technologie «blockchain» peut non seulement faire éclore des monnaies concurrentes, mais aussi permettre le remplacement des systèmes de paiement centralisés existants par des réseaux de pair à pair. Un registre mis à jour en permanence garderait une trace de toutes les transactions et serait communiqué à tous les participants. En évitant de devoir passer par le système de paiement central de la banque centrale, le règlement pourrait s'avérer plus rapide et moins cher.

Jon Nicolaisen, Vice-gouverneur de la banque centrale norvégienne, estime que la société tirerait de grands bénéfices d'une infrastructure financière décentralisée. Cette perspective pose toutefois des questions fondamentales quant à ses effets sur le financement et le crédit bancaires.

Carolyn Wilkins, Première sous-gouverneure de la Banque du Canada, ajoute que la technologie des registres distribués



pourrait mener les instances de réglementation en territoire inconnu sur les questions de droit et de gouvernance. Les nouvelles applications techno-financières pourraient également avoir des implications pour la stabilité financière si certains prestataires de paiement deviennent «trop gros pour faire faillite», souligne Wilkins.

Les banquiers centraux ne peuvent se référer à aucun précédent pour répondre à toutes ces questions, mais le temps est avec eux, puisqu'ils s'attendent à ce que les billets restent utilisables dans un avenir proche. Rogoff, dans son livre *The Curse of Cash*, préconise de passer à une société avec «moins de liquide», mais qui n'en serait pas totalement dépourvue. En tout cas, ceux qui feront fonctionner les nouvelles technologies de paiement devront gagner la confiance du public; dans le cas des banques, cette confiance a été sérieusement entamée par la crise financière.

Segendorf, de la Riksbank, déclare qu'à titre personnel il imagine très bien la Suède se passer totalement d'espèces un jour. Mais les chercheurs de la banque centrale qui ont étudié les modes de paiement des pays avancés rendent sans doute mieux compte du consensus actuel, en concluant : «il a été exagéré d'annoncer la mort de l'argent liquide» (Deutsche Bundesbank, 2014). **FD**

ALAN WHEATLEY est auteur et directeur de publication d'ouvrages économiques. Il a travaillé avec Reuters. Il dirigé la publication et participé à la rédaction de l'ouvrage *The Power of Currencies*.

Bibliographie :

Bagnall, John, and others. 2016. "Consumer Cash Usage: A Cross-Country Comparison with Payment Diary Survey Data." *International Journal of Central Banking* (December).

Deutsche Bundesbank. 2014. "The Usage, Costs, and Benefits of Cash—Revisited." *International Cash Conference Report*.

Fung, Ben, Kim P. Huynh, and Gerald Stuber. 2015. "The Use of Cash in Canada." *Bank of Canada Review* (Spring).

National Forum on the Payment System (NFPS). 2016. *2015 Annual Report*. Amsterdam: De Nederlandsche Bank.

Skingsley, Cecilia. 2016. "Should the Riksbank Issue ekröna?" Speech at Fintech Stockholm, November 16.

INVESTISSEMENT AU RALENTI

L'investissement est en berne depuis 2010 dans les pays émergents et en développement

M. Ayhan Kose, Franziska Ohnsorge et Lei Sandy Ye

La croissance de l'investissement dans les pays émergents et en développement a considérablement ralenti depuis la crise financière mondiale : de 10 % par an en 2010, elle est passée à moins de 3,5 % en 2016. Si nous avons pu assister récemment à quelques signes d'amélioration, l'investissement public et privé de ces trois dernières années reste non seulement nettement en deçà de son taux moyen d'avant la crise, mais également en deçà de sa moyenne à long terme.

En outre, cette faiblesse de l'investissement est généralisée. En effet, en 2016, sa croissance était nettement en deçà de sa moyenne à long terme dans plus de 60 % des pays émergents et en développement. C'est un record, en nombre de pays, sur ces vingt-cinq dernières années, si l'on exclut la récession mondiale de 2009 (graphique 1). Cette faiblesse, visible dans les investissements tant privés que publics, perdure malgré d'importants besoins non satisfaits.

Ce ralentissement est particulièrement prononcé dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et les exportateurs de produits de base. Entre 2010 et 2016, la croissance de l'investissement a plongé d'environ 13 % à 4 % dans les BRICS et d'environ 7 % à 0,1 % dans les pays émergents et en développement non BRICS exportateurs de produits de base. Sur cette période, la Chine compte pour environ un tiers du ralentissement de la croissance de l'investissement dans ces économies, le Brésil et la Russie un autre tiers. Ce

ralentissement durable de la croissance de l'investissement dans les pays émergents et en développement présente un net contraste avec la reprise partielle dont bénéficient actuellement les pays avancés, mis à mal lors de la crise financière mondiale. La croissance de l'investissement dans les pays avancés s'est élevée en moyenne à 2,1 % pendant la période 2010–15. En 2014, elle était revenue à son taux moyen à long terme, juste en dessous de son niveau d'avant la crise.

Pourquoi ce ralentissement ?

Le ralentissement de l'investissement reflète un certain nombre de facteurs qui viennent contrebalancer des conditions financières exceptionnellement favorables : des taux d'emprunt qui n'ont jamais été aussi bas, un marché financier disposant de vastes liquidités et, dans certains pays, une augmentation du crédit privé national accordé au secteur privé non financier. Toutefois, diverses turbulences ont atténué les effets positifs de ces coûts financiers historiquement bas jusqu'à fin 2016, notamment une activité économique décevante et des perspectives de croissance réduites, ainsi qu'un net déclin du prix des exportations vis-à-vis du prix des importations (c'est-à-dire une aggravation des termes de l'échange) pour les exportateurs de produits de base, le ralentissement et la volatilité des flux de capitaux, l'accumulation rapide de la dette privée et des épisodes d'incertitude politique dans de grandes économies en difficulté.



Pour expliquer la croissance de l'investissement, nous avons étudié l'importance relative de ces facteurs intérieurs et extérieurs.

Facteurs défavorables à moyen terme : À la différence des pays avancés, dans l'ensemble des pays émergents ou en développement, le ralentissement de la croissance de la production n'explique qu'une petite part du ralentissement.

Les chocs des termes de l'échange ont été plus importants pour les exportateurs de pétrole. Les importateurs de produits de base ont davantage été affectés par le ralentissement des flux entrants de l'investissement direct étranger (dans lequel les étrangers ont un rôle de propriétaires) et par le fardeau de la dette privée et le risque politique qui touchent de nombreux pays émergents et en développement. Pour les exportateurs de pétrole, le choc des termes de l'échange provoqué par la baisse des cours du pétrole, qui a débuté en 2014, est responsable d'environ la moitié du ralentissement de la croissance de l'investissement. Chez l'importateur de produits de base moyen, la moitié du ralentissement de la croissance de l'investissement est imputable au ralentissement des flux entrants de l'investissement direct étranger.

Les ratios dette du secteur privé/PIB ont indûment affecté les investissements. Certes, il existe une plus grande disponibilité des services financiers (expansion des circuits financiers) utiles à l'investissement, mais cet atout est de plus en plus compensé par les effets négatifs du surendettement. La baisse de la dette de plusieurs pays émergents et en développement importateurs de produits de base, après la crise, a permis de lever certains obstacles à la croissance de l'investissement. En revanche, dans plusieurs pays exportateurs de produits de base non énergétiques, le niveau élevé de la dette privée a paralysé l'investissement. L'augmentation du risque politique compte pour environ un dixième du

ralentissement de la croissance de l'investissement dans les pays émergents et en développement depuis 2011.

Un haut niveau d'incertitude : Deux formes d'incertitudes, l'une mondiale et l'autre spécifique à chaque pays, pèsent lourdement sur l'investissement : l'incertitude du marché financier et l'incertitude en matière de politique macroéconomique. La politique nationale limite la croissance de l'investissement au niveau local. Dans l'Union européenne (particulièrement dans les pays émergents et en développement d'Europe), ce sont l'incertitude du

Tout ralentissement de la croissance compromet aussi les objectifs mondiaux de réduction de la pauvreté.

marché financier mondial et l'incertitude politique qui ont davantage pesé sur l'investissement.

L'incertitude des marchés mondiaux, mesurée par l'indice VIX (qui s'intéresse à la volatilité des 500 titres de l'indice américain Standard & Poor's), est une variable essentielle pour évaluer l'investissement dans les pays émergents et en développement, particulièrement en cas d'augmentation soutenue de l'indice. Par exemple, une augmentation de 10 % du VIX peut peser considérablement sur la croissance de l'investissement (d'environ 0,6 point en un an) dans ces pays.

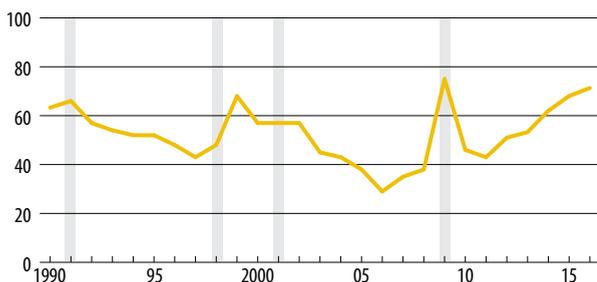
Les épisodes d'incertitude politique dans l'Union européenne, particulièrement pendant la crise de l'euro de 2010–12, ont également affecté les partenaires économiques proches. Ainsi, le degré d'incertitude politique a considérablement augmenté pendant la période de quatre mois qui s'est terminée en septembre 2011 (au plus fort

Graphique 1

En deçà de la moyenne

La croissance de l'investissement dans les pays émergents et en développement a été morose au cours des trois dernières années.

(part des pays émergents et en développement dont la croissance de l'investissement se situe en deçà de la moyenne à long terme, en pourcentage)



Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*; FMI; Haver Analytics; Oxford Economics.

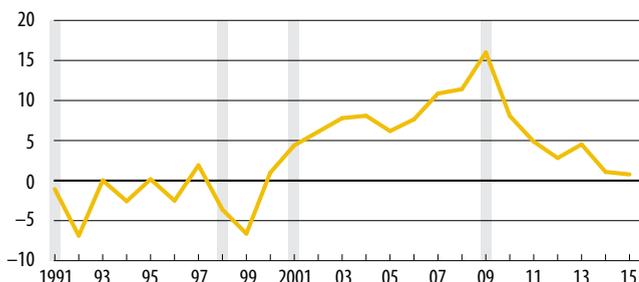
Note : Les moyennes à long terme sont spécifiques aux pays et font référence à 1990–2008. Les données de 2016 sont des estimations. Les zones grisées correspondent aux récessions et aux phases de ralentissement économique.

Graphique 2

L'écart se réduit

Entre 2009 et 2015, la croissance de l'investissement par habitant dans les pays émergents a cessé de dominer largement celle des pays avancés.

(différence entre croissance de l'investissement par habitant dans les pays émergents et en développement et celle dans les pays avancés, en points de pourcentage)



Source : Banque mondiale.

Note : moyennes pondérées de la différence entre les taux de croissance réelle de l'investissement dans les pays émergents et en développement et dans les pays avancés. Les zones grisées correspondent aux récessions et aux phases de ralentissement économique.

de la crise de la zone euro). Une hausse aussi rapide de l'incertitude a probablement contribué à faire baisser l'investissement, notamment dans les pays émergents et en développement d'Europe et d'Asie centrale. Outre ces contagions transfrontalières, les incertitudes nationales ont encore accentué la faiblesse de l'investissement dans les grands pays émergents et en développement.

Contagion des grandes économies : Au cours des sept dernières années, une croissance faible aux États-Unis et dans la zone euro a déçu les attentes à maintes reprises. En raison de la dimension et du degré d'intégration économique et financière de ces pays avec le reste du monde, le moindre ralentissement de leur croissance pénalise

largement les perspectives de croissance des pays émergents et en développement.

Ainsi, la croissance morose de la production aux États-Unis et dans la zone euro atteint également la croissance de l'investissement dans les pays émergents et en développement. Une baisse de 1 point de la croissance de la production des États-Unis s'est traduite, un an plus tard, par une baisse de 0,8 point de la croissance moyenne de la production dans les pays émergents et en développement. Le même repli pour la croissance de la production de la zone euro a entraîné une baisse de 1,3 point dans ces pays. Quant à la croissance de l'investissement dans les pays émergents et en développement, elle a diminué deux fois plus (2,1 points) que la croissance de la production.

Les changements survenus en Chine, à savoir le ralentissement provoqué par les mesures de politique et le rééquilibrage de l'investissement vers la consommation, ont également fragilisé la croissance de la production des pays émergents et en développement. La Chine étant désormais le premier partenaire commercial de nombreux pays émergents et en développement, le ralentissement de la croissance de sa production et de ses investissements a pesé sur leur croissance.

Par exemple, une baisse de la croissance de la production chinoise de 1 point s'est traduite un an plus tard par une baisse d'environ 0,5 point de la croissance de la production dans d'autres pays émergents et en développement importateurs de produits de base et par une baisse de 1 point de la croissance de la production dans les pays émergents et en développement exportateurs de produits de base. En Chine, une grande partie des investissements étant gourmands en ressources naturelles, le rééquilibrage de l'économie a particulièrement pénalisé les pays émergents et en développement exportateurs de produits de base.

Effet sur les perspectives de croissance

Le ralentissement de la croissance de l'investissement, qui se situait à un niveau record avant la crise, pourrait avoir des implications durables sur la croissance à long terme. En effet, une période prolongée de faible croissance de l'investissement, parce qu'elle ralentit le taux d'accumulation de capital, peut peser sur la croissance de la production potentielle des pays émergents et en développement, et ce pendant des années. En 2009, la différence entre la croissance de l'investissement par habitant dans les pays émergents et en développement et celle des pays avancés était d'environ 15 points. En 2015, elle était proche de zéro, à son plus bas niveau depuis le début des années 2000 (graphique 2). La croissance étant l'un des meilleurs moyens de réduire la pauvreté, tout ralentissement compromet aussi les objectifs mondiaux de réduction de la pauvreté.

Une croissance limitée de l'investissement a pour effet de ralentir l'accumulation des capitaux, mais elle entraîne également un ralentissement de la croissance de la productivité totale des facteurs (la part de la croissance économique qui ne peut pas être expliquée par des augmentations des

facteurs travail et capital, et qui reflète les changements technologiques et de productivité). En effet, l'investissement est souvent essentiel à l'adoption de technologies nouvelles capables d'améliorer la productivité. Le ralentissement de la productivité a été plus prononcé chez les pays émergents et en développement exportateurs de produits de base et dans les pays où la croissance de l'investissement est la plus basse. Une croissance moins forte de la productivité totale des facteurs pèse également sur la croissance de la productivité du travail (production par heure travaillée), le moteur essentiel de la croissance réelle (après inflation) des salaires et des revenus des ménages à long terme.

Encourager l'investissement

Dans de nombreux pays émergents et en développement, les besoins en investissement ne sont pas satisfaits (Kose, Ayhan, *et al.*, 2017). Un certain nombre de ces pays sont peu équipés pour faire face à l'urbanisation galopante et à des besoins en main-d'œuvre en évolution permanente. L'investissement est également nécessaire pour faciliter la transition d'une croissance basée sur les ressources naturelles (chez les exportateurs de produits de base) ou sur des secteurs non concernés par les échanges commerciaux internationaux (chez certains importateurs de produits de base) vers des sources de croissance plus durables.

Les responsables politiques ont la possibilité d'encourager l'investissement de façon directe (via l'investissement public) ou indirecte, en attirant des investissements directs privés, y compris étrangers, et en prenant des mesures visant à améliorer les perspectives de croissance et le climat des affaires. En agissant directement, notamment par des investissements publics plus importants dans les infrastructures et le capital humain, ils peuvent contribuer à améliorer la demande à court terme, à augmenter la production potentielle à long terme et à consolider l'environnement régissant l'investisse-

Dans de nombreux pays émergents et en développement, les besoins en investissement ne sont pas satisfaits.

ment privé et les échanges commerciaux. L'investissement public peut également contribuer à limiter les écarts de revenus, conformément aux objectifs de développement durable des Nations Unies et, dans les conditions adéquates, à stimuler l'investissement privé (graphique 3).

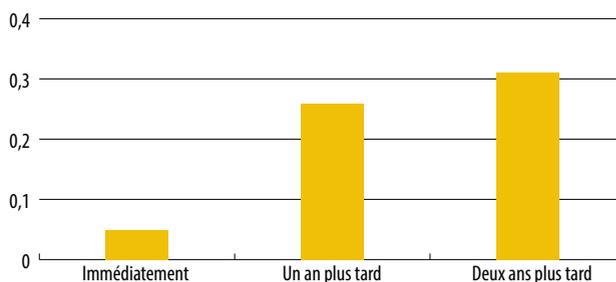
Indirectement, les politiques macroéconomiques peuvent encourager l'investissement productif, par exemple en assurant une certaine stabilité macroéconomique et en améliorant les perspectives de croissance à court et à long terme. Une utilisation plus efficace des politiques budgétaires et monétaires visant à contrer le ralentissement ou le déclin de la croissance peut également favoriser indirectement l'investissement privé en renforçant la croissance de

Graphique 3

Amorcer la pompe

L'investissement public peut stimuler l'investissement privé.

(augmentation de l'investissement privé après une hausse de 1 % de l'investissement public, variation par rapport aux valeurs de référence, points de pourcentage)



Sources : Banque mondiale, Policy Research Working Paper 7990, Washington; FMI; Kose, Ayhan, *et al.*, 2017, «Weakness in Investment Growth: Causes, Implications, and Policy Responses»; sources nationales.

Note : Les réponses cumulées de l'investissement privé suite à un choc positif de l'investissement public se basent sur un échantillon de huit pays émergents et en développement du premier trimestre 1998 au deuxième trimestre 2016. Les barres représentent les valeurs médianes.

la production, en particulier dans les pays émergents et en développement exportateurs de produits de base. Toutefois, ces politiques peuvent s'avérer peu efficaces si les gouvernements manquent de ressources pour accroître les dépenses ou réduire les impôts, ou si la croissance de la production reste faible parce qu'il faut s'adapter à une baisse continue des revenus issus des exportations de produits de base.

Pour dynamiser la croissance de l'investissement de manière durable, ces politiques doivent être sous-tendues par des réformes structurelles encourageant l'investissement privé national et l'investissement direct étranger. Ces réformes peuvent porter sur un grand nombre de domaines. Par exemple, le fait de limiter les barrières régissant l'entrée des entreprises et de réduire leurs frais d'installation se traduit par une augmentation des bénéfices des entreprises existantes, tandis que l'investissement national peut bénéficier de l'investissement étranger direct. Les réformes visant à réduire les barrières commerciales favorisent l'investissement direct étranger et l'investissement global. La gouvernance d'entreprise et les réformes du secteur financier améliorent la répartition des capitaux entre entreprises et secteurs. Des droits de propriété plus solides encouragent l'investissement dans les entreprises et l'immobilier. Des politiques de ce type doivent idéalement s'accompagner d'efforts visant à favoriser la transparence, comme la mise en place de méthodes de d'information financière plus efficaces. **FD**

M. AYHAN KOSE est Directeur, **FRANZISKA L. OHNSORGE** est économiste en chef et **LEI SANDY YE** est économiste du Groupe perspectives de la Vice-présidence de l'économie du développement de la Banque mondiale.

Bibliographie :

Kose, Ayhan, and others. 2017. "Weakness in Investment Growth: Causes, Implications, and Policy Responses." Policy Research Working Paper 7990, World Bank. Washington, DC.



QUAND L'ARGENT NE PEUT PLUS VOYAGER

Les relations de correspondants bancaires, qui facilitent le commerce et l'activité économique, sont mises sous pression dans certains pays

Andreas Adriano

L'Angola, troisième économie d'Afrique, ne peut fonctionner sans importations. Le pays, très gros exportateur de pétrole, de diamants et de minerai de fer, importe produits alimentaires, médicaments, matériaux de construction, biens d'équipement, véhicules et pièces détachées. De nombreux secteurs dépendants des importations, comme le BTP, sont paralysés parce que les importateurs ont du mal à payer leurs fournisseurs internationaux. Pourquoi? Parce que l'Angola fait les frais d'une réduction des risques, un problème complexe aux multiples aspects qui affecte principalement, mais pas seulement, les petites économies en développement qui se retrouvent déconnectées du réseau financier mondial.

Imaginons ce qui se passerait si des compagnies aériennes internationales comme Air France, American,

Lufthansa ou United cessaient brusquement de desservir un pays dépourvu de transporteur aérien national et qui dépend d'elles comme lien avec le reste du monde. La population et l'économie de ce pays en pâtiraient : les compagnies continuant de desservir le pays relèveraient leurs tarifs, augmentant ainsi les prix des importations et des exportations, mais aussi des voyages. Une diminution du nombre de vols directs et une hausse des prix décourageraient le tourisme.

L'argent voyage autour du monde à peu près de la même manière que les êtres humains et transite parfois par les mêmes aéroports. Une personne allant de Luanda (Angola) à San José (Costa Rica), pourrait ainsi s'envoler vers l'Europe, puis passer par un aéroport aux États-Unis avant d'atterrir à San José (ou à São Paulo, puis à Panama et enfin à San José). Un virement bancaire

entre deux pays saute lui aussi d'un pays à l'autre et peut effectuer de multiples correspondances au sein des réseaux des grandes banques internationales que sont Bank of America, Merrill Lynch, Citibank, Deutsche Bank, Standard Chartered ou tant d'autres.

L'atténuation du risque se manifeste lorsque les banques internationales cessent de proposer des services de paiements transfrontaliers (virements, règlements par carte bancaire ou même monnaies étrangères fortes) aux banques locales d'un pays donné. Dans le milieu des systèmes de paiement, de tels services s'appellent «relations avec des correspondants bancaires». Sans elles, la banque (et donc ses clients, c'est-à-dire des ménages et des entreprises du pays concerné) n'a plus accès au réseau financier mondial.

Si l'argent ne peut plus voyager, on en devine aisément les conséquences pour un pays en développement dans une économie mondiale fortement intégrée. Il suffit d'imaginer un pays fortement dépendant du tourisme dont les hôtels se retrouvent tout à coup dans l'impossibilité d'accepter les cartes de paiement de leurs clients ou dont les compagnies aériennes ne peuvent plus acheter de kérosène. Ce risque n'a aujourd'hui plus rien d'in vraisemblable dans de nombreux pays des Caraïbes.

Selon une enquête récente de l'Association des banques des Caraïbes, 21 banques sur 23 dans 12 pays ont perdu au moins une relation de correspondant bancaire. Huit d'entre elles fonctionnaient avec un seul prestataire. La plupart peuvent trouver d'autres arrangements. Des pays d'Afrique, d'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et de certaines îles du Pacifique ont perdu aussi certaines relations de correspondants, tout comme la banque centrale du Belize. En Angola, une pénurie de dollars américains a paralysé les échanges commerciaux. Même de grandes économies émergentes comme les Philippines ou le Mexique ont été touchées. Une enquête auprès des pays arabes montre que 39 % des 216 banques ont connu une perte considérable de relations de correspondants bancaires.

Motivations

La loi exige des banques qu'elles s'efforcent d'empêcher que des paiements transfrontaliers apparemment inoffensifs ne servent d'écran au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme, à l'évasion fiscale ou à la corruption. Dans la plupart des pays, et en particulier aux États-Unis, la réglementation et la mise en application de ces dispositions sont beaucoup plus rigoureuses, tout comme la mise en œuvre des sanctions économiques et commerciales. Les banques doivent «connaître leur client». La structure de conformité

requis peut se révéler tellement coûteuse que le service à grande échelle et à faible marge des correspondants bancaires cesse d'être rentable.

Vous rappelez-vous des jours après le 11 septembre, lorsque même les bébés étaient fouillés dans les aéroports? Ou, comment, depuis l'épisode «shoe bomber», le fait d'ôter ses souliers est devenu une pratique courante dans les aéroports américains? C'est plus ou moins pareil pour les paiements internationaux. Les banques sont responsables de toutes les opérations internationales qui passent par leurs réseaux; elles doivent «fouiller» celles qui impliquent des pays risqués et évidemment stopper celles qui sont «interdites de vol». Les risques de réputation sont importants, et les amendes peuvent atteindre des milliards de dollars. Comme l'explique à *F&D* un spécialiste de la lutte contre le blanchiment d'une banque américaine internationale, «les pénalités et les dommages de réputation encourus sont parfois terribles». Toutes ces circonstances «créent un environnement toxique dans le secteur de la finance».

Pour les banques, ce n'est qu'une analyse risque-bénéfices pour l'un de leurs multiples métiers. Mais pour le petit exportateur de fleurs d'un pays africain

On devine aisément les conséquences pour un pays en développement dans une économie mondiale fortement intégrée.

sans accès à la mer, ce facteur lui permettra de travailler — ou non. Les transferts de fonds constituent une autre victime évidente. Déjà coûteux pour les plus pauvres, ils pourraient devenir encore plus chers si le nombre de prestataires diminue. Et, dans ce cas, le mouvement ne va pas simplement des banques internationales vers les petits établissements : Republic Bank, l'une des plus grandes banques des Caraïbes, a décidé de cesser son activité de transfert de fonds et clôturé les comptes de grands acteurs mondiaux comme Western Union ou MoneyGram. «Ces sociétés étant les plus prisées par la diaspora barbadienne au Canada et aux États-Unis, cette décision a sans doute affecté de nombreuses personnes», explique à *F&D* le Directeur général de la filiale barbadienne, Ian de Souza.

D'après la base de données de la Banque mondiale sur les tarifs des transferts de fonds dans le monde, envoyer 200 dollars en Jamaïque suppose des commissions moyennes de 7,4 % depuis les États-Unis et de 10,1 %

depuis le Canada. Envoyer la même somme d'Afrique du Sud en Angola coûtera jusqu'à 20 % du montant. La Banque mondiale estime que, si le coût des transferts de fonds reculait de 5 points de pourcentage en général, leurs destinataires des pays émergents toucheraient 16 milliards de dollars en plus chaque année.

Selon une étude récente du FMI, les paiements transfrontières sont restés stables jusqu'à présent, et l'activité économique n'a guère souffert. Cependant, dans un nombre limité de pays, la fragilité financière a été accentuée parce que leurs flux transfrontaliers sont concentrés sur un nombre restreint de relations de correspondants bancaires ou sont maintenus à l'aide d'autres arrangements. Cette fragilité pourrait compromettre la croissance à long terme des pays touchés de même que leurs perspectives en matière d'inclusion financière en accroissant le coût des services financiers et en pesant sur les notations des banques.

Belize Bank, la plus grande banque du pays, avait eu Bank of America comme unique correspondante pendant 35 ans. En 2014, celle-ci a mis fin à cette relation avec un préavis de 60 jours. «Ils ne nous ont jamais donné de raison précise, disant juste que travailler avec nous ne s'inscrivait plus dans leur stratégie», explique à *F&D* Filippo Alario, Directeur général adjoint et Directeur du risque de l'établissement.

Pour Alario, la plupart des banques internationales «ne sont plus intéressées par le Belize» et, pour continuer à fonctionner, sa banque a dû «faire preuve de créativité et mobiliser très activement son réseau». Aujourd'hui, elle travaille avec de petites banques dans d'autres pays, parfois plus petits que le Belize, et compte plusieurs prestataires pour différents services. «Nous nous débrouillons, mais sans solution solide de long terme.» Selon Alario, le problème a touché l'économie tout entière — même les camps d'entraînement américains et britanniques ont des difficultés à recevoir des fonds.

Pour Bank of America, c'est avant tout une affaire de taille, comme l'explique à *F&D* Stephanie Wolf, sa responsable des institutions bancaires internationales et du secteur bancaire. Sans citer d'exemple précis, elle indique que l'approche de la surveillance globale du risque de sa banque pour les différents produits et territoires l'a incitée à privilégier les clients au plus fort potentiel de croissance. «Tous les clients ne nous conviennent pas nécessairement.» La pratique des correspondants bancaires reste une des activités phares de l'offre de services aux professionnels, «très intéressante en termes de revenus comme de diversité du portefeuille». Celui-ci compte dorénavant de nouveaux clients et, comme le précise Wolf, la banque apporte même des financements en

monnaies fortes dans de nombreux pays, un des aspects les plus risqués de cette activité.

La combinaison de réglementations financières souvent peu claires ou contradictoires, d'efforts accrus pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de respect insuffisant des règles de la part des banques correspondantes et de pays ayant un environnement risqué fait de l'atténuation du risque un problème complexe. Les banques comptent de nombreux critères d'évaluation des risques des transactions financières, et la réputation joue un très grand rôle. Ainsi, un client colombien sera considéré par principe comme plus risqué qu'un client chilien à cause des cartels de drogue qui ont marqué l'histoire colombienne, explique un expert de la lutte anti-blanchiment installé aux États-Unis.

Certaines activités, comme les casinos, sont également plus risquées que d'autres. «Une activité qui recourt fortement au numéraire sera jugée plus risquée qu'une autre qui utiliserait davantage les paiements électroniques. Les contrats avec les pouvoirs publics sont plus risqués que ceux passés avec le secteur privé. Un politicien est plus risqué qu'un avocat, lequel est plus risqué qu'un dirigeant d'entreprise», poursuit notre expert. Les personnes «politiquement exposées» déclenchent un signal d'alerte : les ministres, députés et dirigeants d'entreprises publiques font l'objet de contrôles plus fréquents et plus poussés.

La plupart des pays se targuent d'une législation totalement conforme aux recommandations du Groupe d'action financière, l'organe intergouvernemental qui fixe et fait appliquer les normes et pratiques de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Mais un certain nombre de pays ne respecte que partiellement la législation. Le problème réside souvent dans une application insuffisante et dans des textes de loi trop laxistes, parfois en raison du contexte politique. Si trop de politiques et leurs familles ont des intérêts commerciaux, ils n'ont rien à gagner à voter des lois locales visant les personnes politiquement exposées. Il est donc plus difficile pour une banque étrangère de bien vérifier une opération, ce qui pourrait l'exposer à une action de la part de l'autorité de réglementation. Pour certains, la pression internationale constitue le seul moyen de contraindre au changement dans de telles situations.

Trouver d'autres itinéraires

Que doit faire une banque exclue? Telle qu'un voyageur obstiné, elle va chercher d'autres vols et d'autres itinéraires. Dans les pays les plus touchés, les banques ont imaginé des moyens de continuer de fonctionner, le plus souvent en logeant leurs opérations au sein d'un établissement qui entretient toujours des relations de

Il est crucial d'améliorer constamment les normes de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme pour offrir le niveau de confiance requis par les banques correspondantes.

banques correspondantes. L'Angola fait passer davantage de transactions par l'Afrique du Sud et le Portugal, et les banques du Belize recourent même à des prestataires turcs. La diversification des devises, si l'une d'elles vient à manquer, est une autre solution.

Cependant, les experts avertissent que cela ne durera pas longtemps. Un établissement international interrogera sans doute une banque portugaise sur les opérations angolaises qui apparaissent dans ses transactions nationales, et il n'est pas impossible que cette banque portugaise finisse par perdre ses propres comptes de correspondant bancaire dans cette affaire.

Surtout, la recherche de solutions de court terme pourrait inciter les entreprises et les banques à recourir à des montages tortueux et à des prestataires peu recommandables pour continuer de fonctionner. Cela pourrait avoir comme conséquence inattendue d'orienter les paiements vers des moyens informels.

Pour résoudre durablement le problème de l'atténuation du risque, il convient d'agir sur de nombreux fronts, à l'aide de différents décideurs nationaux et d'organisations internationales, mais aussi du secteur privé. Globalement, il est essentiel de renforcer les capacités de gestion des risques et de communiquer les progrès accomplis pour obtenir la confiance des banques internationales. Si des capacités ne peuvent être établies au niveau individuel, il peut être nécessaire de consolider les transactions et de mettre fin à certaines activités comportant un risque élevé pour faire face aux craintes des banques correspondantes relatives à la gestion des risques. On constate déjà quelques progrès. Faire prendre conscience de la complexité et du sérieux du problème était une première étape, et pas des moindres. Alario, de Belize Bank, se rappelle que, lorsque son établissement a soulevé pour la première fois la question devant les autorités américaines et les institutions internationales, il a été «blâmé de toutes parts».

Des opérations de pression et des actions conjointes de certains pays, couplées à davantage d'études sur le sujet par les organisations internationales, ont permis des améliorations notables. Il est crucial de clarifier les attentes des différents organes de réglementation. Les directives publiées en août dernier par le Trésor américain en vue d'harmoniser les nombreuses instances de

réglementation publiques des États-Unis constituent, de l'avis général, une étape importante. Elles établissent clairement qu'on ne s'attend pas à une tolérance zéro et que de nombreuses amendes ont été infligées dans des cas d'abus délibérés.

Parmi les mesures proposées pour résoudre ce problème figure une baisse des coûts de conformité dans tout le secteur (la technologie peut aider les banques à mieux connaître leurs clients et offre d'autres modes de transfert de fonds). Il est crucial d'améliorer constamment les normes de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme pour offrir le niveau de confiance requis par les banques correspondantes.

Les banques sont intervenues aussi. Standard Chartered, établissement britannique très présent en Asie, a lancé un programme de formation des banques correspondantes en vue d'aider les clients, les banques locales et les clients des clients à respecter les règles de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Ce programme fonctionne dans 23 pays.

Le Mexique, pays émergent majeur, affecté lui aussi par la perte des relations de banques correspondantes, a réagi sur plusieurs fronts. Dans la plupart des pays, les lois de protection de la vie privée interdisent aux filiales de la même banque internationale d'échanger des informations sur les profils de risque des clients. Le Mexique a donc adapté sa législation pour faciliter cet échange d'informations transfrontalier. Il a également mis en place un système de paiement local en dollars américains et se sert du réseau de banques correspondantes de sa banque centrale pour faciliter les virements.

Dans le transport aérien, une sécurité renforcée suppose souvent de petits sacrifices individuels en échange d'une plus grande sécurité pour tous. On peut faire valoir de même que, en sévissant contre le crime financier, le durcissement de la réglementation mondiale œuvre aussi pour le bien public. Malheureusement, des gens et des entreprises honnêtes en pâtissent aussi. Des fonds irréprochables se sont retrouvés cloués au sol, comme tel fut le cas récemment de gens honorables, et cela ne devrait pas arriver. **FD**

ANDREAS ADRIANO est chargé de communication principal au Département de la communication du FMI.

ACCÉLÉRER LES RÉFORMES

Les réformes des subventions à l'énergie sont difficiles, mais avancent dans de nombreux pays

LES SUBVENTIONS ÉNERGÉTIQUES sont des mesures visant à abaisser les coûts de la consommation d'énergie. En 2015, elles s'élevaient à 6,5 % du PIB mondial, soit environ 5.300 milliards de dollars. Bien qu'elles aient de nombreux effets négatifs sur le plan de l'économie et de l'environnement et bénéficient principalement aux ménages les plus riches, leur réduction ou leur suppression se révèlent compliquées. Depuis quelques années, cependant, certains facteurs pourraient avoir fait pencher la balance en faveur des réformes : morosité de la croissance dans le sillage de la crise financière mondiale, prix de l'énergie en baisse après la forte chute observée à la mi-2014 et engagements à réduire les émissions de gaz à effet de serre signés par 190 pays (accord de Paris de décembre 2015).

En réalité, 32 pays au moins se sont activement employés à réformer leurs subventions depuis la mi-2014. Il s'agit pour plus de la moitié d'exportateurs de pétrole contraints de composer avec la baisse de leurs revenus pétroliers. La plupart d'entre eux affichaient des déficits budgétaires très supérieurs à ceux des importateurs de pétrole. Les préoccupations environnementales ont

été l'un des autres facteurs déclenchants dans certains pays, qui ont introduit une taxe carbone, relevé les prix de la taxe s'ajoutant aux systèmes existants ou annoncé la création de leurs propres systèmes d'échange d'émissions. Et les réformes récentes, nourries des expériences passées, devraient être plus efficaces.

D'après les chercheurs du FMI, six ingrédients sont indispensables pour la réussite d'une réforme des subventions à l'énergie, et bien des réformes entreprises récemment en ont tenu compte : un plan détaillé fixant des objectifs à long terme clairs, une communication transparente avec les parties prenantes, des hausses de prix progressives, des entreprises publiques plus rentables, des mesures de protection des plus pauvres et des mécanismes de tarification échappant à toute considération politique.

Qui plus est, les réformes des subventions énergétiques inspirées par une vision à long terme (prise en compte des problèmes environnementaux, réduction de la dépendance au pétrole, etc.) ont des chances d'être plus durables que les réformes court-termistes lancées entre autres pour réduire les déficits budgétaires résultant de la baisse des recettes pétrolières. **FD**

Pourquoi est-il si important de réformer les subventions à l'énergie?



Des prix justes pourraient :

Réduire les émissions mondiales de carbone de

24 %

Réduire les décès liés à la pollution atmosphérique produite par les combustibles fossiles de

57 %

Accroître de **3,5 %** le PIB mondial : les pays pourraient réduire les taxes inefficaces ou augmenter les dépenses publiques prioritaires en faveur de la santé, de l'éducation, etc.

Atténuer les **inégalités de revenu**, sachant que les subventions bénéficient essentiellement aux riches

Quel est le bon moment?

Maintenant!

La forte chute des prix mondiaux de l'énergie observée depuis la mi-2014 est l'occasion pour les importateurs d'énergie de supprimer leurs subventions et elle accentue la pression sur les exportateurs, qui doivent aussi réformer les leurs.

Prendre le creux de la vague

La baisse des prix des combustibles ouvre la porte à la réforme des subventions.

(prix du baril en dollars)



De plus, les engagements à réduire les émissions de gaz à effet de serre pris en 2015 par plus de **190** pays renforcent la dynamique en faveur du changement.

Quels types de réformes sont mis en œuvre?



Relèvement des prix fixés par les pouvoirs publics (Angola, Égypte, Ukraine)

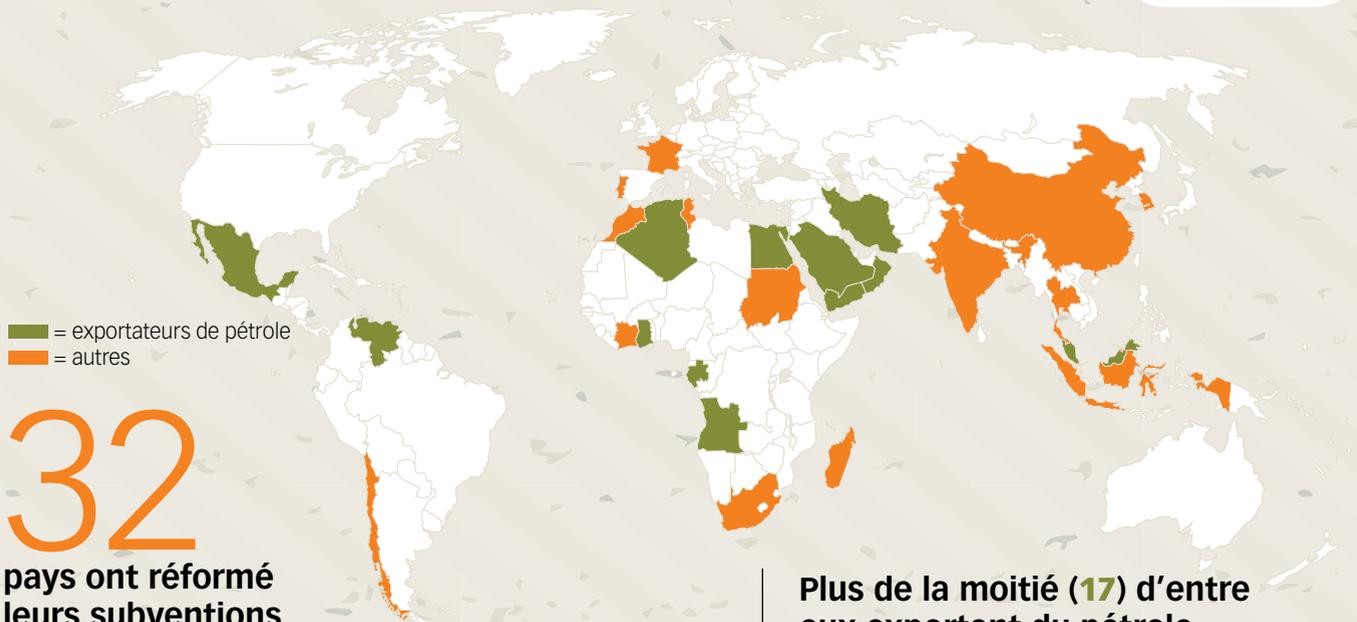


Libéralisation des prix de l'énergie ou introduction d'un mécanisme de tarification automatique (Émirats arabes unis, Inde, Madagascar)



Introduction d'un système d'échange d'émissions ou d'une taxe carbone ou relèvement des prix du carbone (Afrique du Sud, Mexique, Portugal)

Qui réforme?



■ = exportateurs de pétrole
■ = autres

32

pays ont réformé leurs subventions depuis la mi-2014 en relevant les prix de l'énergie :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, France, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maroc, Mexique, Oman, Portugal, Qatar, Soudan, Thaïlande, Tunisie, Venezuela et Yémen

Plus de la moitié (17) d'entre eux exportent du pétrole

Préparé par **MARIA JOVANOVIĆ**, à partir des travaux d'Amyra Asamoah, Emine Hanedar et Baoping Shang, tous du Département juridique du FMI. Pour plus de détails, voir imf.org/subsidies.

Mener des réformes durables et profondes n'est pas chose facile. Les avantages sont souvent visibles des années plus tard, tandis que les mesures d'austérité sont perceptibles immédiatement. Dans notre nouvelle série, «En première ligne», des décideurs racontent les défis liés à la mise en place de réformes axées sur la croissance, la productivité et la création d'emploi.



PHOTO : PETER ANDREWS/REUTERS/NEWS.COM

Une fenêtre d'opportunité

Leszek Balcerowicz explique la nécessité d'agir rapidement quand la population est réceptive au changement

ARCHITECTE DE LA TRANSITION de la Pologne vers une économie de marché, Leszek Balcerowicz a commencé à réfléchir dès les années 70 au moyen de réformer son pays, qui fonctionnait alors selon des principes soviétiques. Il devient ensuite conseiller de la fédération de syndicats Solidarność. En 1989, il est nommé ministre des Finances et Premier ministre adjoint pendant deux ans, sous Tadeusz Mazowiecki, à la tête du premier gouvernement non communiste d'Europe de l'Est depuis la Deuxième Guerre mondiale. Balcerowicz occupe à nouveau ces fonctions de 1997 à 2000, avant de devenir Président de la banque centrale de 2001 à 2007. Il est titulaire d'un doctorat d'économie de l'École centrale de planification et de statistique de Varsovie (aujourd'hui l'École d'économie de Varsovie), où il enseigne toujours aujourd'hui.

Au cours de son interview avec Chris Wellisz, de *F&D*, Leszek Balcerowicz revient sur son baptême du feu en tant que ministre des Finances. Il évoque les obstacles considérables qu'il a surmontés en exploitant une fenêtre historique qu'il qualifie de «politique extraordinaire».

F&D : Dans les années 70, vous avez réuni une équipe d'économistes pour étudier différentes façons de réformer le système d'inspiration soviétique alors en place. Vous disiez que cette mission s'apparentait à un hobby, tant les chances de voir aboutir ces réformes étaient minces. Puis la loi martiale a été imposée en décembre 1981. Que s'est-il passé ensuite?

LB : Après l'introduction de la loi martiale, il n'y avait plus aucun espoir de mettre en place des réformes majeures. Nous avons continué à travailler, cette fois sans aucune restriction. Nous avons étudié la privatisation, le libéralisme, les réformes fiscales... Sans penser que cela serait utile de notre vivant.

F&D : C'est alors qu'a été organisée la fameuse table ronde entre Solidarność et le gouvernement communiste. Puis il y a eu les élections et la formation du gouvernement de Tadeusz Mazowiecki. Vous avez dit que vous pourriez accepter le poste, seulement sous certaines conditions. Lesquelles?

LB : Premièrement, que la réforme économique soit massive, rapide et radicale. Deuxièmement, que je puisse entrer au gouvernement avec ma propre équipe. Troisièmement, que je puisse présider, en tant que Premier ministre adjoint, le comité économique du Conseil des ministres, qui ferait office de dispositif de coordination de tous les ministères économiques. J'ai accepté par ailleurs le poste de ministre des Finances. Enfin, quatrièmement, que j'aie mon mot à dire sur les nominations des responsables de portefeuilles économiques.

F&D : Quelle était votre évaluation de la situation économique?

LB : [Elle] était catastrophique : production en chute libre, hyperinflation, dette étrangère abyssale... Et j'ai pris conscience, seulement après ma prise de fonctions, que la situation était encore pire. Car nous avions, en plus, des dettes publiques cachées.

F&D : Comment avez-vous choisi votre stratégie?

LB : Pour commencer, nous savions que quand un pays est frappé par l'hyperinflation, il faut agir très rapidement pour limiter le recours à la planche à billets. Deuxièmement, nous avons constaté, après avoir étudié les réformes dans divers pays, mais surtout dans des régimes socialistes, qu'il fallait frapper vite et fort. [Nous savions aussi] qu'il ne fallait pas mettre en place des changements progressifs, mais tous à la fois, dans le cadre d'un paquet de réformes.

F&D : Pourquoi était-ce si important?

LB : Après une percée inattendue comme cela a été le cas en Pologne en 1989, il existe, à mon sens, une période très brève de «politique extraordinaire». C'est une fenêtre d'opportunité, en quelque sorte, pendant laquelle la population est plus à même d'accepter des changements radicaux qu'en temps normal. Et la meilleure façon de tirer parti de ce cadeau de l'Histoire est d'avancer très vite sur tous les fronts. C'est ce que nous avons fait en Pologne. Une stabilisation très rapide et une libéralisation massive de l'économie, avec le démantèlement de la plupart des monopoles d'État.

F&D : Quel a été le défi le plus urgent, au moment de votre prise de fonctions?

LB : Le principal problème était de mettre fin à l'hyperinflation. Sur le plan technique, ce n'était pas compliqué : il fallait ralentir l'émission de monnaie. C'était surtout un défi sur le plan budgétaire. Au même moment, nous avons introduit la notion d'indépendance de la banque centrale.

F&D : Qu'en était-il de la devise? Elle n'était pas convertible à ce moment-là et le marché noir du dollar était florissant...

LB : L'une des plus grandes réformes que nous avons introduites a été l'unification du taux de change, avec l'introduction de la convertibilité de la devise. Cela a été une petite révolution, car les gens pouvaient désormais importer des biens. Cela a stimulé la concurrence de l'offre.

F&D : Comment avez-vous décidé du régime monétaire?

LB : Nous avons opté pour un taux de change fixe pendant une certaine durée, qui a été difficile à déterminer. Le FMI avait un argument, qui me semblait juste : la Pologne avait besoin d'un ancrage nominal pour mettre fin à l'hyperinflation. Et il était, bien entendu, très difficile de prévoir à quel niveau le zloty polonais serait stabilisé, à quel taux de change. Il a bien fallu prendre une décision.

F&D : C'étaient vos premiers pas en politique. Comment avez-vous vécu cette transition?

LB : Je ne suis pas entré en politique pour la politique elle-même. On m'a confié une mission, une mission d'importance historique. Par chance, nous n'avons pas eu besoin de faire beaucoup de communication publique et de travail de persuasion : nous avions la majorité parlementaire, avec le mouvement Solidarność. Si nous avions dû consacrer du temps à expliquer notre projet, nous aurions perdu un temps précieux. Sur le plan politique, c'était plutôt facile.

F&D : Un million de personnes ont perdu leur emploi. Étiez-vous inquiet du coût politique?

LB : C'est un mythe largement répandu. D'abord parce que les gens pensent tout de suite au coût social des réformes, alors qu'en fait, c'est souvent le fait de reporter les réformes qui entraîne des coûts sociaux importants. Deuxièmement, au sujet du chômage, il faut se souvenir qu'il y avait beaucoup de chômage caché dans les entreprises socialistes. Et du jour au lendemain, ces chômeurs étaient comptabilisés. Troisièmement, la loi sur les prestations chômage était trop laxiste.

F&D : Quelle a été la plus grande réussite de ces réformes?

LB : Cela faisait 300 ans que la Pologne était loin derrière l'Occident et le fossé ne faisait que se creuser, surtout depuis la Deuxième Guerre mondiale. C'est seulement grâce aux réformes du marché, après 1989, que nous avons commencé à rattraper notre retard. Nous étions alors à environ 30 % du revenu par habitant allemand et nous sommes passés à 60 %. Pour la première fois en 300 ans, la Pologne convergeait rapidement vers l'Occident.

F&D : Étiez-vous inquiet d'une éventuelle impopularité des réformes auprès des électeurs?

LB : Les deux premières années, il n'y a pas eu de manifestations majeures et peu de protestations politiques. Avec le temps, comme partout, des hommes politiques ont essayé de récupérer le mécontentement de la population face à ces réformes économiques qu'ils qualifiaient de «brutales» ou «inhumaines».

F&D : Est-ce qu'il y a quelque chose que vous avez eu l'impression de ne pas accomplir et que vous auriez aimé faire?

LB : Si j'avais trouvé les bons soutiens, j'aurais voulu réformer le système social, celui des retraites et de la santé.

F&D : Cette expérience est-elle pertinente aujourd'hui pour certains acteurs de la politique, dans d'autres pays?

LB : Il existe beaucoup d'économies quasi socialistes, dominées par un secteur d'État. Dans ces pays, la situation est comparable, dans une certaine mesure, à celle qui existait en Pologne et dans d'autres pays socialistes en 1989.

F&D : Quand vous revenez sur cette époque, quelles sont vos réflexions personnelles sur le rôle que vous avez joué?

LB : Je n'aurais jamais imaginé, même au début de l'année 1989, que la Pologne deviendrait un pays libre et que je jouerais un rôle dans cette transformation. Bien entendu, ça n'a pas toujours été facile, mais quand la réalité dépasse vos rêves les plus fous, il n'y a pas lieu de se plaindre. **FD**



Derrière les gros titres

La migration en provenance d'Afrique subsaharienne a de profonds effets, tant dans le pays d'origine que dans le pays d'accueil

Jesus Gonzalez-Garcia et Montfort Mlachila

Les migrations internationales font les gros titres depuis quelques années. L'afflux de réfugiés en Europe, principalement originaires du Moyen-Orient et d'Afrique, alimente l'actuelle « crise de réfugiés ». Son contrecoup se fait sentir dans de nombreux pays, y compris au sein de l'Afrique subsaharienne.

Proportionnellement à leur population, les pays en développement ont tendance à accueillir plus d'immigrés que les pays avancés. Les réfugiés font la une, mais la migration à long terme d'Afrique subsaharienne, qu'elle soit intrarégionale ou extrarégionale, a des effets considérables sur le continent africain.

En 2013, environ 20 millions d'Africains subsahariens (soit deux fois plus qu'en 1990), vivaient en dehors de leur

pays d'origine, dont 13 millions dans un autre pays subsaharien (graphique 1).

Au vu de l'explosion de la population en âge de travailler (celle qui généralement alimente la migration), la tendance se poursuivra encore pendant plusieurs décennies en Afrique subsaharienne. Dans la région, le taux de migration actuel de 2 % (le pourcentage de migrants dans la population) est en fait peu élevé par rapport à celui du reste du monde en développement, dont 3 % de la population vit à l'étranger. Mais dans l'ensemble, il emboîte le pas à la croissance démographique rapide de la population subsaharienne, passée de 480 millions à 900 millions d'habitants, environ, entre 1990 et 2015.

Où vont-ils ?

La migration subsaharienne est surtout de nature intrarégionale (graphique 2). En général, les migrants animés par des motifs économiques partent chercher un meilleur avenir dans des pays voisins plus riches.

Pourquoi sont-ils proportionnellement plus nombreux à choisir d'autres pays africains plutôt que des pays plus

riches en dehors du continent? L'une des raisons est purement économique : peu d'entre eux ont les moyens de s'offrir un billet d'avion pour les États-Unis ou l'Europe, alors qu'il est assez simple de sauter dans un bus ou dans un camion, d'autant que les frontières intra-africaines sont poreuses. Les affinités culturelles et linguistiques ont également leur importance dans ce choix.

Migration forcée

Depuis 1990, le nombre de réfugiés (personnes qui fuient la guerre et la persécution), a beaucoup baissé en Afrique, qu'il s'agisse de flux migratoires à l'intérieur ou à l'extérieur du continent. En 1990, environ la moitié des migrants étaient des réfugiés. En 2013, grâce à une baisse du nombre de conflits de grande ampleur, leur part n'était plus que de 10 % (graphique 3).

Cinq pays touchés par des conflits sont principalement à l'origine des flux intrarégionaux de réfugiés : la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud. Les réfugiés somaliens se sont installés au Kenya et en Éthiopie, les Soudanais migrent au Tchad et les Soudanais du Sud, souvent déplacés au sein de leur propre pays, ont dans l'ensemble migré en Ouganda. C'est en Afrique subsaharienne que l'on trouve les plus grands camps de réfugiés au monde, qui représentent pour les pays d'accueil des coûts considérables, estimés entre 1 % et 5 % du PIB.

La migration forcée, tout comme la migration pour raison économique, peut entraîner des tensions. Le coût d'accueil des réfugiés, ainsi que les problèmes sociaux causés par l'arrivée d'un grand nombre de migrants en quête de travail, de services et d'opportunités, peuvent être difficiles à gérer.

La migration vers le reste du monde progresse plus rapidement que la migration au sein de la région. En 2013, environ 6,6 millions de migrants d'Afrique subsaharienne — un tiers du total — vivaient en dehors de la région, soit plus du double de 1990. La composition des flux a beaucoup changé. En 1990, environ 40 % des migrants partaient pour des raisons économiques; en 2013, ce chiffre était passé à 90 %. Toutefois, le taux de migration global est le plus faible au monde, car il ne concerne que 0,7 % de la population de la région. Ce taux est sept fois supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes, et quatre fois supérieur au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

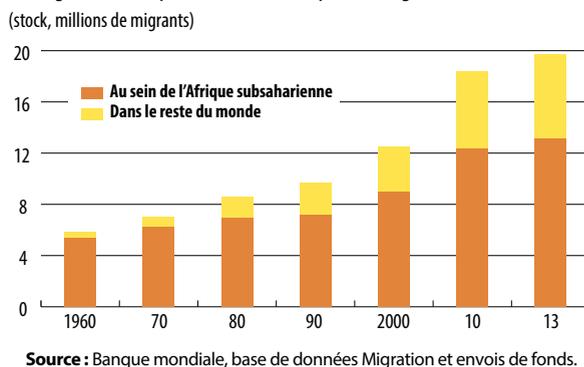
Pourquoi partir?

La migration au sein de l'Afrique est principalement motivée par la proximité géographique, les différences de revenu et les conflits, ainsi que par des liens culturels ou des facteurs environnementaux tels que des sécheresses ou des inondations. L'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire figurent parmi les pays qui accueillent le plus de migrants intrarégionaux.

Graphique 1

Sur le départ

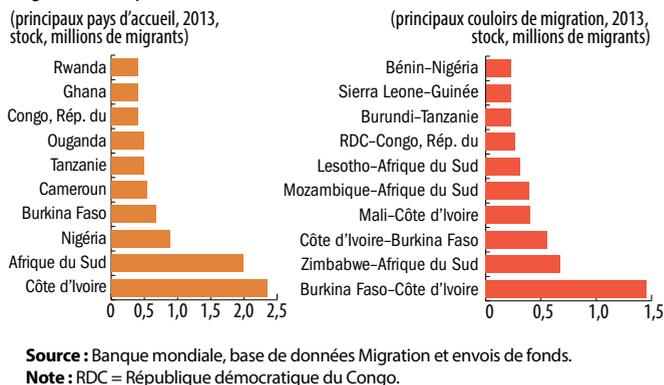
Une proportion grandissante mais encore minoritaire de migrants d'Afrique subsaharienne quitte la région.



Graphique 2

La porte à côté

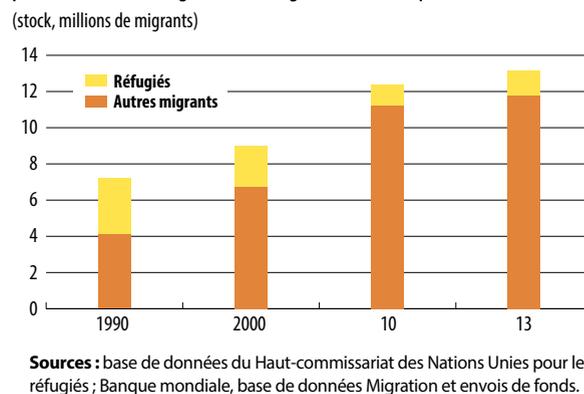
L'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire accueillent le plus grand nombre de migrants d'Afrique subsaharienne.



Graphique 3

En quête d'un travail

Par rapport à il y a 25 ans, les réfugiés représentent aujourd'hui une part moindre des migrants intrarégionaux en Afrique subsaharienne.



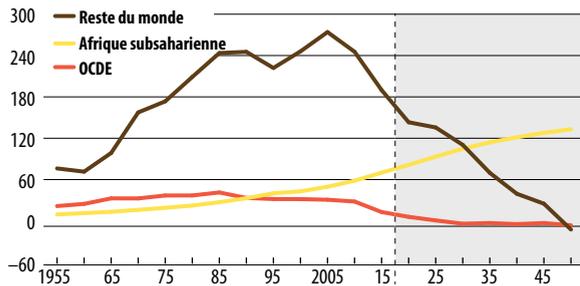
Les débouchés économiques motivent principalement les flux migratoires vers le reste du monde, qui sont largement orientés vers les pays avancés. Environ 85 % de la diaspora subsaharienne se répartit dans des pays de l'Organisation pour la coopération et le développement

Graphique 4

Les pays recrutent

Grâce aux migrants, l'Afrique subsaharienne peut fournir des travailleurs aux pays du reste du monde où la population en âge de travailler reste en baisse.

(variations cumulées par périodes de cinq ans, en millions)



Source : Nations Unies, Perspectives de la population mondiale.
Note : OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques.

économiques (OCDE) : les États-Unis, la France et le Royaume-Uni accueillent environ 50 % des migrants d'Afrique subsaharienne.

Les envois de fonds sont le principal atout pour les pays d'origine. Les sommes envoyées par les expatriés ont augmenté rapidement. Chiffrées à 3,5 % du PIB en 2015, elles sont désormais une source majeure de financement extérieur pour les pays en développement. Les envois de fonds sont aussi rapidement devenus la première source de devises dans les pays en développement, détrônant l'investissement direct étranger, qui est en très net déclin.

Par ailleurs, les envois de fonds résistent généralement mieux aux fluctuations économiques que l'investissement direct étranger et l'aide officielle au développement. Certes, ils ont légèrement baissé en 2008 et 2010 à la suite de la crise financière mondiale, mais ils ont repris en 2011 et n'ont fait qu'augmenter depuis.

Les envois de fonds jouent un rôle macroéconomique important en Afrique subsaharienne. Ils sont une source de devises et de revenus et contribuent à plus de 20 % du PIB en Gambie, au Lesotho et au Libéria. Ils apportent un revenu d'appoint dans les foyers pauvres, qui peuvent ainsi se constituer une épargne et investir dans le capital humain et physique et, partant, contribuer à élever progressivement la productivité et la croissance. Les envois de fonds permettent aussi d'atténuer les effets des chocs macroéconomiques dus aux catastrophes naturelles et aux guerres.

Mais l'émigration est également préjudiciable au pays d'origine. La fuite de cerveaux causée par le départ des travailleurs qualifiés réduit la capacité de production et la croissance à long terme.

L'évolution démographique

La transition démographique de la région dessinera les contours des migrations futures. Tout d'abord, la population africaine va continuer d'augmenter : elle passera

d'environ 900 millions d'habitants en 2013 à 2 milliards en 2050. La population en âge de travailler, qui alimente généralement la migration, devrait croître encore plus vite, d'environ 480 millions en 2013 à 1,3 milliard en 2050 (graphique 4). Ces chiffres s'expliquent par la croissance de la population de la région, qui s'est multipliée par quatre depuis les années 60, par la baisse du taux de fertilité et du taux de mortalité infantile, divisé par deux depuis l'an 2000.

Ces tendances démographiques et la persistance d'écart de revenu considérables entre l'Afrique subsaharienne et les pays avancés devraient conduire à davantage de migration. Le ratio de migrants en provenance d'Afrique subsaharienne par rapport à la population totale des pays d'accueil de l'OCDE devrait être multiplié par six, passant d'environ 0,4 % en 2010 à 2,4 % d'ici 2050, en raison de l'augmentation des flux migratoires et de la faible croissance démographique prévue dans les pays de l'OCDE.

Des politiques plus adaptées

Les travailleurs migrants peuvent contribuer à la croissance des pays d'accueil, notamment ceux dont la population vieillit rapidement (Jaumotte, Koloskova et Saxena, 2016). Ils apportent des recettes fiscales et des cotisations sociales supplémentaires pour financer les retraites. Les envois de fonds continuent pour leur part à garantir un certain niveau de vie des proches restés au pays, contribuent à réduire la pauvreté et constituent une source stable de devises.

Selon les prévisions, la migration intrarégionale et extrarégionale devrait continuer à s'intensifier dans les décennies à venir, aussi les pays d'accueil doivent-ils définir des politiques qui aideront les travailleurs migrants à s'adapter sur le plan social et économique dans l'intérêt de tous.

La croissance démographique appelle des politiques capables de créer des emplois dans les pays d'origine. Dans les pays d'accueil, la contribution des migrants à la population active devrait compenser les effets du vieillissement et du déclin démographique, ce qui, à terme, profitera à la croissance économique et aux recettes fiscales. Ces gains devraient atténuer les tensions sociales liées à la crainte que les travailleurs nationaux ne soient évincés par les nouveaux venus et que ces derniers ne pèsent sur les budgets. Par ailleurs une aide internationale accrue aux pays accueillant des réfugiés contribuerait fortement à alléger les coûts budgétaires et sociaux. **FD**

JESUS GONZALEZ-GARCIA est économiste principal à la Division des études régionales du Département Afrique du FMI, et **MONTFORT MLACHILA** est Représentant résident principal du FMI en Afrique du Sud.

Bibliographie :

Gonzalez-Garcia, Jesus, and others. 2016. "Sub-Saharan African Migration: Patterns and Spillovers." IMF Spillover Note 9, International Monetary Fund, Washington, DC.

Jaumotte, Florence, Ksenia Koloskova, and Sweta Saxena. 2016. "Impact of Migration on Income Levels in Advanced Economies." Spillover Note 8, International Monetary Fund, Washington, DC.



DE LA PÉNURIE À L'EXCÈS

L'obésité et le diabète, deux défis majeurs pour les autorités des pays émergents

Eduardo J. Gómez

Pour les pays émergents, l'avenir s'annonce radieux sur le plan économique, mais les maladies des pays riches, comme l'obésité et le diabète de type 2 constituent de nouvelles menaces.

Ces dernières années, par exemple, et avec le ferme appui de la société civile, le Brésil a pris plus de mesures que la Chine, l'Inde ou le Mexique pour renforcer l'engagement de l'État dans les programmes de prévention et de traitement.

Depuis les années 90, des circonstances similaires ont contribué à la hausse de l'obésité et du diabète de type 2 dans ces pays. L'essor des échanges internationaux a permis aux populations de découvrir et accéder à toute une gamme d'aliments trop riches. La technologie, notamment les ordinateurs et les téléphones portables, a contribué à la diminution de l'activité physique et à la prise de poids. Dans la plupart de ces pays, le manque d'accès aux espaces verts et la pollution environnementale découragent également l'activité physique.

Au Mexique, environ un tiers de la population est maintenant obèse. La proportion d'enfants obèses y est la plus élevée au monde. Le nombre de personnes atteintes du diabète de type 2 au Mexique devrait doubler d'ici à 2050. En Inde, l'obésité a également augmenté et les enfants sont tout aussi atteints dans les zones urbaines que dans les zones rurales

pauvres. En Inde, le taux de diabète de type 2 est dix fois plus élevé que dans les années 70. D'ici 2030, l'Inde devrait compter 100 millions de diabétiques. En Chine, plus de 120 millions de personnes sont maintenant obèses et le pays compte la plus grande population de personnes diabétiques au monde (French et Crabbe, 2010). Au Brésil, les taux d'obésité et de diabète de type 2 ont également augmenté au cours des deux dernières décennies.

Une facture trop salée

L'obésité et le diabète ont un coût social non négligeable. Au Mexique, l'obésité et les maladies associées coûtent au système de santé national entre 4,3 et 5,4 milliards de dollars par an. Le coût des programmes et traitements contre le diabète est passé de 318 millions de dollars en 2005 à 343 millions de dollars en 2010. En 2012, le gouvernement a également déboursé environ 4 milliards de dollars pour des troubles associés au diabète (comme l'hypertension ou les problèmes cardiovasculaires), y compris pour le traitement, les soins de santé primaires et la recherche. D'après le docteur Abelardo Avila Curiel, du Salvador Zubiran National Institute of Medical Science and Nutrition, au Mexique, si ces coûts ne sont pas régulés, ils pourraient entraîner la faillite du système de santé d'ici 2030.

En Inde, l'obésité risque de mettre à mal le budget santé du gouvernement, mais aussi de pénaliser l'économie, avec une hausse probable de l'absentéisme pour maladie. En outre, les dépenses publiques destinées aux patients diabétiques de type 2 se situaient entre 25 et 38 milliards de dollars en 2010, principalement en médicaments et en hospitalisations (Yesudian, *et al.*). Au cours de la prochaine décennie, le gouvernement devrait consacrer environ 237 milliards de dollars aux soins liés au diabète, aux accidents vasculaires cérébraux et aux maladies cardiaques.

En 2009, le gouvernement chinois aurait dépensé environ 3,5 milliards de dollars pour traiter les patients obèses. Des estimations récentes suggèrent que le traitement du diabète coûte au gouvernement environ 25 milliards de dollars par an, un chiffre qui devrait s'élever à 47 milliards de dollars d'ici 2030, ce qui dépasserait les capacités du système de santé.

Les dépenses effectuées par le gouvernement brésilien pour les patients souffrant d'obésité — souvent pour le traitement de maladies telles que l'hypertension artérielle, le diabète et le cancer — sont passées de 5,4 millions de dollars en 2008 à 10,4 millions de dollars en 2011 et pourraient atteindre dix milliards de dollars d'ici 2050. Les coûts associés au diabète de type 2 — y compris pour les hospitalisations, les tests de dépistage, les traitements et les soins de santé primaires — sont passés de 20,1 millions de dollars en 2008 à 28,3 millions de dollars en 2011, dont près de la moitié ont été consacrés aux médicaments.

La riposte des gouvernements

En 2008, au Mexique, le gouvernement, le secteur privé et la société civile sont parvenus à un accord sur la nécessité de promouvoir l'exercice physique et une

alimentation plus saine. C'est ainsi que le ministère de la Santé a lancé en 2014 sa stratégie nationale pour la prévention et le contrôle du surpoids, de l'obésité et du diabète. Cette initiative favorise les modes de vie sains, propose une amélioration des soins de santé primaires et préconise des réglementations et des politiques budgétaires telles que les taxes sur la malbouffe. Cette année-là, le Congrès a approuvé une taxe soda de 1 peso par litre et de 8 % sur les aliments riches en calories.

Pourtant, cette taxe n'a pas éteint la soif des Mexicains pour les boissons sucrées : la consommation a même légèrement augmenté, passant de 19,4 milliards de litres en 2014 à 19,5 milliards en 2015. À ce casse-tête s'ajoutent une pénurie durable du personnel de santé et un accès imprévisible aux médicaments contre le diabète, qui contraignent un certain nombre de patients à payer de leur poche même quand ils ont droit à l'assurance maladie nationale.

En 2008, le ministère indien de la Santé et du Bien-être familial a présenté son programme national de prévention et de lutte contre le diabète, les maladies cardiovasculaires et les accidents vasculaires cérébraux. Cette initiative a porté sur le diagnostic précoce, les changements de mode de vie et l'amélioration des soins de santé primaires. Cependant, les efforts de mise en œuvre ont pâti de la désorganisation de l'infrastructure des soins de santé, ainsi que de la pénurie de médecins spécialistes et de personnel de santé.

Le ministère chinois de la Santé a travaillé auprès des écoles pour améliorer les habitudes alimentaires et encourager l'activité physique. Il a également mis en place en 2010 un programme de démonstration de la prévention et du contrôle complet des maladies chroniques, afin de s'associer aux gouvernements provinciaux pour promouvoir la forme physique et une meilleure alimentation. Le plan national pour la prévention et le traitement des maladies non transmissibles (2012–15) a stimulé les efforts visant à améliorer l'alimentation scolaire et la forme physique des élèves, à renforcer les systèmes de santé primaires, à sensibiliser les médias et à promouvoir des modes de vie sains.

Pourtant, seulement 25 % des personnes diabétiques reçoivent un traitement approprié, qui passe par un accès fiable aux médicaments et aux soins de santé primaires. Malgré les programmes de prévention de l'obésité et du diabète mis en place au cours de la dernière décennie, très peu de progrès ont été accomplis en matière de sensibilisation du public, de modes de vie plus sains et de dépistage précoce du diabète. La pénurie considérable de professionnels de santé, en particulier dans les zones rurales, et le manque de coordination du ministère de la Santé avec les gouvernements provinciaux ont contribué à freiner encore la mise en œuvre des politiques.

Au Brésil, le ministère de la Santé a élaboré un plan d'action stratégique en 2010 pour lutter contre les maladies non transmissibles. Ce plan comprend des lignes directrices pour encourager une meilleure alimentation et des programmes de nutrition scolaire. Il augmente le budget fédéral consacré aux programmes de prévention de l'obésité et à la mise en œuvre de programmes de sensibilisation par les personnels de santé. Une loi a été adoptée en 2007 pour garantir la distribution



gratuite des médicaments contre le diabète au Brésil. Ce n'est pas le cas en Chine, ni en Inde, ni au Mexique. L'accès aux médicaments a été élargi en 2011 avec le programme «La santé n'a pas de prix». Pour le diabète, le ministère a poursuivi son engagement en matière de surveillance, de prévention, de fourniture de médicaments et de soins de santé primaires. Ces politiques, combinées à des effectifs de santé suffisants travaillant avec les gouvernements des différents États brésiliens, les écoles et les familles, ont contribué à augmenter de façon considérable l'accès aux médicaments et aux services de prévention (Gómez, 2015).

Une course d'obstacles

Les lacunes constatées au Mexique reflètent des défis politiques profonds. Il existe bien un consensus au sein du gouvernement sur la nécessité d'aborder les problèmes de l'obésité et du diabète. Toutefois, le secteur de la restauration rapide se livre à un lobbying agressif et le gouvernement tend à privilégier la croissance économique par rapport à la santé publique. Ces écueils se traduisent par un soutien limité au sein du Congrès pour les objectifs stratégiques du ministère de la Santé. En outre, les efforts déployés pour influencer la politique de santé par l'Alliance mexicaine pour la santé et la nutrition, un consortium de 20 organisations non gouvernementales, ont été freinés par le manque de ressources et de soutien de la part d'acteurs politiques influents (Barquera, 2013).

En Inde, le manque d'investissement du gouvernement à l'égard de la réforme politique est aggravé par un désaccord parlementaire sur la gravité de la menace constituée par l'obésité et le diabète pour la santé publique. Il s'agit en effet de maladies «de riches» dans un pays dont une grande partie de la population, très pauvre, souffre encore de malnutrition. Parallèlement, les organisations non gouvernementales indiennes n'ont pas réussi à influencer la politique, pour différentes raisons : peu d'intérêt du gouvernement pour leur cause, manque de ressources et problèmes de gestion.

En Chine, bien que le gouvernement ait intensifié ses efforts pour lutter contre l'obésité et le diabète, les autorités ont surtout axé leurs efforts sur l'économie et la sécurité nationale. Les responsables gouvernementaux n'avaient aucune incitation à mettre en valeur les politiques du ministère de la Santé.

Par ailleurs, les ONG ne font pas pression sur le gouvernement pour l'inciter à lutter contre l'obésité et les responsables du secteur de la santé ne prennent pas en compte les revendications de ces organisations. La Chinese Diabetes Society, bien organisée et financée, se concentre plus sur la recherche et la sensibilisation du public que sur la critique et le lobbying auprès du gouvernement.

En revanche, le gouvernement brésilien a pris les bonnes décisions politiques en matière d'obésité et de

diabète. L'engagement historique du Congrès envers les soins de santé universels, conjugué au solide bilan du ministère de la Santé sur la pauvreté et la malnutrition, a permis à ces efforts politiques de recevoir un large soutien. Contrairement à la Chine, à l'Inde et au Mexique, ce soutien politique a permis d'organiser des conférences nationales en amont et d'officialiser la reconnaissance par le gouvernement des dangers de l'obésité et du diabète, mais aussi d'encourager l'innovation dans le domaine des soins primaires. Le Brésil a été reconnu en 2010 pour ses mesures innovantes par l'IOTF (International Obesity TaskForce). C'est le seul pays émergent à avoir reçu cette distinction.

Au début des années 2000, plusieurs organisations non gouvernementales, comme l'Association brésilienne de la nutrition et la Société brésilienne du diabète, ont commencé à faire pression sur le ministère pour qu'il légifère sur ces questions. Contrairement à la Chine, à l'Inde et au Mexique, le Brésil s'est également engagé, par l'intermédiaire de ses responsables de la santé, à travailler avec ces organisations par l'intermédiaire du Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'obésité et le diabète de type 2 représentent une grave menace économique et de santé publique au Brésil, en Chine, en Inde et au Mexique. Les dirigeants ont mis en place des programmes novateurs de prévention et de traitement. Toutefois, ces politiques ne peuvent réussir qu'avec le soutien total de l'ensemble des acteurs des secteurs public et privé, en étroite collaboration avec la société civile, comme c'est le cas au Brésil. Les cas d'obésité et de diabète augmenteront inévitablement et les coûts seront de plus en plus difficiles à supporter pour les systèmes de santé et les économies de ces pays.

Pour assurer la pérennité d'une main-d'œuvre saine et productive, il faut un environnement dans lequel les dirigeants s'engagent réellement à travailler avec les gouvernements locaux aux fins de mettre en œuvre des politiques, tout en restant à l'écoute de la société civile en vue d'améliorer en permanence les services de santé. **FD**

EDUARDO J. GÓMEZ est Professeur associé au Département du développement international du King's College et auteur de l'ouvrage à paraître : «*Geopolitics in Health: Confronting Obesity, AIDS, and Tuberculosis in the Emerging BRICS Economies*».

Bibliographie :

Barquera, S., I. Campos, and J. A. Rivera. 2013. "Mexico Attempts to Tackle Obesity: The Process, Results, and Push Backs and Future Challenges." *Obesity Reviews* 14 (2): 69–78.

French, Paul, and Mathew Crabbe. 2010. *Fat China: How Expanding Waistlines Are Changing a Nation*. New York: Anthem Press.

Gómez, Eduardo J. 2015. "Understanding the United States and Brazil's Response to Obesity: Institutional Conversion, Policy Reform, and the Lessons Learned." *Globalization & Health* 11 (24): 1–14.

Yesudian, Charles, Mari Grepstad, Erica Visintin, and Alessandra Ferrario. 2014. "The Economic Burden of Diabetes in India: A Review of the Literature." *Globalization and Health* 10 (80): 1–18.



LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE D'ÉBOLA

C'est en agissant prestement sur le front économique que l'on a pu surmonter cette crise sanitaire

Mehmet Cangul, Carlo Sdravovich et Inderjit Sian

L'Afrique de l'Ouest et la communauté internationale ont dû faire face à une crise sanitaire sans précédent lorsqu'a éclaté, en mars 2014, la plus grande épidémie de la maladie à virus Ébola jamais enregistrée. Celle-ci a fait plus de 11.000 morts et infecté plus de 28.000 personnes entre la fin 2013 et le début 2016 (graphique 1).

L'importance des dépenses sanitaires et sociales que cette épidémie a exigées a aussi provoqué une crise économique, qui a été aggravée par l'effondrement presque concomitant des cours des produits de base. Déjà sous pression avant la survenue de l'épidémie, les systèmes sanitaires et sociaux de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone — pays les plus touchés — ont été submergés.

Une épidémie sans précédent

Le monde a lentement pris conscience de l'épidémie. Alors que le patient zéro a été contaminé en décembre 2013 en Guinée, ce n'est que trois mois plus tard que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré officiellement la flambée épidémique dans la région. Le virus s'était alors déjà répandu au Libéria et en Sierra Leone voisins en raison de la porosité des frontières et de la forte mobilité des habitants de la région.

La maladie à virus Ébola est une maladie infectieuse souvent mortelle. Le nombre de décès a rapidement augmenté et passé le cap des 10.000 victimes à la fin mars 2015 (graphique 2). Si le taux de létalité a été en moyenne d'environ 40 %, il a atteint près de 70 % au début de l'épidémie.

Alors que le nombre des victimes augmentait, les autorités nationales des pays touchés par l'épidémie ont eu des difficultés à endiguer sa propagation. Des capacités financières limitées pour la fourniture des soins d'urgence, la confusion entourant la transmission du virus et des pratiques funéraires contribuant à répandre la maladie ont mis à rude épreuve une

région qui n'avait encore jamais dû faire face à une crise de santé publique d'une telle ampleur.

Outre le retard avec lequel elles ont reconnu au départ l'existence de l'épidémie, les instances sanitaires internationales ont eu du mal à déterminer comment contenir la maladie, ce qui a retardé la mobilisation de l'aide internationale. L'absence de traitement efficace ou de vaccin a encore compliqué l'endiguement de l'épidémie. Et ce n'est qu'après l'apparition de cas au Nigéria, au Sénégal et au Mali et même en Europe et aux États-Unis, que s'est intensifiée la crainte d'une propagation de l'infection dans l'ensemble de l'Afrique, voire dans le monde entier.

Effondrement de l'activité économique

L'avancée de l'épidémie a provoqué l'effondrement du tourisme régional, la chute de l'investissement direct étranger et une forte réduction des activités commerciales et de services, surtout dans les zones urbaines densément peuplées. Si la production agricole — principalement destinée à la consommation intérieure — a été moins affectée, les échanges de produits agricoles ont été entravés par l'application de mesures de quarantaine à grande échelle. Des villages et des communautés ont été entièrement isolés, parfois pendant des mois, pour limiter la transmission de la maladie qui s'est avérée extrêmement résistante aux efforts humains déployés pour la contenir.





Ces mesures ont considérablement accru les pénuries alimentaires. Selon certaines sources, deux tiers des ménages en Sierra Leone n'avaient pas facilement accès à la nourriture en juin 2015. Les quarantaines et la fermeture des frontières entre les pays ont aussi fait plonger les échanges régionaux : les exportations de pommes de terre de la Guinée vers le Sénégal ont chuté de plus de 90 % pendant l'année prenant fin en août 2014. Parallèlement, l'effondrement de la demande, les restrictions aux mouvements des personnes et des marchandises et le report ou l'annulation d'investissements ont fait monter le chômage.

L'effondrement des cours mondiaux des produits de base a aggravé la crise dans les trois pays touchés par le virus Ébola. Le PIB de la Sierra Leone a fléchi de plus de 20 % en 2015. La baisse de la croissance a été moins prononcée en Guinée et au Libéria du fait que la production minière y a été relativement épargnée. Mais les perspectives de croissance à moyen terme se sont beaucoup dégradées dans les trois cas (graphique 3).

Les finances publiques de ces trois pays se sont brutalement détériorées sous l'effet de l'effondrement de l'activité économique. Leurs recettes publiques ont fléchi en moyenne de 3 points du PIB entre 2013 et 2015, la plus forte chute étant observée au Libéria. Dans le même temps, les gouvernements, pressés de fournir les services médicaux d'urgence et d'intensifier les efforts d'endiguement de la maladie, ont

accru les dépenses publiques de près de 5 points du PIB. Cette hausse a même dépassé 9 points dans le cas du Libéria.

Une réponse rapide et souple

Les effets de l'épidémie se faisant de plus en plus sentir, une action et un effort d'aide coordonnés au niveau mondial se sont avérés indispensables pour endiguer la propagation de la maladie et limiter la souffrance humaine et la détérioration de la situation économique dans des pays qui se remettaient à peine de périodes de conflits et d'instabilité politique. La communauté internationale a réagi en privilégiant l'action sanitaire d'urgence et en fournissant une aide financière totalisant 5,9 milliards de dollars.

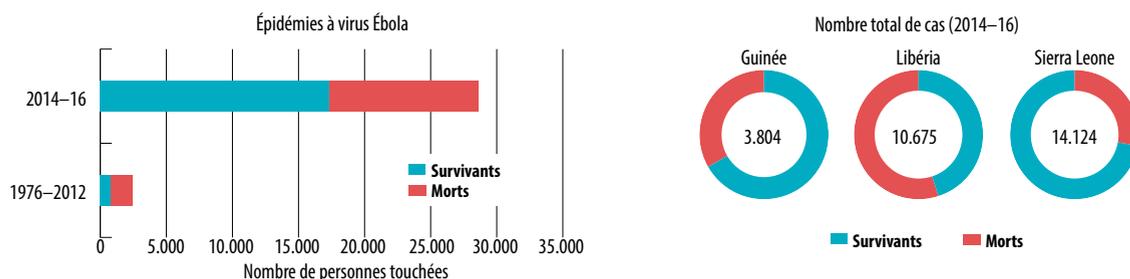
La première préoccupation a été d'apporter une aide médicale rapide aux agences sanitaires nationales submergées. Déjà bien installée dans la région, l'organisation Médecins sans frontières est intervenue en mars 2014 pour y établir des structures d'isolement et dispenser des soins au nombre grandissant de patients Ébola. À l'apogée de son intervention, cette organisation non gouvernementale (ONG) a employé près de 4.000 salariés nationaux et plus de 325 experts extérieurs pour lutter contre l'épidémie dans les trois pays touchés. L'OMS, en collaboration avec le Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie — un réseau réunissant

ILLUSTRATION : SHUTTERSTOCK / RODALLESO

Graphique 1

Une crise sanitaire sans précédent

De 2014 à 2016, le virus Ébola a fait plus de 11.000 morts, alors qu'au cours des précédentes épidémies il avait tué moins de 1.600 personnes en quarante ans.



Source : Organisation mondiale de la santé.

des spécialistes de santé publique, des organismes du système des Nations Unies, des institutions sanitaires internationales et des ONG — est aussi intervenue pour mobiliser et déployer des experts médicaux dans les centres de soins locaux, une fois l'épidémie officiellement déclarée.

Une aide financière massive a également été acheminée par plusieurs canaux. Les Nations Unies ont établi un fonds fiduciaire spécifique (*UN Ebola Response Multi-Partner Trust Fund*) pour mobiliser les fonds et offrir un mécanisme de financement commun. Plus de 166 millions de dollars ont été collectés auprès de pays membres, d'ONG et d'institutions privées. L'OMS a aussi reçu 459 millions de dollars de dons de plus de 60 donateurs dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

Le FMI a été la première institution financière internationale à contribuer au financement des budgets nationaux des pays touchés. Dans le cadre de son mandat, il a agi rapidement pour fournir aux autorités nationales l'appui financier indispensable au maintien des services publics essentiels (soins de santé et éducation notamment), tout en continuant de les conseiller sur l'action à mener. Les pressions budgétaires justifiant un soutien direct des budgets gouvernementaux, le FMI a décidé de financer directement les États, plutôt que de suivre l'approche habituelle de l'octroi de fonds aux banques centrales pour renforcer les réserves internationales. Les fonds reçus ont permis aux gouvernements concernés de financer des mesures visant à endiguer la propagation de la maladie et à protéger les dépenses sociales et d'infrastructure indispensables.

Le FMI a décaissé un total de 378 millions de dollars en trois phases à partir de septembre 2014, au moment même où l'épidémie commençait à s'accélérer. Il a procédé aux décaissements alors que l'on prenait conscience de la gravité de la situation et que son impact potentiel sur l'économie suscitait de plus en plus d'inquiétudes — même si l'on ne disposait pas encore de données probantes sur ses conséquences

économiques —, estimant que les risques de l'inaction étaient simplement trop élevés. Le montant indiqué incluait un allègement de dette de près de 100 millions de dollars accordé en mars 2015 aux pays touchés par le virus Ébola par l'intermédiaire d'un nouveau fonds fiduciaire rapidement établi pour venir en aide aux pays victimes d'une catastrophe de santé publique.

En juin 2016, l'OMS a déclaré les trois pays exempts de transmission du virus Ébola et la croissance économique a commencé à s'affermir en Guinée et en Sierra Leone. La reprise se fait encore attendre au Libéria en raison notamment du repli de l'activité et de l'investissement dans le secteur des ressources naturelles.

Les enseignements tirés

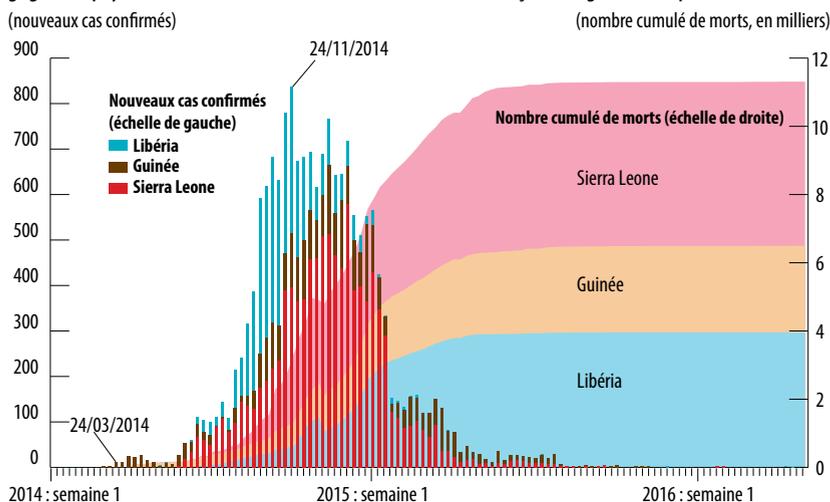
Le retard avec lequel la gravité de l'épidémie a été reconnue et les mesures qui s'imposaient ont été prises, au départ, montre que le monde a été pris de court par la crise Ébola. Tous les enseignements n'ont pas encore été tirés sur les façons de renforcer les systèmes sanitaires pour les rendre mieux à même de faire face à une épidémie catastrophique tant au niveau national qu'international. Mais il est évident que les systèmes sanitaires des pays touchés doivent encore être renforcés avec l'aide de la communauté internationale — d'autant plus que la région est très vulnérable aux maladies infectieuses en raison de son climat tropical. L'épidémie a aussi souligné l'importance de plans d'intervention rapide et de systèmes d'alerte avancée décentralisés pour activer les infrastructures sanitaires et déclencher une riposte mondiale à bref délai. L'élaboration de plans d'urgence et la réalisation d'investissements dans les infrastructures — amélioration des installations sanitaires et des structures de soins de santé de base, par exemple — peuvent aussi permettre d'éviter les crises à l'avenir.

Sous l'angle économique, l'expérience a montré que la riposte devait être souple et rapide. Il a été approprié d'augmenter les dépenses pour compenser l'impact négatif de l'épidémie sur l'ensemble de l'économie alors même que les

Graphique 2

Une épidémie mortelle

Quand les autorités sanitaires mondiales ont officiellement constaté l'épidémie à virus Ébola, la maladie avait déjà gagné les pays voisins et le nombre de nouveaux cas commençait à augmenter rapidement.



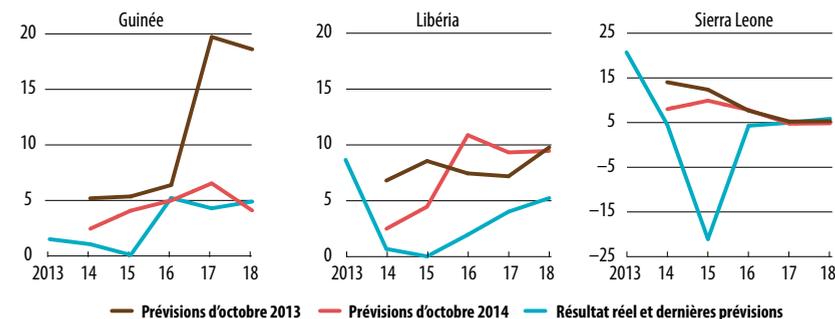
Source : Organisation mondiale de la santé.

Graphique 3

Des effets persistants

Selon les projections, les taux de croissance des pays affectés devraient converger en 2018 vers un niveau de référence antérieur à l'épidémie à virus Ébola, mais les pertes de PIB accusées pendant l'épidémie ne seront probablement pas compensées.

(croissance du PIB réel, en pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

recettes publiques fléchissaient. Mais ce type d'action pour lutter contre la récession doit être financé promptement, d'où l'importance d'un appui financier rapide, massif et coordonné de la part de la communauté internationale.

Malgré la nécessité d'une action coordonnée au niveau mondial et d'un appui international, le succès de la riposte est tributaire du rôle joué par les dirigeants des pays affectés eux-mêmes. Un tournant a été pris au Libéria quand Ellen Johnson Sirleaf, la Présidente du pays, a invité les chefs tribaux à persuader leurs communautés de renoncer aux rites

funéraires traditionnels. Un solide encadrement a aussi permis de communiquer l'importance des mesures de précaution et des pratiques sanitaires pour modifier les comportements et empêcher la transmission du virus. Mais dans les trois pays, la résilience et l'adaptabilité des habitants ont joué un rôle déterminant dans le succès des efforts combinés des autorités nationales et de la communauté mondiale. **FD**

CARLO SDRALEVICH est conseiller et **MEHMET CANGUL** et **INDERJIT SIAN** sont économistes au Département Afrique du FMI.

Le commerce s'ouvre, les portes se ferment

MARGARET PETERS, dans *Trading Barriers: Immigration and the Remaking of Globalization*, décrit plusieurs faits nouveaux concernant la relation entre politique commerciale internationale et politique d'immigration. Le cœur de son propos? Sur de longues périodes et à travers une large palette de pays, la libéralisation des échanges entraîne un durcissement de la politique d'immigration. Peters étaye son argumentaire par un récit intuitif assorti d'un impressionnant recueil de données.

Son principal argument est à la fois nouveau et très simple. Aux États-Unis et dans les autres pays aisés, le commerce international peut diminuer la

lieu les arbitrages qui ont façonné la position des dirigeants et des entreprises en matière d'immigration et de politique commerciale à travers le monde au cours des deux derniers siècles. Elle fournit une description fouillée des politiques gouvernementales dans 19 pays différents (membres de l'OCDE, nations du golfe Persique et de l'Asie de l'Est) et complète son récit par des données sur les progrès technologiques dans les transports, qui ont facilité le commerce international. Graphiques à l'appui, elle apporte d'abord des preuves de la divergence entre immigration et politique commerciale sur le long terme dans nombre de ces pays. Puis elle montre que le resserrement des politiques d'immigration a pour effet d'assouplir les politiques commerciales, même à court terme.

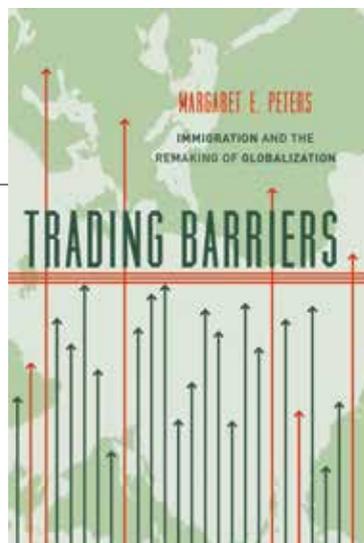
Peters pose ensuite les jalons intermédiaires de sa démonstration, en prouvant que l'intensité du lobbying sur la législation en matière d'immigration est systématiquement liée à son exposition à la libéralisation des échanges. Aux États-Unis, elle répertorie les différents degrés d'exposition d'entreprises d'un même État américain et met à jour l'existence d'un lien entre ces différences et la répartition des votes au Sénat américain.

Si Peters exagère parfois la robustesse de ses résultats empiriques, la cohérence de ses conclusions à travers différents contextes devrait se révéler précieuse dans la négociation de politiques commerciales et migratoires. S'il est impossible de libéraliser à la fois les échanges et l'immigration, il convient de choisir soigneusement entre les deux.

Pour finir, je me permettrai une objection à la théorie économique censée soutenir l'argumentaire de l'ouvrage. À mes yeux, Peters aurait pu en venir plus rapidement à ses conclusions au lieu de décrire aussi exhaustivement les mécanismes entre commerce, immigration, investissement étranger et technologie. Au final, cette démarche hybride (ni un modèle formel, ni une rapide synthèse) laissera les universitaires perplexes quant aux hypothèses avancées et noiera le lecteur lambda dans une surabondance de détails.

Malgré tout, ce livre mérite d'être lu, notamment parce qu'il devrait apporter une perspective forte et novatrice au débat sur le commerce et la politique d'immigration. **FD**

GREG C. WRIGHT, professeur assistant à l'université de Californie (Merced).



Margaret E. Peters
**Trading Barriers:
 Immigration and the
 Remaking of Globalization**
 Princeton University Press,
 Princeton, NJ, 2017, 352 pages,
 95 dollars

demande de main-d'œuvre faiblement qualifiée, notamment au sein de la population immigrée, si bien que les entreprises sont moins susceptibles de réclamer un assouplissement des politiques d'immigration. La libéralisation oriente donc indirectement la politique intérieure en défaveur des immigrés faiblement qualifiés.

Professeure de sciences politiques à l'université de Californie (Los Angeles), Peters étudie en premier

Le professeur acariâtre

IAN KUMEKAWA a écrit un précieux guide expliquant la théorie du bien-être collectif de l'économiste britannique Arthur Cecil Pigou, successeur d'Alfred Marshall et prédécesseur de John Maynard Keynes à la chaire de politique économique de Cambridge.

À mi-chemin entre la présentation et la biographie, l'ouvrage apporte un éclairage sur la pensée économique au XX^e siècle et sur le rôle de Cambridge. Les intellectuels cambridgiens de l'époque précédant la Première Guerre mondiale, ainsi que Keynes, jugeaient bon d'appliquer une dimension éthique à l'étude de l'économie, se nourrissant d'une longue tradition de réformisme paternaliste. Kumekawa trace nettement la trajectoire de cette pensée : depuis l'optimisme qui prédominait, avant 1914, quant à la possibilité de résoudre les problèmes sociaux grâce à la connaissance et la science, en passant par le pessimisme engendré par la Première Guerre mondiale, jusqu'à la profonde amertume consécutive à la Deuxième Guerre mondiale.

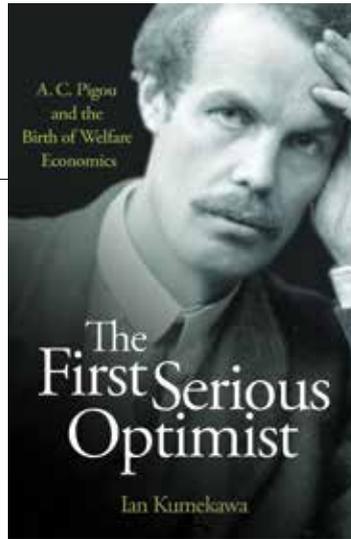
Comme Keynes, Pigou était un pacifiste, mais il a vécu de près les horreurs de la guerre en tant qu'ambulancier — il aurait refusé d'être enregistré en tant

Pigou croyait au consensus entre les tout-puissants.

qu'objecteur de conscience. La «Grande Guerre» a transformé ce célibataire jovial en un loup solitaire. Dans les années 30, il se sentait critiqué et moqué par le Cambridge version Keynes. Il n'a jamais digéré que ce dernier, dans sa *Théorie générale* (1936), l'ait dépeint à tort comme un homme de paille des théories économiques obsolètes.

Pigou croyait dans l'union de la force et du bien. Il a même renoncé à ses convictions sur des thèmes tels que le libre-échange. Le positionnement combatif de Keynes en tant qu'acteur intellectuel public le consternait.

Pour Kumekawa, l'analyse de Pigou selon laquelle les taxes sont le meilleur moyen de traiter les effets externes est transposable aux problématiques environnementales actuelles. Les taxes carbone



Ian Kumekawa

The First Serious Optimist: A. C. Pigou and the Birth of Welfare Economics

Princeton University Press,
Princeton, NJ, 2017, 344 pages,
35 dollars

constituent ainsi un bon exemple de mécanisme pigouvien qui équilibre les coûts de production, par le bais de la pollution par exemple.

Le personnage n'est pas épargné. Kumekawa explique que «si Pigou se posait en défenseur des pauvres, il ne les respectait pas» et qu'il «considérerait de larges pans de la population inaptes à prendre des décisions, fussent-elles mineures». Il incarnait le pire visage du paternalisme du XIX^e siècle et de la misogynie (il avait tenté d'exclure Joan Robinson d'un cours magistral à Cambridge).

Étonnamment, Kumekawa passe à côté de la conviction de Pigou qui semble la plus pertinente aujourd'hui, et qui a ancré sa pensée sur la maîtrise des dommages et la protection des ressources. Davantage que ses contemporains, Pigou était attaché à l'équité intergénérationnelle, ce qui peut surprendre de la part d'un célibataire sans enfant. La forte tentation, pour les générations actuelles, de transmettre leurs charges à leurs successeurs a été au cœur de sa pensée sur l'économie du bien-être. Dans son *Economics of Welfare* (1932), il prônait une intervention de l'État en tant que garant des absents. «(...) l'État doit protéger les intérêts des générations futures contre les effets de notre refus irrationnel de voir la réalité en face et de notre préférence pour nous-mêmes au détriment de nos descendants.» Un message éminemment moderne, même délivré par un professeur acariâtre de l'époque édouardienne. **FD**

HAROLD JAMES, historien, université de Princeton et FMI.

Des pesos très appréciés

La Colombie met sa culture à l'honneur dans ses nouveaux billets de banque

Nadya Saber

«**NON, [JE NE SUIS] PAS RICHE.** Je suis un homme pauvre qui a de l'argent, ce n'est pas la même chose», répondait Gabriel García Márquez, lauréat du Prix Nobel de littérature, quand on l'interrogeait sur sa fortune littéraire. Le regretté «Gabo», comme le surnomment affectueusement les Colombiens, est aujourd'hui le visage du billet de banque de 50.000 pesos, la deuxième coupure (après le billet de 100.000 pesos) de la nouvelle série émise par la banque centrale colombienne en 2016.

Un pays en plein essor

La Colombie, quatrième économie d'Amérique latine, a fait l'objet d'une forte croissance économique au cours de la dernière décennie, favorisée par des facteurs démographiques et le boom des produits de base. Elle occupe une place grandissante sur la scène internationale, forte de ses exportations de café, de pétrole, de textile et d'électricité, et de ses stars, qu'il s'agisse du footballeur Falcao ou de la chanteuse Shakira. En dépit de handicaps considérables,

parmi lesquels la pauvreté, les inégalités sociales, le trafic de stupéfiants et le déplacement forcé des populations indigènes, la Colombie avance, réussissant même à mettre fin au conflit armé qui a dévasté le pays pendant un demi-siècle.

Un nouveau départ

Alors que la Colombie avance sur la voie de l'apaisement et de la croissance, le pays a émis de nouveaux billets de banque. Ceux-ci mettent à l'honneur les anciens présidents Carlos Lleras Restrepo et Alfonso López Michelsen, l'anthropologue Virginia Gutiérrez de Pineda, le poète José Asunción Silva, la peintre Débora Arango, enfin García Márquez, son trésor littéraire national. Tous ces Colombiens influents ont façonné le paysage culturel, politique et scientifique du pays à leur manière.

José Darío Uribe, ancien gouverneur de la Banque centrale explique : « Cette nouvelle famille de billets de banque répond à des besoins économiques et rend hommage à des personnalités exceptionnelles de notre pays et à la beauté de notre biodiversité, qui constituent ensemble le nouveau look de nos billets de banque. »

Joindre l'utile à l'agréable

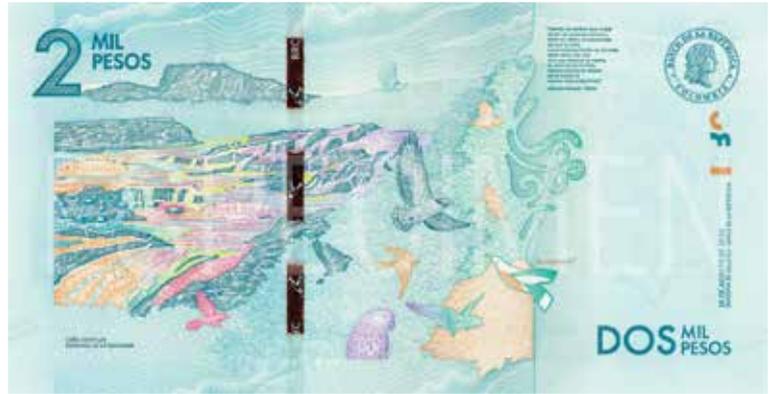
Les nouveaux billets de banque, qui circulent parallèlement aux anciens, comportent des caractéristiques spécifiques, comme des encres et des fils de sécurité avec des changements de couleur et des effets 3D, du microtexte (texte en petits caractères destiné à éviter les contrefaçons) et des motifs cachés. Ils ont également des dimensions différentes et des éléments tactiles destinés aux personnes déficientes visuelles. Ces nouveautés renforcent la sécurité de la monnaie en intégrant des technologies de pointe, tout en répondant aux besoins des personnes handicapées.

La banque centrale a organisé une campagne d'information avec des sessions gratuites pour faire découvrir au grand public les fonctionnalités de sécurité de ces nouveaux billets. Les utilisateurs y sont encouragés à « regarder, toucher, lever, incliner et vérifier » les billets pour mettre en évidence leurs différentes caractéristiques. Chaque action correspond à une couleur distincte : « lever », par exemple, est associé au jaune et à la manière dont le billet interagit avec la lumière, tandis que « vérifier » invite à procéder à l'examen du billet sous une lampe ultraviolette.



En haut : Lauréat du Prix Nobel et père du réalisme magique, Gabriel García Márquez est entouré de papillons, comme Mauricio Babilonia, le personnage de Cent ans de solitude, son roman le plus célèbre.

En bas : Le gros plan sur Alfonso López Michelsen, 24^e Président de la Colombie, comporte des effets 3D sur la face du billet de 20.000 pesos.



Recto : Le billet de 2.000 pesos rend hommage à Débora Arango, pionnière de l'art moderne en Colombie.
 Verso : Caño Cristales, la «rivière aux cinq couleurs», majestueuse entre les encres et les fils du billet de 2.000 pesos.

La banque a également introduit une nouvelle coupure : le billet de 100.000 pesos, répondant aux besoins d'une économie florissante et de la hausse des salaires.

Pour poursuivre le thème de la biodiversité introduit en 2012 avec la nouvelle série de pièces, chaque billet de banque offre un aperçu de la géographie très variée du pays. Le billet de 50.000 pesos, par exemple, représente la chaîne de montagnes de la Sierra Nevada de Santa Marta et un colibri qui butine et qui change de couleur quand on incline le billet. Celui de 100.000 pesos montre la vallée de Cocora, située dans les Andes, près du fleuve Quindío. La zone est protégée par le gouvernement depuis 1985 pour empêcher l'extinction du palmier à cire du Quindío, l'arbre national du pays.

L'iconographie de la culture indigène apparaît par petites touches dans cette nouvelle série, notamment la boucle d'oreille traditionnelle de la tribu amérindienne zenú sur le billet de 20.000 pesos, ou les terrasses de la Cité perdue, au cœur de la culture tairona, sur le billet de 50.000 pesos.

Un billet star des réseaux sociaux

En 2016, le billet de 50.000 pesos colombien avec Gabo est finaliste parmi 18 billets du monde entier en lice pour le prix du «billet de banque de l'année».

L'héritage de García Márquez, qui a fait connaître au monde entier l'Amérique latine et la Colombie qu'il aimait, brille parmi les tonalités violettes du billet de 50.000 pesos. Un extrait de son discours de réception du Prix Nobel y figure également.

Rien d'étonnant à ce que ce billet ait une telle visibilité, notamment sur les réseaux sociaux. Une recherche du hashtag #Gabo renvoie vers d'innombrables articles d'admirateurs du billet de l'écrivain et de fans désireux de s'en procurer un.

Cette nouvelle série de billets colombiens mérite d'être célébrée. C'est une étape importante, comme si la Colombie rendait hommage à son passé pour mieux se tourner vers l'avenir. [FD](#)

NADYA SABER fait partie de l'équipe permanente de *Finances & Développement*.

From Great Depression to Great Recession

The Elusive Quest for International
Policy Cooperation

Editors

ATISH R. GHOSH and MAHVASH S. QURESHI



INTERNATIONAL MONETARY FUND

The Great Recession resurrected issues that preoccupied policymakers during the Great Depression, including adjustment fatigue, deflation, currency wars, and secular stagnation.

In this volume, eminent scholars examine how history informs the current debate about the functional challenges facing the international monetary system.

Includes contributions from:

Richard N. Cooper, *Harvard University*

Jose Antonio Ocampo, *Columbia University*

Alexander K. Swoboda, *Graduate Institute of International & Development Studies*

Edwin M. Truman, *Peterson Institute for International Economics*

Paul A. Volcker, *Previous Chairman of the Federal Reserve System*

\$27. English. ©2017. 229pp. Paperback. ISBN 978-1-51351-427-7.

INTERNATIONAL MONETARY FUND

Visit bookstore.imf.org/fd617

Finances & Développement, juin 2017



MFIFA2017002